

**PILLER LES PAUVRES POUR DONNER  
AUX RICHES.** notre dossier **IMPOTS** p. 11 à 16

le conflit  
de la  
**B.N.P.**  
voir p. 9

**lutte**  
**ouvrière**

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 448 - 2 avril 1977 - prix : 3 F

## Nouveau gouvernement Barre

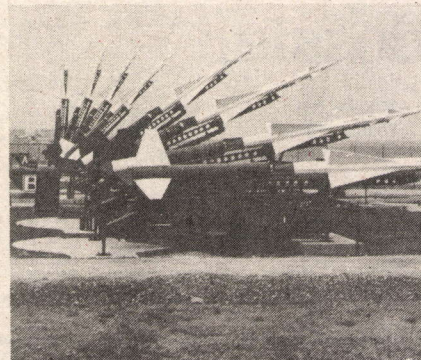


**LES GROS RATS  
QUITTENT  
LE NAVIRE**



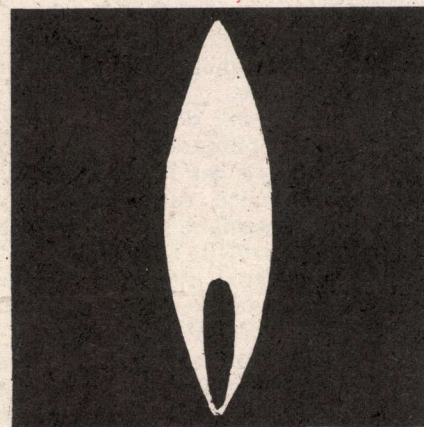
● **Zaïre : vers la fin du  
régime Mobutu ?**

P. 5



● **Echec de la rencontre  
Vance - Brejnev :  
et que ça SALT !**

P. 5



● **1er avril : hausse  
des tarifs publics  
un scandale,  
une provocation**

P. 24



## sommaire dans le monde

- Page 5 :  
— USA-URSS : échec de la rencontre Vance-Brejnnev.  
— Zaïre : vers la fin du régime Mobutu.  
— Espagne : la démocratisation : toujours les petits pas.  
Page 6 :  
— Inde : après le départ d'Indira Gandhi.  
— Thaïlande : les militaires se disputent les places. la dictature continue.  
Page 7 :  
— La catastrophe de Ténérife.  
— L'Europe agricole : un mirage.  
— Portugal : contestation dans l'Alentejo.  
— Etats-Unis : condamnée à la prison à vie parce que noire et militante.  
Page 24 :  
— Italie : les syndicats et le PCI bradent l'échelle mobile.

## en France

- Page 4 :  
— Mitterrand et le CERES.  
— Quand Jean-Pierre Cot et Henri Alleg refont l'histoire à leur avantage.  
— Règlement de comptes à Marseille.  
Page 9 :  
— BNP : la riposte doit s'affirmer.  
— Port de Dunkerque : les dockers tiennent bon.  
Page 10 :  
— Pêcheurs pollue la vallée de la Durance.  
— Le scandale de l'amiante : fermeture du gymnase d'un lycée.  
— Les pêcheurs du Havre en colère.  
Page 17 :  
— Renault Flins : après la tentative d'attentat.  
— Métallurgie : les bisbilles CGT-CFDT.  
Page 18 :  
— Deux jours de grève à Dassault Saint-Cloud.  
— SNCF-Juvisy : ...les syndicats laissent faire.  
— EDF : la direction modifie ses installations au moindre coût pour elle.  
Page 19 :  
— Saclor : des jeunes de CET en lutte contre le chômage.  
— Ericsson : muté et licencié.  
— Chausson-Chenard (Gennevilliers) : la direction annonce des dégraissages.  
Page 20 :  
— Une problème toujours d'actualité : la lutte contre les cadences.  
— Case tue.  
— A Toulouse, un travailleur tué à l'APC.  
Page 24 :  
— Hausse des tarifs publics.

## culture et loisirs

PAGES 11 à 16 :  
LES IMPOTS : PILLER AUX PAUVRES POUR  
DONNER AUX RICHES.

## dossier

- Page 21 :  
— Livres : François Mitterrand, ou la tentation de l'Histoire de Franz-Olivier Giesbert ; en réédition : La Paix de Ernst Glaeser.  
Page 22 :  
— Théâtre : Le Faiseur de Balzac, au Théâtre de l'Atelier.  
Page 23 :  
— L'une chante, l'autre pas ; L'autre France ; Enquête sur la sexualité ; Armagedon.

**LUTTE OUVRIERE** regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Composition :  
Département Offset-Presses - L.I.T.O. - 236-45-28  
4 ter, rue du Bouloi, Paris (1<sup>er</sup>)

Impression :

SIM, 12, chemin du Haut-Saint-Denis - Aubervilliers

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE  
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18  
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

# leçons du passé il y a trente ans : L'INSURRECTION MALGACHE

**L**E 30 mars 1947, éclatait l'insurrection malgache. Soumis depuis des décennies à la pire exploitation coloniale, tout un peuple se dressait contre l'impérialisme français pour conquérir sa dignité. Mais face à lui, il trouva non seulement les colons et l'armée, mais aussi le gouvernement du socialiste Ramadier, auquel participait le Parti Communiste. Et c'est la gauche française qui porte la responsabilité de l'écrasement sans pitié de la révolte du peuple malgache.

### De l'oppression coloniale aux espoirs déçus de la décolonisation

Madagascar avait été conquise par les colonialistes français en 1896 et, depuis, la population avait vu les richesses de l'île pillées et avait été réduite à une exploitation, à une misère extrême par une administration coloniale avide et profondément raciste. Ainsi 40.000 Européens entendaient régner sur quatre millions d'indigènes, leur imposant en particulier un impôt direct payable en « travail obligatoire », comme en plein Moyen Age. Pour la population, la civilisation européenne s'appelait la faim, la misère, l'absence de tout droit...

Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, les élites locales et la grande masse des Malgaches croient De Gaulle quand en 1944 il promet à Brazzaville, un renouveau de la politique coloniale française. Et le Mouvement Démocratique de Renouveau Malgache (MDRM), regroupant les élites locales, revendique que Madagascar devienne un Etat libre dans l'Union Française. En 1946, ce parti devient majoritaire dans quatre des cinq provinces que compte l'île et aura trois députés, qui iront siéger... à Paris. Mais ses espoirs seront vite déçus et la création de nouveaux impôts, jointe à la montée vertigineuse des prix, mettra le feu aux poudres.

### La révolte et la répression

Dès 1946 des émeutes éclatèrent en différents points du pays. Elles furent très durement réprimées. Mais le 30 mars 1947, c'est tout

l'est de l'île qui se soulève spontanément. Des centaines de milliers de Malgaches, désespérés, affamés, révoltés par tant d'injustices, entrent en rébellion, s'attaquant aux fermes des gros colons et aux camps militaires français.

La répression fut à l'échelle de la peur qui s'empara de la poignée d'Européens, auparavant si sûrs de leur puissance. D'abord les exécutions sommaires, les arrestations, les rafles se multiplièrent, n'épargnant même pas les députés du MDRM, malgré leur immunité parlementaire et leur modération politique. Puis, l'insurrection continuant, ce fut l'envoi de l'infanterie, des parachutistes, de l'aviation pour mater tous ceux qui ne reconnaissaient pas les bienfaits de la « civilisation » française. Cette dite « civilisation », ce fut en particulier des bombardements contre des foules d'indigènes n'ayant pour toute arme que des sagaies et des coupe-coupe.

Mais, malgré des dizaines de milliers de morts, la plupart des insurgés ne se rendent pas et, le 30 avril, ils prennent d'assaut le camp militaire de Moramanga, libérant ainsi 150 de leurs camarades qui y étaient emprisonnés.

La population européenne lance des appels au secours à la métropole pour « abattre ces bandits... ratisser la zone insurrectionnelle ». Elle exige l'envoi de renforts militaires qui sont immédiatement dépêchés vers Madagascar.

Ce n'est qu'après une année entière d'exécutions sommaires, de quadrillage du pays par des parachutistes, d'encerclement des forêts où se réfugient les insurgés et où ils seront des centaines à mourir de faim, de froid, d'épidémies, que l'insurrection sera totalement matée. Quand, le 7 décembre 1948, le nouveau haut commissaire de France à Madagascar, de Chevigné, peut proclamer que « le dernier foyer rebelle a été occupé », il y aura eu 80.000 morts. Et cela, selon les seuls chiffres officiels.

### La gauche française responsable de la répression

C'est un président du Conseil socialiste, Ramadier, qui dirigea la répression contre les Malgaches et demanda la levée de l'immunité parlementaire des députés et sénateurs malgaches.

Le PCF, qui participait au gou-

vernement Ramadier, refusa de rompre la solidarité gouvernementale et, ce faisant, endossa lui aussi la responsabilité de la répression. A l'arrestation des parlementaires malgaches, il réagit en déclarant : « Quelle douleur pour toute âme vraiment patriotique que la coïncidence de ces violations de l'équité avec le voyage du président de la République en Afrique noire ! Comment imaginer plus grave préjudice porté à l'Union Française » (L'Humanité du 17 avril). Quand la répression s'abat sur tout un peuple insurgé, tout ce que trouve à dire le PCF c'est que le moment est vraiment mal choisi ! De plus, le PCF se garde bien de parler de révolte de toute une population : pour lui « les provocations continuent à Madagascar... Lorsqu'on sait le rôle des éléments réactionnaires et des vichyssois de Madagascar, on ne s'étonnera plus que des incidents soient provoqués à travers l'île, de façon à dresser les populations de l'île contre le peuple de France ». S'insurger contre les « bons » colonialistes français, cela ne peut être que l'œuvre de provocateurs réactionnaires, aux yeux du PCF, membre de ce « bon gouvernement bien français » ! Et ce n'est qu'après mai 1947 et son éviction du gouvernement que le PCF changera un peu de langage.

Quant à Mitterrand, qui accède au poste de ministre de la France d'Outre-Mer en 1951, alors que des milliers de Malgaches crouissent dans les prisons françaises, que des députés MDRM restent condamnés aux travaux forcés à perpétuité, il affirmait : « Je me déclare solidaire de celui de mes prédécesseurs sous l'autorité duquel se trouvait M. de Chevigné quand il était haut commissaire... La paix et l'ordre règnent à Madagascar, qui doit connaître la prospérité dans le cadre de l'Union Française car, ainsi que je l'ai déclaré devant l'Assemblée représentative de Tananarive, je n'accepte pas l'idée pour Madagascar d'Etat associé ».

Ainsi, la gauche au gouvernement se fit le défenseur de « la paix et de l'ordre » de l'impérialisme français. Ce n'est pas d'elle que les peuples colonisés pouvaient attendre la moindre libération, mais bien plutôt de leurs luttes. Et aussi l'insurrection malgache, malgré son écrasement, montrait la voie à tous les peuples colonisés : celle du combat contre la misère et l'oppression.

## Bulletin d'abonnement aux publications de LUTTE OUVRIERE

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

**LUTTE OUVRIERE**  
pour une période de un an : prix 90 F.  
pour une période de six mois : prix 50 F.

**LUTTE DE CLASSE**  
pour une période de un an : prix 50 F.  
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)

**CEUX DU TECHNIQUE**  
pour une période de un an : prix 10 F.  
(mensuel destiné aux élèves du technique et aux jeunes travailleurs, édité par Lutte Ouvrière).

Ci-joint la somme totale de : francs .....

NOM : .....

PRENOM : .....

ADRESSE : .....

CODE POSTAL : .....

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Royer les mentions inutiles.



# Nouveau gouvernement Barre : *les gros rats quittent le navire*

**L**E nouveau gouvernement Barre chargé selon Giscard « d'ouvrir » aux Français « la voie de l'évolution raisonnable et juste » face à ce que « proposent les signataires du Programme commun », n'a rien de remarquable si ce n'est la personnalité des sortants.

Poniatowski, Lecanuet et Guichard, les représentants des grandes familles de la majorité se voient libérés de leur charge ministérielle, Giscard ayant découvert après trois ans de présidence et un échec cuisant aux municipales que « les partis politiques ont assurément leurs rôles à jouer mais en dehors du gouvernement et sans peser sur lui ».

Cette affirmation solennelle est pourtant une affirmation de circonstance. Elle traduit moins les idées du chef de l'Etat sur les rapports nécessaires entre les partis et les institutions, que la nécessité très actuelle et très conjoncturelle de mettre les partis, Républicains Indépendants et les Démocrates sur un pied d'égalité avec le RPR pour les prochaines élections.

Manifestement, Giscard prépare l'avenir. Et d'abord, le plus immédiat, celui des législatives. Là, il agit en tant que leader d'une des grandes formations de la majorité et se montre soucieux de limiter le recul des RI et des Démocrates. Chirac et le RPR ont profité dans les municipales de leur position de semi-opposants : ils pouvaient se permettre de critiquer le gouvernement, de dénoncer sa faiblesse, sa mollesse.

Ils avaient le choix de se déclarer solidaires de telle ou telle mesure, adversaires de telle autre. Bref, tout en appartenant à la majorité gouvernementale, ils ont pu jouer la carte de l'opposition. C'est ce jeu que se proposent aujourd'hui de jouer les RI et les Démocrates. Poniatowski et Lecanuet ne seront plus « responsables » des actes du gouvernement, et partant de ses échecs, de ses déboires et de son dis-

crédit. Il reste douze mois d'ici les législatives, c'est peu pour se dédouaner, mais après tout il n'a fallu que six mois à Chirac pour apparaître comme un homme neuf et faire oublier son action en tant que Premier ministre.

Voilà quels sont les petits calculs tactiques qui se cachent derrière les grandes déclarations présidentielles.

Mais il y a ensuite l'avenir plus lointain, celui d'après les législatives, et celui-ci engage Giscard en tant que président. Dans son allocution, il a tenu à dire que de toute façon le choix des électeurs sera respecté. Ce qui semble vouloir dire que le gouvernement d'après mars 1978 sera un gouvernement d'Union de la gauche. Voilà qui est en contradiction avec la première partie du discours sur la « séparation nécessaire » entre les partis et le gouvernement, mais Giscard s'apprête à présider avec la gauche au gouvernement, et cela donne aussi un sens au nouveau gouvernement Barre, un gouvernement de transition chargé de diriger tant bien que mal les affaires jusqu'à la passation de pouvoir. Pour donner à ce gouvernement, sans avenir, le crédit et l'autorité nécessaires, le chef de l'Etat a annoncé que le plan du gouvernement pour douze mois serait soumis au vote du Parlement et du Sénat. C'est aussi un moyen de mettre au pied du mur le RPR et de tenter d'éviter que la division de la majorité ne paralyse l'action du gouvernement.

Toutes ces manœuvres d'un gouvernement vis-à-vis de la contestation de droite, se déroulent sur un fond de politique anti-ouvrière réaffirmée.

Giscard visiblement n'a pas tenu compte dans ses calculs d'une éventuelle offensive politique de la gauche, il connaît trop bien l'esprit de collaboration de Mitterrand et Marchais, mais il n'a pas tenu compte non plus d'une possible et puissante réaction de la classe ouvrière. C'est peut-être cela qui réduira ses projets à néant.

Arlette LAGUILLER

## Barre à Lyon : un plan pour les capitalistes et pour la droite

Barre a profité de l'occasion que lui fournissait l'inauguration de la foire internationale de Lyon pour développer le plan du gouvernement pour les douze mois qui viennent. Bien sûr, Barre n'a pas manqué de se présenter comme un homme dépourvu « d'esprit partisan ». Il attend la fin des élections avant d'annoncer ses intentions. Son plan ne durera que le temps de préparer les législatives, il s'adresse aux patrons en disant : faites ce que je vous conseille sinon « vous contribuerez à l'issue que vous redoutez pour 1978 », mais qui pourrait voir là un esprit partisan ?

En fait, à Lyon, Barre a chanté à la droite la chanson qu'elle aime entendre, fermeté vis-à-vis des travailleurs, cadeaux, promesses aux capitalistes et aux bourgeois.

Pour les travailleurs, les choses sont claires. Il n'y a pas de « miracles » dit Barre, il n'est pas, lui, « un marchand d'illusions » et vis-à-vis du chômage, il n'a pas de solution. Alors, il faudrait que les travailleurs se résignent à subir le chômage. Quant aux salaires, Barre l'affirme ouvertement, ils doivent être bloqués. Pour lui, ce sont les augmentations salariales qui sont responsables de l'inflation et il n'en est plus question. Les travailleurs doivent accepter de voir leur niveau de vie diminuer et cela d'autant plus que les prix sont libérés. Selon Barre, « le blocage des prix prolongé est nuisible aux grandes entreprises », et les travailleurs doivent bien se garder « des revendications excessives qui n'auraient d'autres conséquences que de compromettre l'emploi ». Chômage, blocage des salaires, vie chère, voilà de

quoi seront faits pour les travailleurs les douze mois à venir.

Vis-à-vis des patrons, le langage est tout autre. Dès le mois d'avril, le gouvernement met à leur disposition quatre milliards : deux milliards pour les PME et l'artisanat, deux milliards pour les grandes entreprises. A ces quatre milliards s'ajoute un milliard pour les dépenses destinées à économiser l'énergie... et trois milliards déjà annoncés il y a un mois. Quand il avait fallu trouver huit milliards pour les agriculteurs victimes de la sécheresse, le gouvernement avait pleuré misère, mais quand il s'agit d'aider les capitalistes, de montrer aux bourgeois, à la droite, que l'on pense à eux, alors là le gouvernement sait trouver l'argent. Et ces milliards ne sont en aucune façon destinés à résorber

le chômage, ils ne sont pas destinés aux services publics qui pourraient embaucher. Non là, Barre ne parle que d'économies. Ces milliards, comme les 35 milliards que Giscard avait généreusement distribués aux capitalistes ne serviront qu'à permettre aux patrons de rééquiper leurs entreprises pour être plus concurrentielles, ils ne serviront qu'à sauvegarder les profits.

Oui, comme on le voit, les nouvelles mesures annoncées par Barre n'ont rien de neuf.

\* L'ex-professeur d'économie n'a pas plus de solution que tous les hommes politiques de la bourgeoisie qui l'ont précédé. Comme eux, il navigue à vue entre l'inflation et le chômage en n'évitant ni l'un ni l'autre. Comme eux, il ne propose que de s'attaquer aux travailleurs pour aider les capitalistes.



# Mitterrand et le CERES

La presse s'est fait l'écho, ces jours derniers, des divergences qui se seraient manifestées au sein du PS au lendemain des municipales. Il ne faudrait pas en exagérer l'importance car, s'il est une tradition dans la social-démocratie, à travers les âges, c'est bien celle des tendances et des débats qui n'engagent personne, surtout pas les responsables politiques. Aujourd'hui, Mitterrand, Defferre ou Chevènement, s'ils peuvent s'affronter au travers de motions vigoureuses dans les débats internes, savent se montrer « responsables », comme ils se plaisent à le souligner, lorsqu'il s'agit des affaires de la bourgeoisie. Cette fois, il semble même que ce n'est pas la minorité du CERES

qui ait pris l'initiative du débat. Au contraire ses leaders se sont efforcés d'apparaître parmi les meilleurs défenseurs de la politique de Mitterrand — sans grand mal il est vrai, car leurs propositions politiques ne se distinguent pas sur le fond de celles de la majorité. Ils ont même fait preuve d'un zèle particulier, celui des bons élèves qui veulent faire plaisir au maître. Il fallait voir, durant la campagne parisienne, Sarre, membre du CERES, se défendre devant Chirac à la télévision lorsque ce dernier texte du CERES à l'appui — l'accusait d'être un dangereux révolutionnaire. C'est Mitterrand et les mitterrandistes qui semblent avoir pris l'initiative. Ce sont eux qui, à l'évidence,

ont laissé filtrer les informations qui ont permis à la presse d'évoquer les discussions au sein du PS. Et Mitterrand peut ainsi, à la suite de ces rumeurs, apparaître comme celui qui remet les choses en ordre. « Il ne peut y avoir plusieurs partis dans le parti », a-t-il déclaré au Club de la presse, d'Europe 1, le dimanche 27 mars. Cette petite dramatisation, alors que manifestement il n'y a aucun problème, alors même que l'opposition ne s'oppose pas, n'est cependant pas gratuite. L'explication, c'est Mitterrand lui-même qui la donne dans sa déclaration à Europe 1 : « Le Parti Socialiste peut être amené à gouverner demain dans le cadre de l'Union de la gauche. Il sera confronté à des difficultés con-

sidérables. Il devra convaincre les Français que son projet, c'est le bon. Et il ne peut pas proposer en même temps trois ou quatre projets différents, ou le cas échéant, contradictoires ». En fait, Mitterrand se prépare « à gouverner demain ». Et ses propos s'adressent moins au CERES qu'à la bourgeoisie. Il lui montre — sans grand mérite, il faut dire — qu'il est maître du jeu dans son parti et qu'il saura agir en responsable. Ce genre de geste se multipliera sans doute à mesure que l'on s'approchera des échéances électorales. Quant au CERES, dans l'opération, il joue simplement le rôle de faire-valoir de Mitterrand. Mais n'est-ce pas justement sa fonction ? Jean-Pierre VALI.

## Quand Jean-Pierre Cot et Henri Alleg refont l'histoire à leur avantage



Jean-Pierre Cot

La parution récente du livre de Frantz-Olivier Giesbert, *Mitterrand ou la tentation de l'Histoire* (dont nous rendons compte dans nos pages culturelles), a donné lieu, dans la presse de gauche, à une savoureuse polémique entre le PC et le PS.

C'est tout d'abord Jean-Pierre Cot, dans le *Matin de Paris*, qui s'insurge de ce que Giesbert écrive que « François Mitterrand a manqué le rendez-vous de la décolonisation ». Et Jean-Pierre Cot de refaire l'histoire, en affirmant que la politique de Mitterrand en matière coloniale aurait été d'une « audace inouïe », que Mitterrand et Mendès-France étaient à l'époque les hommes de la décolonisation en Afrique du Nord comme au Vietnam », etc.

Bien évidemment, Jean-Pierre Cot se moque ouvertement du monde, ce que relève *l'Humanité* du 26 mars, dans un article signé Henri Alleg. Il est vrai qu'il est plutôt choquant de présenter aujourd'hui comme un champion de la décolonisation un Mitterrand qui, alors qu'il était mi-

nistre de l'Intérieur, affirmait avec superbe que « l'Algérie, c'est la France... » « Des Flandres au Congo, il y a une seule loi, une seule nation, un seul Parlement » — et qui fit appliquer en Algérie une politique de répression colonialiste à la mesure de ses prises de position.

Mais il suffit de pousser un peu plus loin dans la lecture des propos indignés d'Henri Alleg pour se rendre compte que ce qui choque le plus ces messieurs de *l'Humanité*, ce n'est pas tant ce que Jean-Pierre Cot dit de Mitterrand et de son « pseudo-anticolonialisme » que ce qu'il dit du PCF et du sien.

Car Jean-Pierre Cot, en effet, ajoute : « Ceux qui se sont élevés contre la politique algérienne de la France étaient des écrivains, des journalistes, non des hommes politiques. Le Parti communiste lui-même, première formation importante à avoir pris parti contre la guerre d'Algérie, votait l'envoi du contingent en 1956 et condamnait l'insoumission ».

Et, à son tour, Henri Alleg de tenter après coup de justifier la politique de son parti. Le vote des pou-

voirs spéciaux n'aurait pas exprimé l'accord du PCF pour renforcer la répression contre le peuple algérien ; pour Alleg, il s'agissait seulement de pouvoirs pour « contraindre si besoin était les gros possédants algériens à renoncer à leurs privilèges ». Alleg laisse entendre que cette déviation n'était peut-être pas des plus correctes, il passe rapidement.

Morale de l'histoire et de cette petite polémique : Henri Alleg est aussi embarrassé pour justifier la politique du PCF durant la guerre d'Algérie que l'est Jean-Pierre Cot pour justifier le pseudo-passé d'anti-colonialiste de Mitterrand, et pour cause !

Et le fait que, du côté du PCF, ce soit Henri Alleg — ancien responsable du quotidien communiste *Alger Républicain* et victime des sévices et des tortures des paras français — qui s'attelle à cette besogne ne change rien à l'affaire. Elle la rend surtout un peu plus affligeante.

René BLIARD.

## Règlements de comptes à Marseille



Defferre

A Gaston Defferre, qui proposait récemment aux conseillers municipaux communistes de Marseille de participer au Bureau municipal de la ville et d'y occuper des postes d'ajoints, Georges Lazzarino, membre du Comité central du PCF et secrétaire fédéral des Bouches-du-Rhône a répondu non. Et Lazzarino d'écrire que « les conditions politiques d'une telle participation ne sont pas réunies ».

Mais qu'on ne s'y trompe pas. Ce qui motive le refus du PCF de siéger aux côtés de Defferre à la direction des affaires municipales marseillaises, ce n'est pas la personnalité du maire socialiste de la ville. Ce n'est pas qu'il soit un des politiciens français les plus arrivistes. Ce n'est pas qu'il soit un potentat local, ayant trempé dans bon nombre d'affaires louches. Ce n'est pas ses accointances avec un certain « milieu ». Ce n'est pas non plus ce qui s'écrit et se lit dans son quotidien *Le Provençal*. Ce n'est pas, enfin, son anti-communisme viscéral et lé-

gendaire. Car des alliances « au sommet », dans des conseils municipaux, avec des politiciens socialistes ou même gaullistes pas beaucoup plus reluisants à bien des égards que Defferre, le PCF en a contractées de nombreuses.

Mais le crime de lèse-PCF qu'a commis Defferre, c'est d'avoir refusé à Marseille d'appliquer l'accord national conclu par les partis de gauche pour les municipales, c'est de s'être farouchement opposé à ce que dans son fief, le PS et le PCF présentent des listes communes.

Cela, le PCF ne peut pas le laisser passer ainsi. Alors il marque le coup. Il fait un geste dirigé autant contre Defferre que contre le Parti socialiste tout entier, afin qu'à l'avenir les accords soient mieux respectés.

Car peu importe aux dirigeants du PCF que certains potentats locaux socialistes, radicaux ou gaullistes soient des politiciens bourgeois véreux. L'important, c'est qu'ils soient « unitaires ».

M.V.

## La répression contre les Comités de soldats continue

Un médecin aspirant du 1<sup>er</sup> Régiment de Spahis stationné à Spire en Allemagne, qui devait être libéré de ses obligations militaires cette semaine, a été maintenu sous les drapeaux pour raisons disciplinaires. Cette nouvelle sanction fait suite à l'arrestation de quatre autres appelés. Tous sont accusés d'avoir participé à la rédaction et à la diffusion de *Spirite Rouge*, le journal d'un Comité de soldats. Ces nouveaux faits viennent s'ajouter à la répression qui frappe plusieurs appelés du 32<sup>e</sup> RG de Vieux-Brisach.

Décidément, l'état-major n'arrive pas à se faire à l'idée que dans l'armée des jeunes appelés n'acceptent pas, protestent et s'organisent. Et ce n'est pas la répression qui changera quoi que ce soit, au contraire même. Malgré la chasse aux sorcières qui dure depuis plus d'un an, le dynamisme des Comités de soldats est là pour le prouver.



# L'ÉCHEC DE LA RENCONTRE VANCE-BREJNEV

## Et que ça SALT !



Faux sourires pour fausse détente, sur fonds d'arsenaux bien garnis...

(AFP)

Les discussions au sommet URSS-USA sur la limitation des armements n'ont rien donné. Cyrus Vance, secrétaire du département d'Etat américain, et Gromyko, ministre des Affaires étrangères d'URSS, se sont quittés sur un constat d'échec. Pour l'instant, les accords sur la limitation des armements stratégiques, dits « accord SALT », qui avaient été signés en 1974 à Vladivostok, n'ont pas pu être reconduits. Une nouvelle rencontre des chefs de la diplomatie amé-

ricaine et soviétique est prévue pour mai.

A propos de ce soi-disant fiasco, les journalistes s'interrogent. Le gouvernement Carter a-t-il essuyé un échec ? Vance a-t-il raté sa mission ?

La question n'a pas grand sens. Parler de « fiasco » à propos de l'issue de ces discussions est pour le moins abusif, tant en ce qui concerne la forme que le fond.

Tout d'abord, c'est bien connu que la règle N° 1 des petits ou

grands jeux diplomatiques est la durée. Et dans les circonstances présentes, le prétendu échec de la rencontre avait peut-être été savamment calculé par la diplomatie américaine.

En effet, le nouveau gouvernement Carter inaugure son règne par tout un cinéma destiné à accréditer la thèse qu'il entame une politique « new-look » de détente, offensive. Carter se fait fort d'obtenir des Soviétiques un certain nombre de reculs dans divers domaines, de les acculer à un plus grand respect des libertés démocratiques — d'où la campagne en faveur des « dissidents » russes et tous les gestes en leur direction — comme de les obliger à une nouvelle entente sur le problème des armements. Ce faisant, bien sûr, Carter veut faire croire à l'opinion américaine et à l'opinion mondiale que l'agressivité et la dictature viennent du seul bloc russe. Plus la ficelle est grosse...

Alors, l'accord URSS-USA sera peut-être signé en mai plutôt qu'en mars. En lanternant les soviétiques, Carter se paie le luxe d'avoir l'air ferme sur les principes, de ne pas céder à la moindre injonction. Quant aux dirigeants soviétiques, ils peuvent aussi, vis-à-vis de leur peuple, prétendre avoir fait preuve

de fermeté sur la soi-disant ingérence des USA dans les affaires intérieures de l'URSS.

Mais que les accords soient signés ou pas, et qu'ils le soient à Pâques ou à la Trinité, ne change pas grand chose au fond du problème.

Ces accords entre les Grands sur une soi-disant limitation des armements sont une gigantesque escroquerie. Brejnev et Ford s'étaient entendus à Vladivostok sur un « plafond » de 2 400 engins stratégiques que pourrait conserver chaque pays. Avec cela, de part ou d'autre, il y avait déjà de quoi faire sauter la planète. Depuis, USA comme URSS ont continué leur course aux armements, en construisant d'autres engins, n'entrant pas dans les catégories « limitées ». Et c'est bien évident qu'accords ou pas, et quels que soient les termes de ces accords, la course aux armements dits défensifs est inexorable, dans ce monde divisé en deux blocs. L'hostilité profonde entre ceux-ci est la donnée fondamentale de la situation politique mondiale. Et toutes les « détentes » qui ont précédé ou succédé aux guerres chaudes ou froides n'ont jamais été autre chose que des intermèdes de paix... armée.

Michelle VERDIER

## ZAIRE



Mobutu, serviteur zélé de l'impérialisme, dictateur haï par toute la population. (UPI)

La situation semble s'aggraver dans la région du Shaba, au Zaïre, où les rebelles, ex-gendarmes katangais dit-on, viennent de s'emparer de Mutshatsha, important nœud ferroviaire. Leur avance se ferait dorénavant en direction de la ville de Kolwezi, centre de l'exploitation du cuivre. Si cette cité

était occupée, estiment certains observateurs, ce serait l'ensemble de l'économie du Zaïre qui s'asphyxierait puisque ces mines rapportent à elles seules les deux tiers des ressources en devises.

Il est certes difficile, aujourd'hui, de savoir clairement quels sont les buts des rebelles. Cherchent-ils uniquement à soulever une province, l'ex-katanga, ou sont-ils partis à la conquête du pouvoir central du Zaïre ? Nous ne le savons pas.

Nous ne savons pas non plus quel écho leur avance rencontre dans la population. Mais ce qui apparaît d'ores et déjà comme certain, c'est que la quasi totalité des mouvements d'opposition au général Mobutu, l'actuel dictateur du Zaïre, se rangent ou regardent d'un œil sympathique

la progression des « ex-gendarmes katangais ».

Cela bien sûr ne prouve rien sur les rebelles eux-mêmes, mais témoigne par contre de la haine qu'a partout semé le régime Mobutu. Et même au sein de son armée, le régime semble sinon contesté, du moins délaissé. De nombreux cas de désertion sont signalés qui, s'ils se maintenaient, ouvriraient aux rebelles la route du pouvoir central de Kinshasa.

Homme de paille de l'impérialisme, Mobutu avait été installé au pouvoir en 1965 avec l'aide de la CIA. Dictateur sanglant, il n'a cessé de réprimer nombre de révoltes, de guérillas et a assis son pouvoir corrompu sur une multitude de cadavres, semant dans toutes les régions du Zaïre une haine qui aujourd'hui suscite nombre d'oppositions.

Equippée, entraînée par les Etats-Unis, son armée était, dit-on, une des plus fortes de l'Afrique noire mais aujourd'hui le rempart dont Mobutu était si fier, semble, sur le terrain, peu efficace.

D'autant plus que les USA et la Belgique gardent pour l'instant une expectative prudente, refusant de s'engager dans un conflit où ils risqueraient d'avoir à soutenir un régime des plus fragiles.

Ce n'est certainement pas la fin de l'emprise américaine sur le Congo-Kinshasa, mais cela ressemble de plus en plus à la fin du régime Mobutu. Les successeurs sont déjà sur les rangs et ils sont nombreux. La guerre au Shaba ne peut que précipiter l'effondrement d'un pouvoir instable, elle n'en est pas la cause.

Georges LATTIER

## ESPAGNE

# Démocratisation : toujours les petits pas

Samedi 26 mars, a eu lieu, pour la première fois à Madrid, un meeting du Parti Socialiste Populaire qui a rassemblé plus de vingt mille personnes. Le lendemain, la CNT, organisation syndicale anarchiste encore interdite, réunissait plus de quinze mille personnes dans les arènes de San Sebastian à l'occasion de son premier meeting depuis la guerre civile. Le succès de ces deux meetings atteste sans aucun doute de la

volonté d'un grand nombre de travailleurs de voir la gauche, les organisations ouvrières s'affirmer au grand jour, imposer leur droit à l'existence. Mais, si ces meetings ont pu se tenir, c'est aussi parce que le gouvernement Suarez l'a accepté et cela ne signifie en rien que le gouvernement a décidé d'accélérer la « démocratisation ». D'ailleurs, quelques jours plus tard, la Cour suprême qui devait se prononcer sur la demande de légalisation

du Parti Communiste Espagnol, a remis sa décision à quinze jours et ce, dans le meilleur des cas. Et pendant ce temps, la répression continue à frapper les militants ouvriers, les heurts sont toujours aussi fréquents entre gardes civils et militants basques...

Tolérer un meeting d'une organisation interdite tout en repoussant la légalisation du PCE, voilà bien la politique du gouver-

nement Suarez qui entend ainsi affirmer qu'il est le seul maître du jeu, qu'il agit selon son bon vouloir, qu'il ne se laissera en aucune façon ni forcer la main, ni imposer ses décisions.

Cette politique de petits pas montre clairement toutes les limites de cette « démocratisation » qui se fait à l'abri de l'ancien appareil d'Etat franquiste.

Pierre PIBAC



## INDE :

# Après le départ d'Indira Gandhi



M. Desai (à droite), le nouveau Premier ministre, prête serment. (AFP)

Après les élections, le gouvernement d'Indira Gandhi a cédé la place aux leaders du parti Janata qui regroupe, sous la houlette du très conservateur Desai, nombre de tendances politiques.

Le nouveau gouvernement est à l'image de ce parti qui avait rassemblé à la hâte toutes les oppositions, de l'extrême-droite au Parti socialiste, pour faire échec à l'ancien Premier ministre.

Mais si le système politique indien a permis le renversement pa-

cifique d'une équipe dirigeante par une autre, c'est bien là tout ce qu'il a de démocratique. Car l'existence d'un Parlement, d'élections plus ou moins régulières et de quelques aspects formels de la démocratie cachait mal que, à tous les niveaux de l'appareil d'Etat, cette démocratie n'a jamais été autre chose que la dictature de la riche bourgeoisie indienne sur l'ensemble de la population misérable et dont on dit qu'elle compte 240 millions de pauvres

travailleurs et 240 millions de chômeurs affamés.

Le Parti du Congrès, le parti d'Indira Gandhi, a gouverné l'Inde depuis l'indépendance et c'est en son sein que les différentes coteries du personnel politique de la bourgeoisie s'affrontaient. Depuis dix ans, des pans entiers du parti l'ont quitté pour former les différentes oppositions. Les unes ont quitté le Parti du Congrès sur sa droite, les autres sur sa gauche — si tant est que ces termes aient un sens — mais la politique répressive d'Indira Gandhi, qui a mis en prison tous les opposants, a cimenté le regroupement de l'opposition dans le front le Janata. Ce sont ces hommes, issus de tendances diverses, qui viennent d'accéder au gouvernement. Mais ils ne mènent pas pour autant une autre politique, car la coalition hétéroclite qu'ils forment aujourd'hui n'a pas de programme bien différent de l'équipe précédente.

Plus que jamais, le gouvernement indien est un gouvernement de droite et, bien évidemment, rien ne changera pour les masses, d'autant que tous les nouveaux dirigeants, qu'ils soient notables de droite comme Desai, l'ancien « Intouchable », comme Ram, l'ancien ministre de l'Agriculture, ou syndicalistes à coloration socialiste comme Fernandez, viennent finalement des mêmes mil-

lieux politiques et tous ont à un moment ou à un autre adhéré à la politique d'Indira Gandhi.

Aussi, ce sont les mêmes privilégiés, les mêmes castes que la nouvelle équipe dirigeante défendra, et elle le fera envers et contre tous les misérables qui peuplent l'Inde. Avec cette fois-ci peut-être plus de difficulté à obtenir en son sein l'unanimité.

Voilà ce qu'était la démocratie indienne hier et ce qu'elle sera demain, une fiction pour les masses misérables, car il ne peut y avoir aucune démocratie dans un pays où une minorité de parasites vit sur l'exploitation de millions de paysans misérables qui côtoient l'effroyable misère de millions d'individus maintenus tant bien que mal à la limite de la vie.

Nous ne savons pas aujourd'hui si le gouvernement Desai parviendra à stabiliser son pouvoir ou si les luttes politiques entre les diverses tendances qui constituent la coalition prendront le devant. Mais si tel était le cas, alors seule l'armée pourrait parvenir à restituer l'Etat fort nécessaire au maintien de l'oppression des millions d'affamés. La dictature est inscrite dans le sous-développement de l'Inde.

Aussi le renversement d'Indira Gandhi est peut-être bien l'un des derniers actes de cette prétendue démocratie.

Irène BROSSARD.

## THAÏLANDE :

# Les militaires se disputent le pouvoir, la dictature continue

Samedi 26 mars, la Thaïlande a pu croire, un moment, qu'un putsch militaire venait de triompher. Pendant quelques heures, les radios ont annoncé que le pays était dirigé par un Comité militaire qui, étrangement, comprenait une bonne partie des officiers supérieurs qui composaient la Junte au pouvoir. Et puis, un peu plus tard, les mêmes Thaïlandais apprenaient que tout était terminé et que les « 300 rebelles » s'étaient rendus. Bilan de ce putsch : un soldat écrasé par un char qui reculait, plus deux officiers supérieurs tués. Par qui ? Pour quoi ? Personne ne le sait trop.

Ce putsch survient dans le pays du Sud-Est asiatique qui a été le moins touché par la guerre du Vietnam. Et s'il y a eu des modi-

fications en Thaïlande, elles ont été plutôt contraires à celles qui ont bouleversé les autres pays de la péninsule. La Thaïlande est restée la seule base militaire de l'impérialisme US dans la péninsule et elle a vu affluer tous ceux qui fuyaient les nouveaux régimes du Cambodge, Laos et Vietnam. L'armée thaïlandaise a pu concentrer dans ses mains des moyens matériels et surtout financiers énormes. Ces militaires ont d'ailleurs décidé, en 1976, de reprendre eux-mêmes la direction des pouvoirs qu'ils avaient laissés pendant près de deux ans aux civils, sous la pression d'une révolte étudiante, qui avait traduit les aspirations démocratiques de la petite bourgeoisie citadine.

En octobre 1976, la Thaïlande

voyait donc la fin de ce court intermède pseudo-démocratique. Et ce fut avec violence et fureur que les étudiants furent massacrés en pleine rue, devant la foule, par les militaires et l'extrême-droite déchaînés. Tout le monde a encore en mémoire les images horribles, diffusées par la télévision et la presse, de corps suppliciés par la soldatesque ivre de sang et de sadisme. Et la Thaïlande est devenue, triste record, la dictature la plus sanglante de toute cette partie du monde. Les opposants ont été traqués, déportés et assassinés par milliers. Tous ceux qui avaient participé de près ou de loin à la tentative démocratique ont été obligés de fuir.

Mais la situation est toujours restée tendue de façon permanen-

te. Dans le Nord, la révolte d'une partie de la paysannerie sous la direction de maquisards pro-communistes n'a pas cessé. Et dans les villes, dès que la terreur se relâche un tant soit peu, toutes les oppositions apparaissent au grand jour.

Les militaires qui se sont révoltés ont donc essayé dans ce contexte de parvenir à une redistribution des postes, mais d'une façon qui ne permette en aucune manière à la population de s'engouffrer par la moindre brèche ouverte. Et c'est bien là la seule lutte politique que s'autorisent les militaires, dans un pays saigné à blanc où les prisons sont pleines et où les camps de travail parsèment le pays.

Paul SOREL.

## CHINE :



# Le compositeur des neuf symphonies ne faisait pas partie de la bande des quatre

Une réhabilitation spectaculaire a eu lieu samedi 26 mars au soir, en Chine Populaire : celle d'un musicien interdit depuis la Révolution Culturelle, celle d'un compositeur que la presse qualifiait encore de « bourgeois, décadent et dépravé » en 1974. Un compositeur qui ne pouvait pas être soupçonné de faire partie de la bande des quatre, puisqu'on commémorait le cent-cinquantième anniversaire de sa mort. Il s'agit de Beethoven.

Et le gouvernement a tenu à donner tout le faste nécessaire à cette réhabilitation : l'orchestre philharmonique central a joué en direct la Cinquième Symphonie pour la télévision et le concert a été rediffusé le lendemain par la radio. C'était sans doute un moyen de donner tout son sens politique à l'événement. Il faut croire que, dans ce pays où on n'a pas le droit de s'exprimer, jouer une symphonie reste un des meilleurs moyens de faire une ouverture.

## LUTTE DE CLASSE N° 44

### AU SOMMAIRE :

- Que représente l'opposition dans les pays de l'Est ?
- Les organisations trotskystes et la contestation dans les pays de l'Est.
- Après le Congrès de la LCR.
- L'Egypte de Sadate : vers une confrontation avec la classe ouvrière ?



# LA CATASTROPHE DE TÉNÉRIFE

● Cinq cent soixante-seize morts : tel est le tragique bilan, deux jours après la collision des deux Boeing sur l'aéroport de Ténérife. Bilan qui risque malheureusement de s'alourdir encore car, parmi les quatre-vingts survivants, certains étaient dans un état désespéré.

Sur les causes de cette catastrophe, la plus meurtrière de l'histoire de l'aviation, de nombreuses explications ou hypothèses ont été avancées.

L'aéroport de Ténérife serait, paraît-il, l'un des plus dangereux du monde, notamment en raison du brouillard, brouillard qui était particulièrement dense le dimanche 27 mars, jour de l'accident, et qui rendait la visibilité quasiment nulle. Mais il a aussi été fait état du manque de moyens techniques, ainsi que de l'affluence de trafic sur ce petit aéroport, affluence renforcée ce jour-là par une alerte à la bombe sur l'aéroport voisin de Las Palmas et qui a contraint des avions non prévus à se poser à Ténérife. La presse parle aussi d'une grève du personnel de l'aéroport il y a quelques mois, à la suite de laquelle une partie de ce personnel aurait été remplacé par du personnel nouveau et moins expérimenté.

Reste qu'une défaillance humaine n'est pas à exclure. qu'il s'agisse d'une erreur de la tour de contrôle ou d'un commandant de l'un des Boeing.

Mais, même si une erreur humaine ou technique est à l'origine de la catastrophe, elle n'en explique pas l'ampleur. Il y a eu 576



morts parce que les deux avions étaient des « Jumbo-jet », pouvant transporter plusieurs centaines de passagers chacun.

Et après la catastrophe de Santa Cruz Ténérife, on peut se poser la question : est-ce que la construction de tels avions géants correspond vraiment à un progrès technique ou bien correspond-elle à la recherche du profit maximum

par les compagnies aériennes ? Le problème est bien là. Des avions géants du type Boeing 747 permettent à ces compagnies de transporter deux ou trois fois plus de passagers. Mais, que survienne le moindre incident, et celui-ci peut se transformer en catastrophe. Le gigantisme, dans tous les domaines, que ce soit dans celui de l'habitat ou dans celui des

transports, correspond rarement, dans la société actuelle, à la recherche d'un meilleur bien-être, donc à un progrès.

Et aujourd'hui, le triste record constitué par les 576 morts de Ténérife est le tribut payé à ce gigantisme, c'est-à-dire en l'occurrence à des calculs de rentabilité capitaliste.

Jean-Louis CHAMPENOIS.

## L'Europe agricole : un mirage

L'Europe verte patine, et ce, quatre jours après avoir fêté, à grand renfort de trompettes, le vingtième anniversaire du Marché commun à Rome. Les ministres de l'Agriculture des neufs pays membres du Marché commun n'ont pu se mettre d'accord, après des heures de palabres, à Bruxelles, sur la fixation des prix agricoles applicables en 1977-1978.

Un compromis, un instant dégagé, aurait abouti à une hausse des prix agricoles de l'ordre de 6,5% en France. A défaut de satisfaire paysans et consommateurs, ce pourcentage comblait paraît-il le gouvernement français.

Mais la Grande-Bretagne, qui connaît une inflation nettement supérieure à celle de la France, estime beaucoup trop fortes les hausses qu'aurait entraînées l'accord de Bruxelles. Elle l'a donc refusé et les discussions sont repoussées d'un mois.

Les accords sont déjà bien difficiles à réaliser en période de stabilité économique. Mais avec la crise économi-

que, y parvenir relève désormais de la plus haute acrobatie. Les intérêts des uns et des autres sont trop opposés pour que l'unité économique européenne puisse un jour se réaliser. Mais à défaut d'harmonisation, le Marché commun et son cortège de déboires successifs apportent continuellement des arguments à la démagogie nationaliste des gouvernants.

Aussi en Grande-Bretagne, le gouvernement, par ailleurs engagé dans une politique d'austérité sévère, va se prévaloir, auprès des travailleurs et des ménagères, de la fermeté à Bruxelles dans sa « lutte » contre la hausse des prix.

En France, Giscard, Bonnet, qui promettaient de résoudre certaines difficultés des paysans par ces hausses de prix, ont trouvé eux aussi un bouc émissaire à leur échec : le gouvernement anglais.

Mais qu'à cela ne tienne : dans un mois, tout ce joli monde, reparti pour un tour, se retrouvera à discuter à Bruxelles.

### ETATS-UNIS :

**condamnée à la prison à vie  
parce que noire et militante**

Joanne Chesimard, une jeune femme noire, accusée du meurtre d'un policier, vient d'être condamnée à la prison à vie.

L'affaire remonte à 1973. Joanne Chesimard était en voiture avec un ami lorsque les policiers les prirent en chasse et les forcèrent à s'arrêter. Une fusillade s'ensuivit : un policier et l'ami de Joanne furent tués. Elle-même fut très gravement blessée de cinq balles.

Inculpée du meurtre du policier et aussi, comble de cynisme, de celui de son ami, elle a été condamnée sans preuves, sur le seul témoignage de la police, par un jury du New-Jersey composé uniquement de Blancs.

Par trois fois déjà, les autorités du New-Jersey avaient essayé de la faire condamner, sans résultat. Cette fois, ils ont réussi leur sale coup. Et, en réalité, ce n'est pas tant le meurtre présumé d'un policier que flics, juges et racistes veulent lui faire payer, mais bien le fait d'être noire et qui plus est militante. Joanne Chesimard a été condamnée à la prison à vie pour avoir combattu le racisme, l'oppression, la misère dont sont victimes les Noirs, pour avoir osé contester la société américaine.

Mais la répression dont sont victimes les Noirs américains est bien impuissante à étouffer leur révolte et cette nouvelle condamnation raciste ne peut que soulever l'indignation et la colère.

S.M.

## PORTUGAL

### SOARES A LA CONFIANCE DU PATRONAT

Vendredi 25 mars, Mario Soares a remanié son gouvernement. Deux nouveaux ministres ont été nommés à des postes économiques clés (commerce et industrie) et quelques titulaires de portefeuilles ont été évincés, dont le ministre du Travail, critiqué par le patronat pour son « manque de fermeté ». Les deux nouveaux ministres n'appartiennent à aucune formation politique, ni au PSD, ni au CDS. Mario Soares entend par conséquent rester dans la voie qu'il s'était tracée depuis les élections législatives qui ont fait du PS le premier parti portugais : diriger un gouvernement socialiste sans participation du PC mais également sans celle des partis de droite. Jusqu'à présent, il y a réussi.

Il faut dire qu'en limogeant au coup par coup des ministres, comme Lopez Cardoso, ex-ministre de l'Agriculture, qui déplaisaient au patronat et aux propriétaires fonciers, en mettant au pas la gauche du PS, en s'attaquant à certains droits conquis par les travailleurs, en se faisant le défenseur de l'entrée du Portugal au sein du Marché commun, Mario Soares a tout fait pour gagner la confiance des milieux capitalistes, qui jugent qu'il reste encore l'homme de la situation. Ce qui ne préjuge rien pour l'avenir.

En somme, l'alliance entre le « socialiste » Soares et le grand patronat se poursuit de plus belle... pour faire payer la crise aux travailleurs.

G. F.

### CONTESTATION DANS L'ALENTEJO

Au cours de ces derniers jours, de nouvelles occupations de terres ont eu lieu dans l'Alentejo. La plupart de ces terres avaient été attribuées par le gouvernement à de petits agriculteurs.

Les occupations, qui sont le fait de travailleurs agricoles sans terre, feraient, selon le ministre de l'Agriculture, partie « d'une campagne lancée par les syndicats et les unités collectivistes de production pro-communistes contre les petits et moyens agriculteurs indépendants ».

Autrement dit, les ouvriers agricoles ont sur le terrain osé contester la façon dont le gouvernement avait attribué les terres.

En réponse, le président de la République s'est réuni avec le ministre de l'Agriculture, les chefs d'état-major des trois armées et le commandant de la Garde Nationale Républicaine et

de la Police de Sécurité Publique.

On ne sait pas encore ce qui est sorti de cette réunion extraordinaire, mais il apparaît d'ores et déjà que, derrière le conflit qui oppose ouvriers agricoles et petits exploitants, se dessine la bataille politique entre le Parti Communiste Portugais, fortement implanté dans l'Alentejo, et le Parti Socialiste au gouvernement. Le PS use de ses prérogatives gouvernementales pour tenter de grignoter peu à peu le fief du PCP. Le PCP résiste à travers le mécontentement et la soif de terre des ouvriers agricoles.

Dans tout cela, la réforme agraire reste une conquête à obtenir, assurer, développer. Elle va bien au-delà de la lutte partisane, elle engage la revendication fondamentale des campagnes de l'Alentejo. Les paysans portugais ne peuvent compter que sur eux-mêmes.



## lu avec intérêt ... lu avec intérêt ... lu avec intérêt..

### Libération

LE SCANDALE  
DE LA PRISON  
D'ARENC

Dans son numéro du 28 mars, Libération rend compte de l'interdiction des manifestations prévues à Marseille contre la prison clandestine d'Arenc.

« Vendredi dernier, à 17 h 30, le collectif Arenc apprenait l'interdiction de la marche contre la prison clandestine par un arrêté du préfet de police, M. Camille Michel. Ce dernier invoquait les troubles graves pour l'ordre public que pourrait occasionner le rassemblement et mettait, d'autre part, en relief le non-respect des délais légaux pour déclarer la manifestation. »

La veille, Libération écrivait :

Arenc : un quartier de Marseille couvert d'entrepôts, de rails ; des voies routières, des parkings sans cesse encom-

brés par des centaines de camions en provenance de toute l'Europe. Arenc, c'est aussi le nom d'un grand portail débouchant sur des docks du port de Marseille, où s'empilent des dizaines de containers de tôle. Arenc, c'est enfin un hangar... Le hangar A.

Depuis deux ans, on sait qu'au dernier étage de ce bâtiment vétuste, cerné de barbelés, gardé par la police qui veille jour et nuit dans une casemate de béton, se trouve une prison. Une prison illégale qui « fonctionne » sous la responsabilité de la préfecture de police et du ministère de l'Intérieur. Dans ce bâtiment glacial, sur les châlits rudimentaires, des milliers d'étrangers, femmes et hommes, enfants et vieillards, ont défilé, soigneu-

sement triés par ethnies.

Depuis 1964, derrière les verrous, ils attendent le bateau qui les débarquera dans quelque port de la Méditerranée. Ces gens sont expulsés. Et, en attente du bateau régulier, ils sont détenus illégalement, placés sous surveillance policière dans un bâtiment, sans existence légale, non soumis à la responsabilité du pouvoir judiciaire et du parquet de la ville. Cette prison est une prison de police. Les actions judiciaires pourrissent, des magistrats sont déplacés, les pressions de la Chancellerie ne se comptent plus, le ministre de la Justice ne proteste pas, Michel Poniatowski, ministre de l'Intérieur, règne seul sur Arenc et en justifie « la commodité ». »

### SPARK

AU SEIN  
DE LA BUREAUCRATIE  
DU SYNDICAT  
DE L'ACIER

La presse française a fait récemment état du contrat de négociation entre le syndicat de l'acier et les patrons aux Etats-Unis. D'après elle, il s'agissait d'un événement dans l'histoire du mouvement syndical, ce contrat visant à garantir l'emploi « à vie » pour certains ouvriers.

L'extrait de Spark que nous donnons ci-dessous remet les choses en place. Ce contrat n'est ni si nouveau, ni si extraordinaire que cela. Il s'agit plus simplement pour les bureaucrates en place de donner l'impression qu'ils font quelque chose.

Face à l'opposition de Sadlowski — qui n'est en rien un révolutionnaire mais s'appuie sur le mécontentement des ouvriers de l'acier contre leurs dirigeants actuels — ils se doivent absolument de trouver la parade... sous peine de devoir laisser la place à d'autres. Les résultats des dernières élections à la présidence du syndicat en font foi.

« Dans le syndicat de l'acier, les élections sont terminées. Officieusement, c'est Lloyd McBride, le successeur qu'Abel,

l'actuel président de l'USWA (Association unifiée des ouvriers de l'acier), avait lui-même choisi, qui en sortirait vainqueur. Il prétend avoir recueilli 324.531 voix contre 288.152 à son adversaire Ed. Sadlowski. Aussitôt terminé le compte des bulletins de vote, les bureaucrates syndicaux et les patrons de l'acier ont poussé un soupir de soulagement.

Les patrons de l'acier et les bureaucrates de l'USWA ont de quoi être soulagés. Les négociations en vue du renouvellement de la convention collective viennent juste de commencer entre l'USWA et les dix plus grands trusts de l'acier. La convention collective expire le 31 juillet. Mais, conformément à l'ENA (accord expérimental sur les négociations), il n'y aura pas de grève. Le syndicat et les patrons continueront à négocier jusqu'au 7 avril. Si, à cette date, ils ne sont pas parvenus à un accord, les points de litige seront automatiquement soumis à un arbitrage dont les décisions seront exécutoires.

Mais il y a toute chance qu'un accord intervienne entre des gens qui entretiennent des relations aussi amicales que les patrons de l'acier et I.W. Abel. Et déjà apparaît à quel point cet accord se fera à nos dépens.

Mais les dernières propositions d'Abel sont conformes à son passé. Lorsqu'il parle de sécurité de l'emploi à vie, ce n'est que du bluff. Il est possible que l'USWA et les patrons en viennent à proposer la garantie d'un certain nombre d'heures de travail. Mais pour qui ? D'après les responsables syndicaux tout comme d'après les représentants des patrons, cela ne concernera que les ouvriers ayant la plus grande ancienneté. Une fois de plus, l'USWA ne propose d'amélioration que pour une petite partie de ses adhérents.

Et de fait, cela risque de coûter très cher aux ouvriers ayant moins d'ancienneté. Cela peut se traduire pour eux par une réduction des allocations de chômage complémentaires.

jaunes. Et les grévistes ont dû sans cesse faire face à la police. Comme toujours dans ce genre de lutte, le gouvernement a pris le parti des patrons. Des grévistes ont été arrêtés et condamnés à de longues peines de prison.

Peu de temps avant la fin de la grève, la présidente du syndicat local affilié aux UEW (Ouvriers de l'électricité unifiés), Sandi Polaski, fut arrêtée pour avoir tenté de stopper la voiture d'un briseur de grève alors qu'elle traversait un piquet de grève. A son procès, elle fut condamnée à la peine maximum, sept ans de prison.

Au même procès, un partisan de la grève, Mark Brier, fut condamné à deux ans de prison pour s'être défendu contre un policier alors qu'il participait au piquet de grève.

Après le procès, une autre responsable syndicale, Maryanne Munroe, fut arrêtée pour avoir dit aux jaunes qui témoignaient contre Polaski ce qu'elle pensait d'eux en plein tribunal.

Le gouvernement, avec l'aide de la police et des tribunaux, a fait tout ce qu'il a pu pour briser la grève. Et après qu'elle eut été terminée, les tribunaux essayèrent de punir certains des grévistes.

En échange de cette soi-disant sécurité d'emploi, les trusts réclament des droits plus étendus en ce qui concerne les conditions de travail.

Ils demandent au syndicat d'être plus « coopératif » en ce qui concerne la mobilité des ouvriers à l'intérieur de l'usine. Ils réclament une plus grande liberté d'action dans l'attribution des tâches et la planification du travail. (...)

En fin de compte, les ouvriers de l'acier peuvent s'attendre à ne pas faire une bonne affaire. Les patrons et les bureaucrates se sentent en sécurité. Mais il peut se faire que les choses ne se passent pas aussi paisiblement qu'ils l'espèrent. La candidature de Sadlowski et le score qu'il a réalisé montrent clairement tout le mécontentement et toute la colère qui règnent dans les usines. »

## Dimanche 24 avril, la fête de Ceux Du Technique



Ça y est, nous avons une salle pour notre fête du dimanche 24 avril. Elle se trouve au Pavillon de Paris (métro Porte-de-Pantin).

C'est la troisième année consécutive que Ceux du Technique organise une fête. Cette année, elle durera de 10 heures à 20 heures, avec des artistes, un bal, de quoi se restaurer bien sûr, des jeux et des forums sur les problèmes des collégiens, comme « l'armée », « faire de la politique au CET », « qu'est-ce que Ceux du Technique ? », « le socialisme », et bien d'autres.

Cette fête doit être l'occasion pour les collégiennes et les collégiens qui sympathisent avec les idées révolutionnaires de passer

une journée ensemble dans une ambiance chaude, chaleureuse et fraternelle.

La veille, nous organiserons notre conférence annuelle, au cours de laquelle les collégiens organisés dans les comités Ceux du Technique tireront le bilan de leurs activités pendant l'année scolaire et les perspectives des collégiens révolutionnaires dans les mois à venir.

Alors, des dates à ne pas oublier : samedi 23 avril, la conférence, et dimanche 24 avril, la fête qui aura lieu au Pavillon de Paris, au métro Porte-de-Pantin.

Ne pas oublier de se procurer sa carte d'entrée dès maintenant auprès des militants de Ceux du Technique.

### SPARK

LA « LIBRE »  
AMERIQUE...  
DES OUVRIERS  
EMPRISONNES  
POUR FAIT  
DE GREVE

Les ouvriers de l'usine d'électronique Cambion à Cambridge (Massachusetts) se sont battus pendant sept mois contre les patrons.

Pendant la grève, la direction a continuellement essayé de recourir à des



# Face à la BNP musclée, la riposte doit s'affirmer

Mardi 29, la direction de la BNP envoie au Centre Barbès une vingtaine de jeunes à cheveux longs, en jeans, armés de coups de poing américains et de fléaux, faire le coup de poing contre les piquets de grève des employés du Centre de Traitement de l'Informatique. En effet, les grévistes empêchent aussi bien la sortie de leur travail chez les façonniers, que l'entrée d'une grande partie du courrier. Prévenus de ce coup de force, de nombreux employés des autres services accourent et font décamper la bande de flics déguisés en jeunes « loulous » ; l'un d'eux est retrouvé dans un couloir muni d'une hache d'incendie. L'indignation est grande parmi le personnel et 1 500 personnes débrayent à 15 heures à l'appel des syndicats. Un cortège dynamique se forme et rejoint les délégations des autres banques devant le siège du boulevard des Italiens.

Là, nous apprenons que la direction a fait cerner l'immeuble de Barbès par plusieurs centaines de flics et de CRS en tenue de combat. Le cortège des grévistes revient en hâte à Barbès, malgré les tentatives de la CGT de détourner la manifestation. Arrivés devant Barbès, les dirigeants de

la CGT appellent d'ailleurs à la dispersion en prétextant qu'il y aurait des provocateurs parmi les manifestants, mais leurs appels ne sont guère entendus.

Nous crions notre colère aux flics : « CRS-SS, » « Flics-patrons, même combat... » Les CRS chargent la manifestation, s'acharnant sur trois employés qui sont sérieusement blessés. Il y aura également une dizaine d'interpellations avec contrôle d'identité. Mais, au lendemain de ces brutalités policières, les quatre syndicats se mettent d'accord pour nous appeler à reprendre le travail et pour proposer seulement un débrayage à 15 h 30. Ce débrayage est suivi par plusieurs centaines d'employés.

Là, les syndicats nous demandent de rentrer chez nous en attendant les résultats d'une entrevue avec un médiateur désigné par le tribunal et une intersyndicale.

Les syndicats n'offrent aucune perspective à l'ensemble du personnel et s'efforcent de démoraliser les plus actifs. Mais, malgré cela, quelques centaines d'employés ont fait grève plusieurs jours et ils ont répondu présent



Les employés dans la rue.

lors des débrayages et des manifestations. Jusqu'à maintenant, la majorité du personnel est restée à l'écart du mouvement mais l'agitation subsiste et le CTI est décidé à continuer sa grève. Des bruits courent que la direction veut déménager incessamment les ordinateurs.

La direction de la BNP a opté pour une politique de force ; pour le personnel, il n'y a qu'une seule issue : une riposte générale.

## APPEL

Nous avons reçu à l'adresse de notre journal un « Appel des grévistes de la BNP et de la section CFDT INDOSUEZ » racontant la grève de l'Informatique à la BNP, dont nous nous sommes fait l'écho dans les deux numéros précédents.

Nous citons le dernier paragraphe de cet « Appel » :

« En conséquence, si vous avez un compte à la BNP (bud-

get de Comité d'entreprise, de sections syndicales, ou à titre personnel), nous vous demandons, par solidarité avec les employés en lutte et les deux grévistes de la faim, d'écrire dans les plus brefs délais à la direction générale de la BNP, 16 boulevard des Italiens, 75009 Paris, en menaçant de retirer votre compte si les sanctions ne sont pas levées aussitôt ».

## PORT DE DUNKERQUE

### Les dockers tiennent bon

La grève des dockers du port de Dunkerque continue et bien que quelques tentatives de négociation aient eu lieu entre le syndicat CGT des dockers et Usinor, c'est l'impasse.

Derrière le problème mineur qui est à l'origine du conflit — le 10 mars, Usinor refusait de faire appel à un docker pour assurer une partie des opérations de déchargement d'un minéralier japonais —, c'est toute la question du monopole de l'embauche du syndicat CGT des dockers et de leur statut garanti par une loi de 1947 qui est en cause. Un peu comme l'avait fait Amaury en s'en prenant au monopole de l'embauche de la CGT dans la

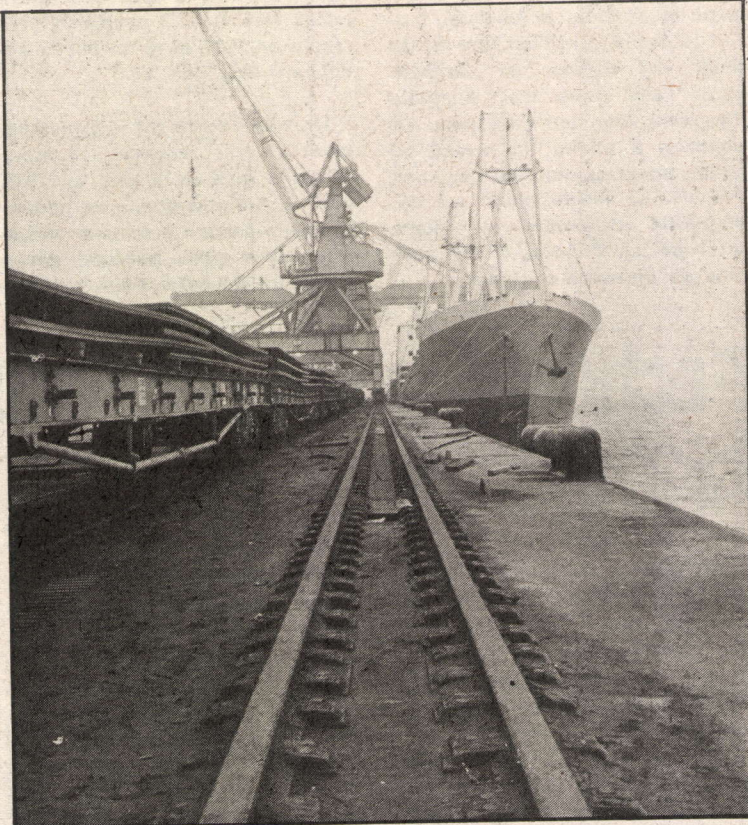
presse, Usinor s'en prend aux avantages acquis des dockers. Ce n'est certes pas la première fois, à Dunkerque même, où en 1975 un conflit avait déjà éclaté à ce propos, mais aussi à Fos-sur-mer entre la Solmer et la CGT. Mais, aujourd'hui, les maîtres de forge essayent de profiter de la crise et du fait que leur production est moins importante pour tenter de faire échapper les quais minéraliers et à acier de leurs installations au droit commun des docks et ainsi pouvoir utiliser leur propre personnel — moins payé et travaillant en 4 x 8 ce que refusent les dockers.

Il est bien difficile aujourd'hui de dire qui sortira vainqueur de l'affrontement. Les travailleurs

paraissent décidés à tenir — et il faut dire que la CGT qui délivre les cartes de dockers conduit la grève d'une main ferme — mais d'autre part, Usinor ne paraît pas non plus prêt à céder, au risque d'en arriver à bloquer son usine de Dunkerque, faute de minerais. Et si le conflit en arrivait à ce point — ce qui conduirait au lock-out des 11 000 travailleurs d'Usinor — nul doute que la direction ferait tout pour tenter de dresser les sidérurgistes contre les dockers.

Mais il n'est pas dit qu'elle y parviendrait car les travailleurs d'Usinor ne seraient pas fâchés de voir ce patron de combat plier le genou.

Correspondant LO



Le port paralysé par la grève.

## FOUGEROLLE (Courbevoie)

### Un chantier en lutte

Depuis le 2 mars la totalité des 92 travailleurs (tous des immigrés) d'un chantier à Courbevoie, en plein quartier de la Défense, sont en grève et occupent. Ils veulent l'égalité des salaires avec les autres chantiers et refusent les licenciements. Une délégation auprès du maire n'a

guère été fructueuse. Celui-ci devait contacter leur employeur et leur donner une réponse — évidemment rien n'est venu. Quoi d'étonnant de la part d'un giscardien ? Le patron, c'est le groupe Fougerolle, grosse entreprise de Bâtiment en France, utilisant près de 1 600 travailleurs

dans la région parisienne. Le 16 mars, la CGT appelait tous les chantiers à cesser le travail et à venir manifester au siège, à Vélizy. Ces grèves font suite à une journée d'action de l'ensemble du personnel organisée le 27 janvier, qui fit reculer la direction sur son projet de 408 licen-

ciements, car pour le 14 mars, 94 maçons, ferrailleurs, électriciens, plombiers devaient faire partie de la première charrette. Fougerolle doit céder.

Pour aucun licenciement, le papier à 15 F, carte orange payée par le patron, augmentation des petits déplacements, maintien des

avantages sociaux et leur extension à tout le groupe, la signature du protocole d'accord sur les élections.

Face à ces revendications, la direction propose 1,50 % d'augmentation, c'est une insulte que les travailleurs doivent et veulent lui faire avaler.

## USINOR (Dunkerque)

### Encore un travailleur victime du profit

Mercredi 30 mars, un travailleur a été grièvement brûlé au Haut Fourneau 4. Ce fondeur a été atteint par des projections de fonte en fusion en procédant au débouchage d'un trou de coulée. Les vêtements spéciaux en amiante qu'il portait ont été carbonisés.

Cet accident survenu à la fin

d'un cycle de 56 heures (7 jours de 8 heures consécutifs) souligne l'acuité de la revendication de la cinquième équipe qui permettrait aux travailleurs de ne pas avoir à effectuer des horaires aussi longs ; c'est souvent en fin de journée et en fin de semaine que se produisent les accidents les plus graves.

Mais ce drame nous rappelle surtout qu'Usinor Dunkerque est une entreprise qui mutile, qui assassine le plus de travailleurs chaque année. C'est un des trusts qui détient le record des accidents tant par le nombre que par la gravité.

Certes, ce genre d'industrie

présente bien des risques, vu ce que l'on y fabrique. Mais, comme partout, les patrons ne cherchent pas à trouver des solutions efficaces ou à mécaniser pour éviter les accidents. Ainsi, par exemple, il serait possible de mécaniser le système de changement de tuyère, opération au cours de la-

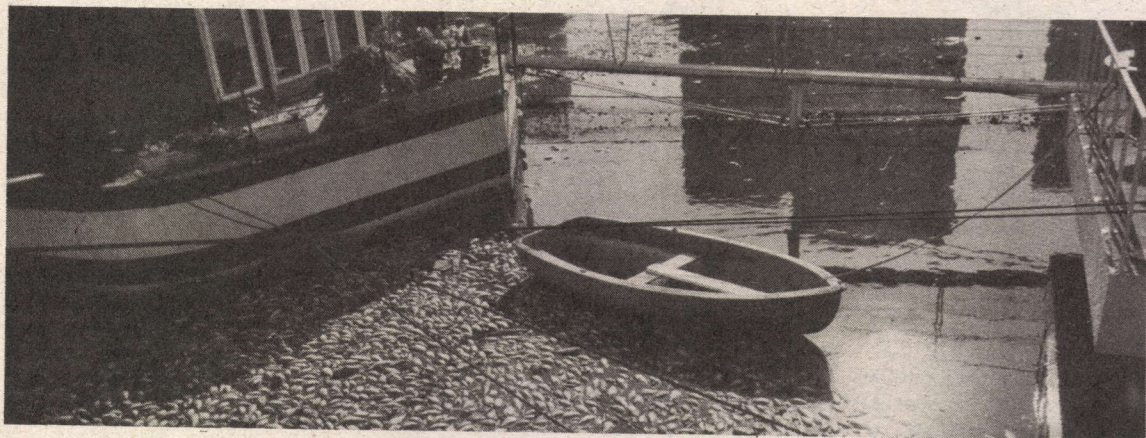
quelle s'est produit le dernier accident.

Voilà donc la preuve de la responsabilité directe de la direction d'Usinor qui préfère laisser les travailleurs risquer leur vie plutôt qu'instituer une sécurité qui pourrait égratigner les profits.



# Une société bien malade

## Les pêcheurs du Havre en colère



Poissons morts sur la Seine : aujourd'hui les pêcheurs du Havre protestent.

Depuis lundi matin 28 mars, le port du Havre est bloqué par une cinquantaine de bateaux de pêche ancrés dans l'avant-port.

Les marins-pêcheurs sont en colère et protestent contre le déversement des produits chimiques dans l'estuaire de la Seine, qui tuent et polluent le poisson.

Il faut dire que l'estuaire de la Seine est devenu un véritable égout dans lequel les industriels déversent tous leurs déchets. La pollution a atteint un niveau tel qu'on en est aujourd'hui à un seuil critique. Le milieu marin est déséquilibré et bientôt, au rythme où vont les choses, il n'y aura plus de poissons d'ici peu.

Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que les pêcheurs du Havre protestent contre la pollution de l'estuaire et réclament que des mesures urgentes soient prises contre les industriels. On leur avait même fait des promesses en 1975. D'Ornano avait dit en juillet 1975 : « Le problème sera résolu en 1977 avec un plan d'action en deux ans. »

Or, non seulement le gouvernement n'a pas respecté les engagements qu'il avait pris en 1975, mais le préfet a donné de nouvelles autorisations à certains industriels pour qu'ils puissent déverser leurs déchets. Ainsi, les pro-

messes faites en 1975 ne sont même plus reconduites. Aujourd'hui on ne parle plus de supprimer les rejets, mais d'aménager des zones, où ils puissent se déverser.

A l'heure où tout le monde parle d'écologie, c'est toute une profession qui se trouve menacée, ce sont des milliers de travailleurs de la mer qui risquent de perdre leur gagne-pain.

Et les marins-pêcheurs ont raison de se battre, car finalement c'est le seul langage qui permet de se faire entendre et d'être respecté.

Christine LIMEUIL.

## Péchiney pollue la vallée de la Durance

Le 18 mars, 290 moutons de la vallée de la Haute-Durance, malades et dont la viande était inconsommable, ont été abattus et brûlés. Victimes de lésions dentaires et osseuses, ils étaient incapables de s'alimenter.

En effet, sur environ 40 kilomètres, de Vallouise à Chateauroux, cette vallée est polluée par le fluor que crachent les cheminées de l'usine d'aluminium Péchiney de l'Argentières-La Besée. Ainsi, d'après le journal local, plus de 1 000 moutons sont morts en un an, de nombreuses

ruches d'abeilles exterminées, les légumes et les fruits souillés, les arbres atteints. De plus, selon une habitante de l'Argentières, deux ouvriers de l'usine seraient fluorés à 100 %.

Mais les paysans de la vallée ne sont pas résignés face à cette véritable calamité pour l'élevage et les ressources agricoles de la vallée. Réunis et luttant dans une Association contre les pollutions dans le bassin de la Haute-Durance, ils ont déjà obtenu de Péchiney l'indemnisation

des bêtes mortes. Ils demandent maintenant le remplacement du fourrage pollué par un foin non toxique acheté par l'entreprise, l'indemnisation des agriculteurs, le captage des fumées (que Péchiney promet d'effectuer, mais les travaux ne seront pas finis avant deux ans). Et enfin ils demandent : Que risque l'être humain dans un environnement où la teneur en fluor dépasse parfois de 8 fois (c'est le cas des salades) la limite au-delà de laquelle il y a danger ?

R.M.

## Le scandale de l'amiante : fermeture d'un gymnase

Le recteur de l'académie de Clermont a décidé de fermer, depuis le 21 mars, le gymnase du lycée Jules-Vallès au Puy, dans la Haute-Loire. Motif : le plafond et les murs, fabriqués par un procédé de « floquage » à l'amiante, se détériorent.

Construit depuis à peine dix ans, le bâtiment reflète bien la pénurie budgétaire de l'Education nationale : l'acoustique était tellement mauvaise qu'à la suite des protestations des professeurs d'éducation physique et des élèves, il a fallu faire, il y a quatre ans, des travaux de revêtements insonorisants. Maintenant, ce sont les fibres d'amiante incorporées dans ces revêtements qui se détachent et forment dans l'air une poussière permanente et très dangereuse.

Une enquête a été faite par une commission de sécurité, qui a recommandé d'apposer un en-

duit de résine sur l'amiante. Coût de l'opération : 40 000 F. Comme personne ne sait quand les crédits seront débloqués, le gymnase reste fermé pour une durée indéterminée, privant ainsi 1200 élèves d'éducation physique.

Enfin, et ce n'est pas le moindre scandale dans cette affaire, l'administration vient d'accorder une visite médicale gratuite aux neuf professeurs de gymnastique du lycée, mais elle la refuse aux élèves.

## CONCORDE : NEW YORK OU NEWSBURGH ?

Tandis qu'Air France prend livraison, ces jours-ci, de son quatrième exemplaire de Concorde, New York continue à lui refuser ses aéroports.

De délais en délais, Concorde voit sa flamme, son bruit et son bang repoussés de jour en jour.

Mais tous les espoirs ne sont pas morts et la mairie de New York vient de suggérer une solution possible : il existe à 90 kilomètres au nord de New York

un terrain militaire qui, après tout...

Bien sûr, après l'atterrissage à Newsburgh, il faudra encore rejoindre la ville.

Qu'à cela ne tienne : si l'affaire se fait, on pourra toujours démonter les quelques dizaines de kilomètres d'aérotroin qui existent vers Orléans (et qui n'ont jamais servi) pour prendre enfin New York dans les filets de la technique française de pointe !

T.L.

Saint-Etienne :

## Le procès de la politique de santé du gouvernement

Prévenu d'homicide involontaire, un chef de service de l'hôpital psychiatrique de Saint-Jean-Bonnefond, près de Saint-Etienne, comparait le 22 mars devant le tribunal correctionnel. Cette comparution est la conséquence judiciaire d'un événement dramatique : une malade de 77 ans était morte, ébouillantée par un autre malade. Le malade coupable étant jugé irresponsable, c'est le docteur Brisou, chef de service, qui répondait de cet homicide involontaire. Les différents témoins qui se sont succédés à la barre firent le procès du manque de crédits, du manque de locaux et de personnel, et de leurs conséquences désastreuses : les déments séniles et de simples malades psychiatriques étaient contraints de cohabiter, d'où un climat de violence et d'agressivité que le personnel,

peu nombreux — dont 40 % étaient des élèves — parvenait difficilement à maîtriser.

Tout cela a abouti au drame. Différents mouvements de grève du personnel, soutenus par des chefs de service, dont le docteur Brisou, avaient plusieurs fois dénoncé la situation.

Les pouvoirs publics et des personnalités « bien-pensantes » n'avaient pas craint à l'époque du drame, et cela pour masquer leur responsabilité, d'attaquer le docteur Brisou et ses méthodes de soins.

Le procès, dont le verdict sera rendu le 3 mai, risque de se retourner contre les accusateurs ! Ce fut une tribune où furent dénoncées avec vigueur les carences de la politique de santé du gouvernement.

Correspondant LO

## La lutte pour l'avortement est toujours à l'ordre du jour



Samedi 25 mars, à la Gare du Nord, le Planning Familial, le MLAC et des groupes femmes ont organisé une fois de plus le départ pour l'Angleterre d'un groupe de femmes qui veulent avorter. De nombreuses femmes accompagnaient celles qui partaient, pour rappeler publiquement qu'en France la situation de l'avortement est toujours scandaleuse.

Plus de deux ans après sa promulgation, le « scandale de la loi Veil » est évident : elle n'est toujours pas appliquée. Les services hospitaliers qui pratiquent des avortements sont en nombre notoirement insuffisant, et bien souvent ces services sont considérés comme la cinquième roue du carrosse : s'ils fonctionnent

tant mieux, sinon tant pis ! Même du point de vue financier, il coûte encore souvent moins cher d'aller avorter en Angleterre (750 F voyage compris) que de s'adresser aux « trop nombreuses cliniques qui pratiquent des tarifs exorbitants, de 800 à 2 000 F ».

Alors, les femmes ont raison de manifester contre l'hypocrisie d'un gouvernement qui fait voter une loi « libérale » mais qui ne fait rien, ou à peu près rien, pour la faire appliquer. La lutte pour que l'avortement en France puisse être réellement libre et remboursé par la Sécurité sociale n'est pas terminée.

Claude CHARVET



# dossier L'IMPOT

## L'impôt au fil de l'histoire : quand le pillage se civilise

• La première source de revenus, en dehors de la production, fut pour les peuples le pillage pur et simple des vaincus par les vainqueurs. Dès que le développement économique permit l'existence d'armées régulières, d'une administration, la politique de la terre brûlée, le pillage, fut remplacée par le tribut payé en hommes, en nature ou en argent. Ce système avait l'avantage d'être une rentrée stable et régulière. Il représentait un pillage bien supérieur, le premier impôt.

### LA CONCENTRATION DES RICHESSES PAR L'IMPOT ET PAR LE FOUET

Si l'impôt est le tribut payé par les vaincus aux vainqueurs, il est aussi le tribut payé par les classes vaincues, opprimées, aux classes dominantes. Dès que les hommes furent capables de produire plus que le strict minimum nécessaire à leur survie, apparut un surproduit social qui fut concentré au début sous forme d'offrandes ou de cadeaux aux prêtres et aux chefs, puis, avec la division de la société en classes, cette concentration se fit par les impôts. Dès ses origines, l'impôt servit à déposséder les masses paysannes du fruit de leur travail. Il fut l'instrument d'appropriation par les classes dominantes du surproduit social. Plus cette appropriation deve-

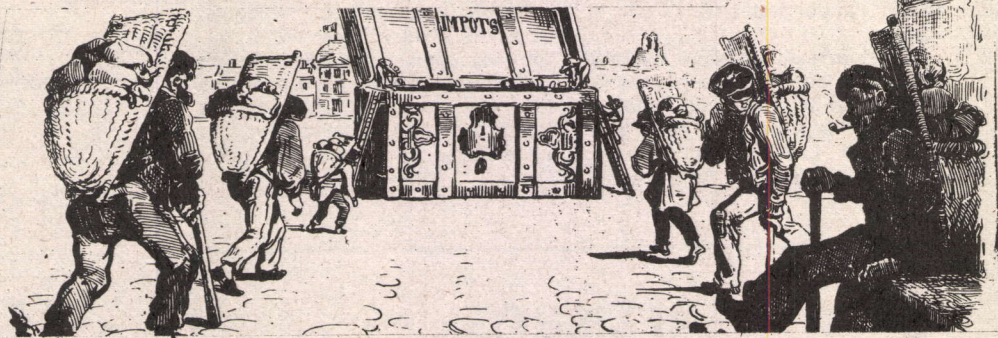
qu'ils arrivaient à empêcher tout développement économique, vouant ces sociétés à l'écroulement sous les coups des guerres civiles ou des attaques d'autres peuples. L'Empire Romain représente le système fiscal et étatique le plus achevé.

### DE LA FEODALITE A LA MONARCHIE

Après l'effondrement de l'Empire Romain, il faudra plusieurs siècles avant que ne réapparaissent des Etats centralisés en Europe. Au début de la féodalité, chaque seigneur lève les impôts, dîmes, corvées sur son domaine, appelé Fisc. Le roi n'est qu'un seigneur parmi d'autres. Mais lorsque le développement économique, commercial, les guerres, la nécessité de réprimer les révoltes paysannes vont accélérer le renforcement de l'Etat centralisé, le roi se heurtera aux seigneurs, qui s'opposent à la levée des impôts royaux. Au 15<sup>e</sup> siècle, réapparaît l'armée permanente et avec elle l'impôt permanent et annuel, les impôts indirects.

Ces impôts indirects sont honnis des masses paysannes, en particulier la gabelle, impôt sur le sel qui procurait un dixième des rentrées de la monarchie.

A la veille de la Révolution de 1789, on compte plus de trois cents impôts. Les deux plus importants sont la taille, impôt fixé arbitrairement pour chaque in-



« La grande tire-lire »... une caricature sur les impôts. Comme on le voit, un problème qui ne date pas d'hier. (Ph. Viollet)

nait importante, plus les classes dominantes avaient besoin d'une administration spécialisée dans le prélèvement de l'impôt, d'un corps de répression, et plus paysans, artisans devaient payer pour entretenir ces gens qui n'avaient d'autre fonction que de les opprimer.

Cette concentration des richesses produites par le travail des hommes fut la condition indispensable au développement des premières grandes civilisations égyptienne, perse, chinoise... Ce fut elle qui permit d'entreprendre les grands travaux nécessaires au développement de l'agriculture, du commerce. Mais elle se fit par le fouet, par la sueur et le sang des masses paysannes, pour le plus grand profit des classes dominantes, des castes de fonctionnaires et de militaires gaspillant dans le luxe le fruit du travail de milliers d'hommes. Ce gaspillage, le poids de l'Etat et des impôts prenaient une telle importance

dividu en fonction des besoins de l'Etat, et l'impôt foncier, qui poussent les paysans à fuir plutôt que de mourir de faim pour subventionner le pouvoir royal exécuté, la noblesse et le clergé. La haine populaire est attisée par les exemptions dont bénéficient les nobles. A tous les niveaux de la société, la fiscalité freine le développement économique, le commerce. Tel les brigands, l'Etat et les nobles sont à tous les carrefours, dans tous les ports, pour prélever les taxes.

### DE LA REVOLUTION FRANÇAISE A L'ETAT MODERNE

La bourgeoisie, en balayant la royauté, a jeté bas la fiscalité féodale et monarchique. Tous les privilèges sont abolis ainsi que les impôts indirects. Pour se procurer des fonds, la Révolution réquisitionne les biens du clergé et des féodaux, met en place des impôts fonciers, mobiliers, etc.

## « L'ETAT OPPRIME ET LA LOI TRICHE, L'IMPOT SAIGNE LE MALHEUREUX » (L'Internationale)

• A l'école, les cours d'instruction civique ne manquent pas d'expliquer que payer l'impôt est le devoir de chaque citoyen, qui participe ainsi, selon ses possibilités, aux tâches de la collectivité. Cette image idyllique cache la réalité car, si l'impôt sert bien en partie à financer les services publics, ce n'est pas là son rôle essentiel. En effet, pour appliquer leurs lois, pour défendre leurs propriétés et leurs privilèges, les bourgeois se sont donné des moyens matériels efficaces : police, armée, magistrats, tribunaux, prisons, administration. Ils se sont donné cet énorme corps répressif, vivant sur le dos de la société : l'Etat. Et cet Etat coûte cher, très cher.

Pour les bourgeois, il n'est pas question que les fonds nécessaires à l'entretien et au fonctionnement de cet appareil soient prélevés dans leurs coffres-forts. C'est dans la poche des masses laborieuses, de ceux qu'il oppri-

me, que l'Etat vole par les impôts les fonds dont il a besoin, comme l'argent qu'il distribue à ses maîtres, les capitalistes, pour garantir et alimenter leurs profits. L'impôt est ainsi un moyen de concentrer toujours plus de richesse entre les mains des classes dominantes, en dépossédant les classes opprimées.

Pour arriver à ses fins, l'Etat a mis sur pied tout un arsenal de lois, toute une administration qui recense, classe, enrégistre, contrôle, fiche, réglemente tout. Et si, pour les travailleurs, cet arsenal de lois constitue un filet auquel ils ne peuvent échapper, par contre, pour les riches, il y a là autant de possibilités de fuir l'impôt. Plus le poisson est gros, plus les mailles s'élargissent !

Aujourd'hui, avec la crise, les bourgeois entendent bien que leur Etat les serve. Ils n'acceptent pas la moindre mesure qui pourrait un tant soit peu rogner sur leurs pri-

vilèges. Devant eux, l'Etat cède. Ainsi, récemment, la nouvelle loi sur la taxe professionnelle ayant soulevé un tollé dans les milieux patronaux, les gouvernants, Barre en tête, ont remis la loi dans leur dossier.

Mais si ceux qui nous gouvernent reculent ainsi devant la moindre récrimination des bourgeois, par contre ils sont sans pitié pour les faibles, les classes laborieuses. C'est eux qui doivent payer et ils paieront : telle est leur devise.

Oui, l'impôt, comme l'Etat, est bien le produit de cette société de classes. Impitoyable devant les opprimés, s'effaçant devant les riches, volant l'indispensable aux petites gens, épargnant les capitalistes et les privilégiés de toute sorte, serrant autour de la gorge de tous ceux qui vivent de leur travail un nœud de lois, de paperasses, de contrôles, d'huissiers toujours plus pressants, il en résume toute l'injustice.

## Une administration pléthorique

A la multitude de lois et de décrets que constitue le monument du Code des impôts, correspond une administration tout aussi complexe, pléthorique. Placée sous l'autorité du ministère des Finances, l'administration fiscale emploie plus de 155.000 personnes réparties en trois services : la direction de la comptabilité publique, la direction générale des douanes et droits indirects, la direction générale des impôts.

Cette dernière emploie à elle seule 70.000 personnes, réparties dans 3.700 perceptions, 571 recettes principales, 74 trésoreries principales, 18 recettes des

finances, 95 trésoreries générales.

Si autant de personnes sont ainsi employées par le fisc, les conditions de travail qui sont imposées à la grande majorité de ces employés n'en sont pas moins lamentables.

Et l'Etat ne se satisfait pas de ces milliers d'employés. Il enrôle de force les 36.000 municipalités de ce pays, qui n'ont pas d'autre possibilité que de travailler à remplir ses caisses, comme il enrôle à son service des milliers de petits commerçants, qui collectent les impôts indirects.

## prochain dossier :

Les petits commerçants : étranglés par  
l'Etat et ruinés par la concurrence.



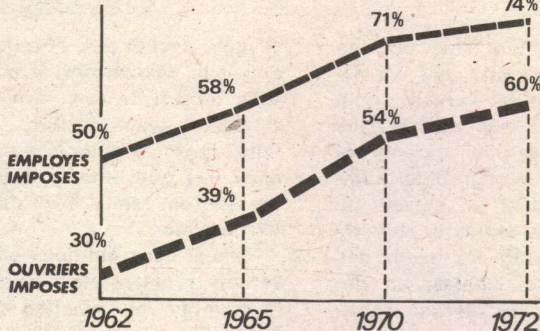
# dossier

## L'IMPOT

# L'IMPOT PILLE LES PA

## Toujours plus d'impôts payés par les travailleurs

En dix ans, le nombre de salariés imposés a doublé.



Cette année encore, pour un salaire qui a subi une augmentation nominale, mais dont le pouvoir d'achat a baissé à cause de l'augmentation plus importante des prix, les salariés paieront plus d'impôts.

Cette année encore, les premières tranches du barème n'ont été relevées que de 9,7 %, alors que les prix augmentaient de 12,6 % (chiffre de la Vie Ouvrière).

Chaque année, parce que les salaires augmentent sans que le barème de l'impôt varie selon le même rythme, les petits salaires deviennent impossibles et un nombre de plus en plus important de salariés paient une part de plus en plus grande de l'impôt sur le revenu.

Ainsi, l'inflation assure automatiquement à

l'Etat des recettes grandissantes.

En 1974, plus de 60 % des recettes totales de l'impôt sur le revenu provenaient de contribuables petits et moyens.

Selon le rapport du Conseil des impôts, en dix ans, de 1962 à 1972, la part d'impôts sur le revenu payée par les salariés passait de 45,4 % à 51,2 %.

Pour tous ceux qui perçoivent un salaire, une retraite, une pension, aucune possibilité de dissimuler son revenu n'existe. Et aucune tricherie n'est permise.

Avec l'impôt sur le revenu, l'Etat ampute de plus en plus le salaire des travailleurs. Il prélève ainsi sur l'indispensable.

**A BAS L'IMPOT SUR LES SALAIRES !**

## TVA : un racket organisé sur le dos des plus pauvres

Une multitude d'impôts frappent le consommateur qui fait chaque jour ses achats les plus courants.

Parmi ces impôts indirects, il y a la TVA bien sûr, mais aussi un nombre incalculable d'autres impôts, taxes et cotisations, qui frappent chacun des stades de la production et de la commercialisation des produits et qui sont répercutés sur les prix.

Ces impôts, les consommateurs s'en acquittent chaque jour et sans s'apercevoir des sommes astronomiques qu'ils représentent.

Ces impôts indirects représentent les deux tiers des recettes de l'Etat et 90 % en sont fournis par la TVA, taxe prélevée sur chaque acte de la vie quotidienne, pour manger, pour rouler en voiture ou en autobus, pour fumer...

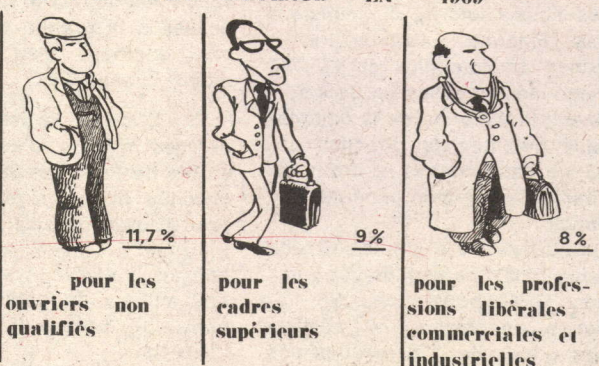
Iniques, les contributions indirectes le sont surtout parce qu'un travailleur, qui n'a que son salaire pour vivre et qui en dépense la totalité dans l'achat de biens de consommation, les paie sur son salaire tout entier.

Par contre, pour un P-DG, un actionnaire, un cadre, le problème est tout autre : seule une partie de son revenu est consacrée à l'achat de biens de subsistance. L'autre partie, il peut la thésauriser, l'investir, en tout cas échapper au prélèvement de la TVA.

Les impôts indirects frappent tout le monde, mais pas de la même manière.

Pour les travailleurs, ils représentent environ deux mois de salaire, deux mois pris sur ce qui leur est nécessaire pour vivre.

MOYENNE DE LA T.V.A. PAYÉE PAR RAPPORT AUX REVENUS EN 1969



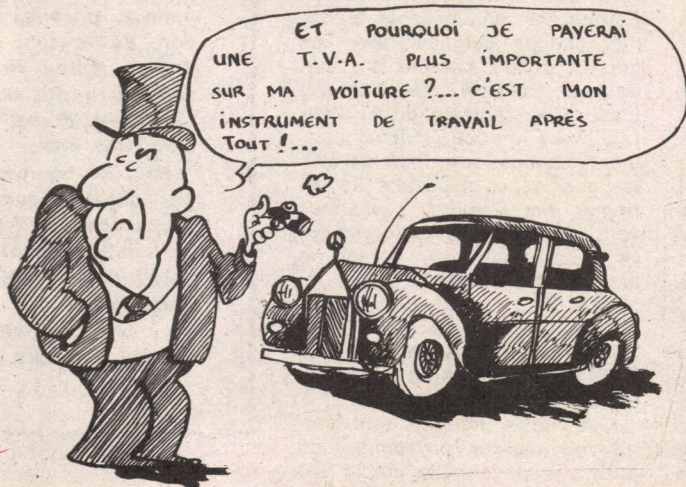
C'est sur les classes les plus privilégiées que la TVA pèse le moins.

### VOTRE ARGENT M'INTERESSE

« Proposé pour la première fois en 1971 dans deux départements, le paiement mensuel de l'impôt simplifie les rapports entre l'administration et les contribuables » écrivait en 1972 Giscard, alors ministre des Finances et brusquement soucieux de rendre « service » aux contribuables. Grâce au paiement mensuel, plus de souci du respect des délais, plus de chèques à adresser au percepteur au moment du tiers provisionnel. En somme : « Je prends votre argent, ne vous occupez de rien. »

Cette mensualisation de l'impôt permet certes au contribuable de déboursier moins d'un coup. Mais attention, si votre compte n'est pas approvisionné, c'est 3 % de plus le mois suivant. Et surtout, ce « service » rendu aux salariés n'est qu'un moyen pour l'Etat de faire mieux accepter l'impôt, de s'assurer des rentrées régulières, immédiatement disponibles. Pour les contribuables, cela revient à faire une avance, un prêt sans intérêt ni remboursement au fisc. Un comble !

## ET VIVE LA JUSTICE !



Les différents taux de TVA auxquels sont taxés les produits sont pour le moins surprenants et bien significatifs de ce qu'est l'égalité devant l'impôt indirect.

Le caviar est considéré comme un produit de première nécessité et taxé au taux le plus faible ; les biscottes à un taux deux fois plus élevé. Les bateaux de plaisance sont, eux, une dépense de

demi-luxe, comme le savon de toilette, le cirage, le « bleu de travail », le dentifrice, les lames de rasoir...

Soyons donc heureux : l'égalité, ça existe ! Les voitures étant considérées comme des dépenses de luxe, quand nous achetons une 4L, nous sommes à égalité, au moins pour la TVA payée, avec le milliardaire qui achète une Rolls Royce...

## Artisans, petits commerçants, victimes de l'Etat

Un des mensonges les plus répandus par les dirigeants de l'Etat, en matière d'impôt, consiste à dire aux salariés : si vos impôts sont trop lourds, la faute en est aux petits commerçants, artisans et paysans, qui ne paient pas assez car ils fraudent le fisc.

En réalité, c'est déjà une contre-vérité flagrante. Car, en matière d'impôts, la part la plus importante est celle des impôts indirects, auxquels aucun consommateur n'échappe, et pas plus que les autres les petits commerçants et artisans.

Mais c'est aussi un mensonge en ce qui concerne l'impôt sur le revenu. Certes, la plupart des artisans, petits commerçants et paysans sont imposés non sur leurs revenus réels, mais au forfait. Cela leur laisse théorique-

ment plus de chances qu'aux salariés de dissimuler une partie de leurs revenus. En réalité, ce système n'est pas toujours avantageux pour eux.

Mais surtout, les petits commerçants, artisans et paysans paient proportionnellement un impôt beaucoup plus lourd que les grandes sociétés.

Alors que pour celles-ci le bénéfice imposable ne représente en moyenne que 2 % du chiffre d'affaires, les petits commerçants et artisans qui sont imposés au régime du forfait paient l'impôt comme si leur bénéfice imposable était de 25 % de leur chiffre d'affaires.

On voit que, si fraude et privilège il y a, ce sont d'abord ceux tout à fait légaux des grandes sociétés et des parasites qui en possèdent les actions.

## Pas d'impôt pour le travail

EGULIEREMENT, la pré qui font un insant sensa gue. Le dernier en date flagrant délit de fraude, qui s'a en payant un forfait ridicule...

Giscard, tout aussi régulier le contrôle qu'il prétend opérer prime pas l'avoir fiscal, il ne nom de quelques boucs émiss tour est joué.

Mais le véritable scandale ques contribuables, un Aznavo simulent une partie de leur capitalistes n'ont même pas be à l'impôt : la loi est faite pour ches.

Le véritable scandale, c'est fait pour épargner les riches e

Le véritable scandale, c'est sanctionne les travailleurs sur le c'est qu'hier comme aujourd'hui chets de la population labori

Non, ce n'est pas aux trav fonctionnement de ce gigantes Non, ce n'est pas aux travail commerçants à entretenir la p manifestent, les magistrats qui ministres et autres représenta serveurs des patrons et des

Ce n'est pas aux travailleu ligotent. En attendant qu'ils le fassent eux-mêmes les frais de

VOUS AVEZ DEUX MO LOCOMOTION... C'EST UN EXTERIEUR DE RICHESSE, VOUS COÛTER CH



## La baignoire comme un l

De 1966 à 1971, en cinq ans, les impôts locaux avaient augmenté de 82 % et cette augmentation ne s'est pas ralentie. Avec la réforme de la fiscalité locale, la taxe d'habitation, celle qui touche le plus de salariés, de gens défavorisés, a été augmentée, alors que les bases retenues pour la taxe foncière bâtie et non bâtie ont été minorées.

Il y a mieux. Pour le calcul de la taxe d'habitation, outre la surface et la situation du logement, un nouveau critère a été introduit : le confort. Voi-



# UVRES, EPARGNE LES RICHES

**impôt  
les  
leurs !**

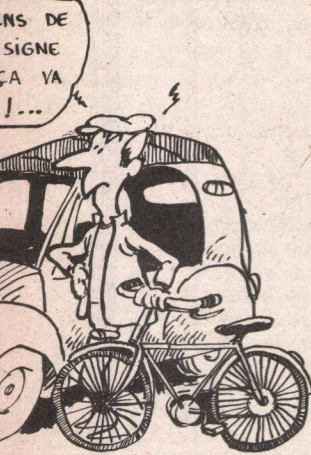
se se fait l'écho de scandales  
tion et dont la liste serait lon-  
est celui de Dassault pris en  
range à l'amiable avec le fisc

èrement, fait du tapage avec  
sur la fraude. Mais il ne sup-  
s'attaque pas à Dassault : le  
aires est livré au public, et le

fiscal, ce n'est pas que quel-  
ur ou un Johnny Halliday, dis-  
rs revenus. C'est que les  
soin de frauder pour échapper  
eux, la loi est faite pour les ri-

que tout le système fiscal soit  
t saigner les travailleurs.  
est l'impôt sur les salaires, qui  
urs seuls moyens d'existence ;  
il, l'Etat a vécu et vit aux cro-  
use.

illeurs de payer les frais de  
que organisme d'oppression !  
urs, aux paysans, aux petits  
lice qui les tabasse lorsqu'ils  
les condamnent, les préfets,  
ts des « pouvoirs publics »,  
possédants.  
rs à payer les chaînes qui les  
s brisent, que les capitalistes  
leur Etat !



**considérée  
ixe**

ci la baignoire devenue un ob-  
jet de luxe et le HLM équipé  
des commodités modernes con-  
sidéré comme un château. Et  
de fait, l'impôt pour un HLM a  
augmenté.  
Rançonnés comme salariés,  
comme consommateurs, les tra-  
vailleurs le sont aussi comme  
habitants. Cela, pour que l'Etat  
puisse se décharger sur les  
communes des dépenses pour  
lesquelles il n'accorde que de  
maigres subventions et aux-  
quelles il devrait entièrement  
faire face : équipements rou-  
tiers, santé, école...

## Les mille et un privilèges des riches

● Dans notre belle société  
d'« égalité et de fraternité », ceux  
qui tiennent le haut du pavé, les  
plus riches, sont ceux qui béné-  
ficient aussi, du fait même de  
leur richesse, d'innombrables  
privilèges, petits et grands.

Les voitures de luxe, l'avion  
personnel d'un P-DG, des signes  
extérieurs de richesse ? Allons  
donc ! Ce sont des outils de tra-  
vail, qui d'ailleurs appartiennent  
à l'entreprise !

Le yacht, la croisière qui cou-  
te des milliards ? Que diable :  
relations d'affaires et frais pro-  
fessionnels, voilà tout !

Mais tout cela n'est encore  
que broutilles, par rapport aux  
possibilités des milliardaires.

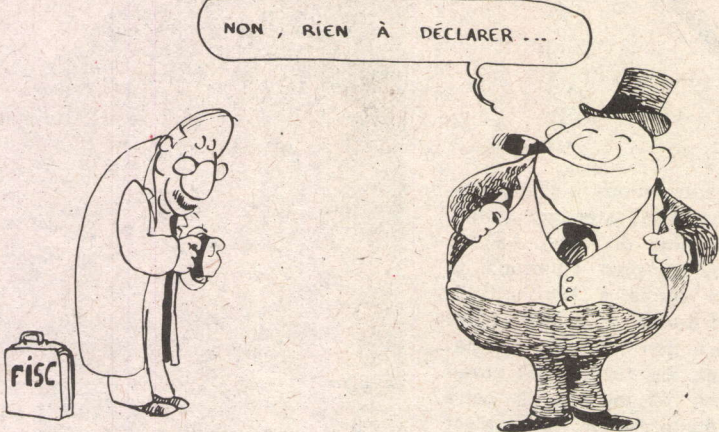
### Simple et efficace : les salaires des capitalistes

Il y a mille et une manières  
de camoufler les bénéfices d'une  
société. Il suffit, par exemple, de  
les transformer en « tantièmes »  
ou en jetons de présence des  
administrateurs de la société. Ou  
alors, un capitaliste peut se ver-  
ser un salaire pour des fonctions  
réelles ou imaginaires dans l'en-

treprise. Le tour est joué : notre  
capitaliste bénéficiera même des  
abattements prévus pour les sa-  
lariés (20 % + 10 %), ce qui  
est toujours appréciable, n'est-  
ce pas ?

Et l'impôt prétendument pro-  
gressif n'exerce pas une pres-  
sion fiscale plus forte sur le  
gros salaire que sur le petit.

On a pu calculer que pour deux  
revenus, l'un d'un ouvrier  
(15 000 F) et l'autre d'un P-DG  
(150 000 F), le rapport entre les  
deux revenus après imposition  
restait sensiblement le même :  
au départ, de 1 à 10 ; après im-  
position, de 1 à 9,6 !



### Le charme discret de l'avoir fiscal

Il s'agit d'une ristourne aux  
actionnaires de la moitié de l'im-  
pôt payé par une entreprise sur  
les bénéfices déclarés distribués  
comme dividendes.

Comme l'impôt sur les sociétés  
est de 50 %, l'avoir fiscal s'élève  
donc à la moitié des dividendes  
perçus.

En fait, tout se passe comme  
si l'Etat faisait un cadeau pur et  
simple aux actionnaires, forfaitai-  
rement fixé à la moitié des  
dividendes perçus.

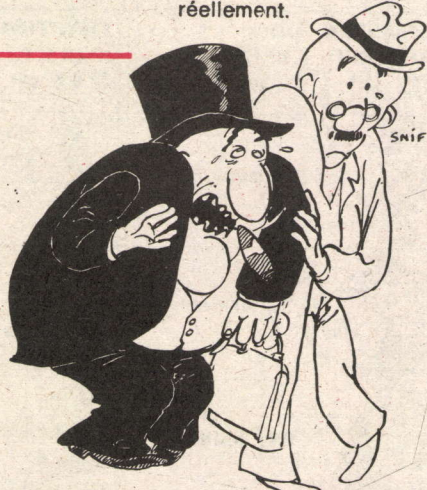
### La fortune et sa transmission : mettre le défunt en « Pinay » avant de le mettre en bière

S'il existe une imposition de  
la fortune sous forme de droits  
de succession, celle-ci est loin  
de représenter un véritable im-  
pôt sur le capital.

De multiples exonérations, abat-  
tements, sur les immeubles, les  
biens situés à l'étranger, les as-  
surances-maladie, etc., expli-  
quent que ces droits ne repré-  
sentent que 1,50 % de l'ensemble  
des impôts prélevés par l'Etat.

Pour le reste, jusqu'en 1973,  
il existait un moyen bien simple  
pour riche héritier futé : transfor-  
mer la fortune à hériter en titres  
de l'emprunt Pinay, exonérés  
d'impôt, quitte à revendre ensui-  
te le « Pinay ». Les héritiers  
avaient intérêt à mettre d'abord  
le défunt en Pinay avant de le  
mettre en bière.

Depuis, l'Etat est quelque peu  
revenu sur ce privilège. Le Pinay  
n'est plus exonéré de droits de  
succession : simplement, l'héri-  
tier peut acquitter ses droits en  
Pinay, que l'Etat reprend 20 à  
25 % plus cher qu'il ne vaut  
réellement.



« Ah, Monsieur l'agent du fisc, comment voulez-vous que je vous  
paye quelque chose cette année, avec cette crise et toutes ces  
grèves ? »

### UN SEUL CONTROLE EFFICACE : CELUI DES TRAVAILLEURS

Le nombre de contrôleurs fiscaux ne cesse de baisser (7 000  
en 1969, 6 000 en 1976). Quant aux contrôles, s'ils sont autant de  
tracasseries, d'humiliations, d'ennuis pour les petits commerçants  
et les artisans, ils n'ont lieu, pour les grandes entreprises, en  
moyenne que tous les onze ans. Mais les multiplierait-on que cela  
ne changerait rien : les contrôleurs sont pratiquement impuissants  
devant la toute-puissante propriété privée des capitalistes.

Les seuls à pouvoir imposer le contrôle des opérations finan-  
cières et des transactions, l'ouverture des livres de comptes, ce  
sont les travailleurs des banques, des entreprises, parce que c'est  
par eux que passent toutes les opérations légales et... illégales  
qui permettent aux capitalistes d'échapper à l'impôt.

### L'avis d'un agent du fisc

« Les grandes entreprises  
sont très bien conseillées. Elles  
connaissent toutes les astuces.  
Les fraudes qu'elles font, c'est  
très dur d'y voir quelque cho-  
se. Comme, par exemple, des  
filiales qui se repassent des  
produits faussement facturés.  
Il y a aussi la fraude en matière  
d'amortissement, sur la mani-  
ère de calculer les redevances  
des brevets. Il y a de prétendus  
investissements qui n'en sont  
pas... »

Très souvent, après les re-  
dressements notifiés à une en-  
treprise, il y en a un bon tiers  
qui ne rentre jamais. L'entre-  
prise peut agir de multiples façons  
pour éviter de payer : elle me-  
nace de mettre des ouvriers en

chômage ou de fermer ; elle  
déclare que sa trésorerie est  
coulée. De toute façon, un pa-  
tron peut obtenir des arrange-  
ments : délais de paiement ou  
remises. Ces remises sont déci-  
dées à un haut niveau : au  
moins le directeur départemen-  
tal et souvent la direction gé-  
nérale ou le ministère...

Il faut imaginer ce qu'est une  
grosse entreprise et le travail  
qu'on peut y faire. Un exemple :  
une entreprise devait fusion-  
ner. Avant cette fusion, l'autre  
société a envoyé six spécialis-  
tes fiscaux d'un bureau de  
hauts professionnels et ils sont  
restés à six pendant trois mois.  
Notre collègue devait la véri-  
fier un peu après, pour le fisc,  
lui. Il était seul et avait quinze  
jours à trois semaines pour le  
faire ! »

### QUAND UN COUP D'EPINGLE FAIT HURLER LES BOURGEOIS

L'année dernière, Giscard, en veine de « justice fiscale », a essayé  
de faire passer une loi portant sur la taxation des plus-values. Il  
s'agissait de taxer (oh ! très modérément) les gains exceptionnels réa-  
lisés en revendant un bien plus cher qu'il n'avait été acheté. Certains,  
paraît-il, vivent bien (et à l'abri de l'impôt) en faisant ainsi commerce  
de tableaux, d'actions...

Cet impôt aurait rapporté à l'Etat un milliard par an (une misère,  
quand on pense que la TVA rapporte cent fois plus...). Mais pour la  
droite, c'en était trop : la loi n'est pas passée. Passe encore le com-  
plet veston, le libéralisme qui ne coûte rien. Mais quand il s'agit de  
leur argent, même un pet de lapin fait peur aux bourgeois ! Chirac l'a  
bien compris, lui qui depuis se fait le porte-parole et le défenseur de  
cette droite la plus bête du monde.



# dossier

## L'IMPOT

# L'ETAT RACKETTEUR AU SERVICE DES CAPITALISTES

**L**ES recettes fiscales ne cessent d'augmenter, mais le budget des services publics est réduit à la portion congrue, les tarifs augmentent, leur qualité se détériore. L'Etat se décharge de plus en plus du financement des équipements collectifs sur les usagers et les collectivités locales.

Pourtant, de l'argent, il y en a : pas pour les écoles, les routes, les hôpitaux, mais pour les canons et les parasites galonnés. Assurer l'entretien de l'appareil d'Etat, c'est la raison d'être de l'impôt.

Mais depuis que le capitalisme est entré en période de décadence, l'Etat assume un autre rôle. Il sert de béquille à une économie capitaliste de plus en plus incapable de faire face à ses contradictions.

Les subventions à fonds perdus sont la première forme d'intervention de l'Etat. Les 15 milliards du plan Fourcade, le milliard donné à Citroën, 4,5 milliard donné à la sidérurgie : l'Etat n'a rien à refuser aux capitalistes. En 1974, l'Etat aurait consacré 60 milliards à cette forme d'intervention. Et ce n'est qu'une approximation... La prise en charge par l'Etat de secteurs non rentables, mais indispensables à l'économie, permet aux capitalistes de faire des économies considérables. Grâce aux tarifs préférentiels accordés par la SNCF et l'EDF, transport et énergie leur sont assurés à des conditions idéales.

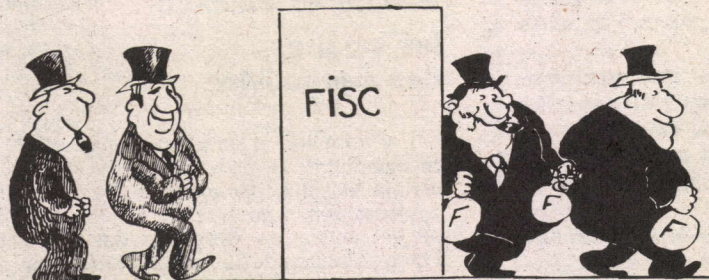
Enfin la concession des marchés de l'Etat est le ballon d'oxygène de l'économie capitaliste. Ces marchés profitent aux



Sidérurgie : des milliards pris dans la poche des contribuables pour les capitalistes, des milliers de licenciements pour les travailleurs.

plus puissants : sur les 60 000 fournisseurs de l'Etat, 800 entreprises contrôlent 69 % du marché et 15 entreprises à elles seules en détiennent 20 %.

L'Etat est la planche de salut des capitalistes. Il rackette la population laborieuse, non seulement pour payer les hommes de main de la bourgeoisie, policiers et militaires, mais aussi pour assurer sa survie sur le plan économique.



ENTRETIEN DE L'APPAREIL D'ETAT : 20,7 % soit $\frac{1}{5}$ du budget	FONCTIONNEMENT DES SERVICES PUBLICS : 32,6 % soit $\frac{1}{3}$ du budget
16,6 % armée	18,1 % éducation et universités
3,3 % intérieur	3,8 % santé
0,8 % justice	0,8 % qualité de la vie
	0,5 % culture
	4,1 % logement et équipement
	5,3 % transports

Le budget de l'Etat : autant pour 600.000 militaires que pour l'instruction de 12 millions d'enfants !

## La grande misère des services publics

A peine le tiers du budget est consacré aux services publics. Le budget des Affaires culturelles est dérisoire : 0,57 % dont une bonne partie sert à des réalisations de prestige.

4 % du budget sont consacrés à la Santé. Pourtant tout manque : hôpitaux, matériel, personnel.

L'équipement et le Logement ne sont pas mieux lotis : 4 % du budget également. Quant au budget de l'Education nationale, il est du même ordre que celui de l'armée. Alors que la pénurie se fait sentir : manque de locaux, de professeurs, bâtiments vétustes et dangereux, l'Etat préfère construire des casernes que des écoles.

Et les choses ne vont pas s'améliorer. Pour présenter le budget 1978 en équilibre, Giscard a annoncé des « révisions déchirantes » qui visent les équipements collectifs.

L'Etat tente par tous les moyens de se décharger de ses responsabilités. Ainsi il n'assure que 13 % des frais d'hospitalisation et 1/3 de la construction des établissements de santé. Et il reprend d'une main aux collectivités locales, par la TVA, ce qu'il a dû lâcher de l'autre.

Enfin, le dernier moyen par lequel les services publics sont financés, c'est par la hausse des tarifs du prix du timbre-poste, du ticket de train,

de la journée à l'hôpital. Sans parler de cette survivance du Moyen Age, le péage des autoroutes, dont le bénéfice échoit à des compagnies concessionnaires.

Alors, c'est comme contribuables, comme assurés sociaux, comme habitants d'une commune et comme usagers que les travailleurs paient des services publics dont le fonctionnement est de plus en plus aléatoire.

## L'armée et la police, un fantastique gaspillage

50 millions de francs pour l'Armée. 9,8 millions pour l'Intérieur : il y a des budgets sans histoire. Car la bourgeoisie accorde une grande attention à l'entretien et au développement des organes de répression de son Etat, qui représentent un fantastique gaspillage de richesses.

La moitié du budget de l'armée est consacrée à payer les parasites à galons qui embrigadent et abrutissent chaque année des milliers de jeunes. Que de dépenses inutiles en casernes et matériel militaire de toute sorte !

L'autre moitié du budget sert à l'achat d'engins de mort, AMX, Mirage et autres missiles. Sans ces marchés, Dassault, Matra, Thomson perdraient leur principale source de profits.

Alors, souvenons-nous que, lorsque nous payons 100 F d'impôts, nous en versions 16 pour l'armée.

## Les marchands de canons : un secteur florissant grâce à l'Etat

Quelle est la part de la production militaire dans la production des principales firmes ?

Industrie aéronautique et spatiale : 70 % du chiffre d'affaires de cette branche provient des commandes d'armement : DASSAULT-BREGUET : 84 % de sa production ; SNECMA : 71 % de sa production ; SNIAS : 62 % de sa production. L'industrie électronique : 20 % de son chiffre d'affaires provient des commandes d'armement : THOMSON-CSF : 60 % de sa production ; CII : 30 % de sa production.

Voici les prix qu'imposent les marchands de canons à l'Etat français :

Prix à l'exportation	Prix payés par l'Etat
Mirage III : 7 millions	13 millions
Missiles 511 : 6 000 F	11 000 F
AMX 30 : 2 millions	3 millions

Le prétexte invoqué pour justifier ces différences de prix, c'est que la TVA ne frappe pas les produits d'exportation.

On savait la TVA bien lourde. Mais à ce point !

## UN CADEAU ROYAL AUX EXPORTATEURS

Non content d'assurer une partie du marché intérieur aux capitalistes français, l'Etat donne une assurance tous risques aux exportateurs.

Lorsqu'un contrat est conclu à prix ferme, l'Etat prend en charge une partie de la hausse du coût de revient. Cela coûtera, en 1977, 2,5 milliards. En d'autres termes, 10 % des grands contrats à l'étranger sont financés par les contribuables.

A ces aides directes, il faut ajouter tout un système de prêts à des taux particulièrement avantageux, dont l'ensemble porte sur des sommes de

plusieurs dizaines de milliards anciens.

Il y a aussi une forme plus subtile d'investissements : l'Etat accorde des prêts aux pays sous-développés, à condition qu'ils achètent aux industriels français. La différence entre le taux d'intérêt très bas et la hausse réelle du coût de la vie est supportée par le Trésor public, par les contribuables.

L'ensemble de ces mesures de bonification d'intérêts coûtera 1,4 milliard de francs en 1977.

Au total, après les récentes dispositions du gouvernement, c'est à plus de 4 milliards de francs que se monte l'aide apportée par l'Etat aux exportateurs.

## LES ENTREPRISES PUBLIQUES AU SERVICE DES INTERETS PRIVES

Les entreprises publiques subventionnent le secteur privé de deux façons : d'une part par les commandes le plus souvent facturées au prix fort, d'autre part par des tarifs préférentiels.

Ainsi, Air France payait aux compagnies pétrolières l'hectolitre brut de carburant 53 F en septembre 1974, alors que le prix de l'importation était de 34 F ! De même, Alstom et la CGE font payer leur matériel à la SNCF avec une majoration de 20 %. ITT, CII, Erickson se partagent par entente préalable plus de 80 % du marché des centraux téléphoniques et imposent leurs prix aux PTT.

L'Etat accepte sans broncher les diktats des grandes firmes et, pas rancunier, il leur offre même des tarifs préférentiels, que ce soit pour l'énergie ou le transport. Péchiney-Ugine-Kuhlmann paie l'électricité moins cher que son prix de revient. Selon les syndicats, cette pratique coûte 600 millions à l'EDF-GDF.

A la SNCF, alors que le prix du billet de deuxième classe a augmenté de 44,5 % de 1949 à 1973, le prix du transport par tonne/km des produits pétroliers n'est passé que de 5,33 centimes en 1949 à 5,73 en 1973. Et dire que Barre a le cynisme d'accuser les travailleurs du prétendu déficit des services publics !



# dossier L'IMPOT

## A BAS L'IMPOT!

### Vive la grève de l'impôt !

ES travailleurs n'ont pas à payer pour financer l'Etat bourgeois : tel était au début du mouvement ouvrier, le programme des Socialistes, qui revendiquaient la suppression des impôts indirects, les seuls qui touchaient les masses populaires. De plus, les principaux impôts directs étaient basés sur la propriété foncière et sur la richesse mobilière, les fortunes de l'industrie et de la banque étaient épargnées par le fisc. Pour remédier à ce scandale, les Socialistes revendiquaient, pour le financement des services publics, l'institution d'un impôt sur le revenu frappant industriels et capitalistes.

C'est au moment de la guerre de 1914, l'Etat ayant d'énormes besoins financiers, que les Socialistes, participant au gouvernement bourgeois pour mener la guerre impérialiste, firent adopter la loi sur l'impôt sur le revenu. En fait, les bourgeois devaient s'en tirer aux moindres frais en étendant ce nouvel impôt à l'immense majorité de la population.

Ainsi, ce qui devait être une mesure de justice envers les travailleurs permit de les frapper de charges de plus en plus lourdes. L'impôt sur les salaires, qui ne représentait en 1920 que 6 % de l'impôt sur le revenu, atteignit 14 % en 1939. Et à la Libération, ce seront pratiquement tous les salariés qui seront touchés. C'est l'époque du « retrousser vos manches ». Le PCF, au gouvernement avec les Socialistes et De Gaulle, travaille à remettre sur pied l'Etat et l'économie des capitalistes.

A l'heure où la lutte contre l'impôt devient vitale pour la classe ouvrière, ses organisations sont gangrénées par le réformisme, par la collaboration de classe. Et lutter contre l'impôt veut dire s'attaquer à l'Etat bourgeois. Pour les réformistes, il ne peut en être question. Ils livrent pieds et poings liés la classe ouvrière au fisc.

Pourtant le devoir d'organisations ouvrières serait d'organiser la lutte contre ce système fiscal inique, d'organiser le refus de l'impôt.

La grève de l'impôt et même le simple appel à faire la grève de l'impôt sont certes des délits prévus par la loi bourgeoise. Mais si les organisations ouvrières avaient à leur tête des dirigeants ayant à cœur de défendre les intérêts ouvriers, ils ne se laisseraient pas arrêter par cet obstacle légal et les travailleurs sauraient bien les protéger contre toute tentative de l'Etat de les poursuivre pour cela.

Les petits commerçants ont bien su faire la grève de la patente. Pourquoi la classe ouvrière ne serait-elle pas capable de refuser de payer les impôts qui la frappent ?



La classe ouvrière doit être solidaire de la petite bourgeoisie victime de l'Etat. (AFP)

### Contre l'Etat, la classe ouvrière solidaire de la petite bourgeoisie

Face aux impôts trop lourds et aux contrôles vexatoires du fisc, certains petits commerçants et artisans réagissent par la violence : attaques de perceptions, brigades anti-fisc... Dans ce combat, ils n'hésitent pas à recourir à des méthodes radicales, les seules qui soient efficaces. Face à cela, si la CGT reste dans une prudente expectative, la CFDT et surtout FO tombent dans la pire démagogie anti-boutiquier.

Sans doute a-t-on vu dans le passé le mouvement Poujade virer à la démagogie d'extrême-

me-droite. Sans doute ne s'agit-il pas d'approuver la politique du CID-UNATI et d'autres organisations professionnelles. Mais les petits commerçants, comme les petits paysans, sont avant tout les victimes de l'Etat et des grandes sociétés capitalistes. La classe ouvrière, au lieu de céder aux préjugés anti-boutiquier, doit être aux côtés de ceux qui refusent de payer pour entretenir un Etat qui les ruine et les opprime.

Un programme de lutte commun est possible : la lutte con-

tre la TVA, qui prend dix semaines de travail aux travailleurs, intéresse aussi les petits commerçants, qui en sont les collecteurs forcés. Ouvriers et petits commerçants n'ont-ils pas intérêt à faire payer les trusts et les banques ? Pourquoi les organisations ouvrières ne participeraient-elles pas à la riposte aux saisies ou aux contrôles fiscaux dont sont victimes artisans et petits commerçants ?

Ce serait là une façon concrète de montrer que la classe ouvrière soutient ces couches opprimées par les capitalistes, de gagner leur sympathie et leur confiance, d'éviter qu'elles ne tombent dans les bras de quelques démagogues de droite ou d'extrême-droite.

### Ce qu'ils pensent des contrôles fiscaux et des milices anti-fisc

UN PETIT COMMERÇANT,  
MEMBRE DU CID-UNATI :

« Les contrôles fiscaux se passent souvent dans des conditions épouvantables : en 13 mois, 18 suicides ont eu lieu suite à ces contrôles. Le contrôle, cela veut dire la plupart du temps fouille intégrale des lieux d'habitation, fouille sur les personnes parfois. Un petit commerçant s'est vu confisquer sa comptabilité, ce qui lui ôte toute possibilité de se justifier face aux accusations qui pèsent sur lui... »

Depuis quelque temps, nous avons organisé des groupes d'auto-défense qui agissent pour des assistances à contrôle : lorsqu'un petit commerçant est contrôlé, tout un groupe de petits commerçants se mobilise pour surveiller comment se passe le contrôle. Notre action peut aller jusqu'à l'opposition à contrôle, jusqu'à aller trouver l'inspecteur chez lui s'il est trop zélé, pour

exercer la pression nécessaire.

Ce n'est pas après les fonctionnaires que nous en avons. Ils font un sale boulot, puisqu'ils sont notés et reçoivent des primes en fonction du bilan positif de leurs perquisitions. Ils sont pris dans cet engrenage. Mais plusieurs d'entre eux ne font pas de zèle. Par contre, il y a ceux pour qui le contrôle est un véritable safari. Ceux-là, il faut s'en faire respecter. »

UN INSPECTEUR DU FISC :

« Il y a une politique d'incitation au rendement du contrôle. Cela se fait par la notation des inspecteurs et autres agents, les promotions, les indemnités versées en fin d'année qui sont, pour beaucoup de directeurs, déterminées à partir des résultats du contrôle fiscal. Il y a une course au rendement qui existe... »

Que certains se proposent de créer des brigades d'intervention pour empêcher tout

contrôle est scandaleux. Nous ne venons pas avec un couteau entre les dents. S'il n'y a rien à redire, on repart... »

UN AUTRE INSPECTEUR  
DU FISC :

« On s'attaque aux inspecteurs des impôts alors qu'ils ne sont pas responsables de la fiscalité qu'ils appliquent. Les lois ont été votées au Parlement. Mais en plus leur application est prévue selon des instructions très strictes. La moindre disposition est réglementée. La réglementation des impôts directs est détaillée dans cinq gros volumes... »

Je pense beaucoup de mal des brigades anti-fisc. D'abord, ce n'est pas permis... Il y a du bluff dans ce que dit Nicoud. Il y a des endroits où ces brigades existent, mais peu nombreux... Le résultat est, à mon avis, le but de Nicoud, est que cela protège des gens bien plus gros que ceux que Nicoud prétend défendre... »

### LES RÉVOLTES CONTRE LE FISC

● L'impôt a toujours fait naître la révolte. A Rome, les peuples conquis et assujettis à l'impôt se soulèvent : en 88 av. JC, c'est le soulèvement général de la province d'Asie, qui dure vingt-cinq ans ; en Egypte, des contribuables prennent le maquis ; en Gaule au III<sup>e</sup> siècle, ce sont les soulèvements paysans, les Bagaudes.

Au XIII<sup>e</sup> siècle, lorsque l'Etat renaît, l'impôt royal apparaît comme arbitraire, en particulier aux nobles qui forment dans le

nord de la France des ligues, où ils admettent le clergé et le « commun ». Mais ce furent surtout les révoltes paysannes qui marquèrent, au XIV<sup>e</sup> siècle, la lutte contre l'impôt. De grands soulèvements ont lieu dans toute l'Europe. En Angleterre, en 1381, l'institution d'un impôt par tête, la poll-tax, est à l'origine de la révolte des paysans et d'artisans qui prennent Londres avant d'être écrasés. Leurs revendications prennent un tour égalitaire : « Quand Adam bêchait et Eve filait, qui donc était gentilhomme ? »

L'extension des impôts due au renforcement de l'Etat monarchique suscitera les grandes révoltes anti-fiscales du XVII<sup>e</sup> siècle. De 1623 à 1648, il n'est pas d'année sans soulèvements populaires. Les plus violents furent ceux des Croquants du Quercy et du Rouergue, des Nu-pieds de Normandie. Ces révoltes de désespoir sont durement réprimées. Les révoltés n'ont pas conscience de s'attaquer à l'ordre monarchique. Leur cri de ralliement est : « Vive le roi sans gabelle ».

Mais peu de temps après il deviendra, avec la Révolution de 1789, « Point de Roi, point de gabelle ! ». Roi, nobles, privilèges et impôts ne feront plus qu'un dans la conscience populaire...

Par la suite, les révoltes anti-fiscales prendront d'autres formes, souvent moins radicales, et seront surtout le fait de la petite bourgeoisie des villes. C'est dans la résistance à l'impôt que le mouvement Poujade des années 1956 ou le CID-UNATI trouvent leurs origines.



# dossier L'IMPOT

# L'IMPOT, AU MUSEE!

## L'État des ouvriers et des paysans : un État bon marché



La révolution réalisera le seul réel impôt sur le capital, l'expropriation des capitalistes, et libérera l'humanité de ce monstrueux parasite, l'Etat bourgeois. (Viollet)

## Quand l'impôt et l'État seront au musée

Parce qu'il organise et régleme l'activité productive de millions d'hommes, qu'il prend sous sa coupe, une partie de plus en plus considérable de la vie sociale, l'Etat capitaliste actuel constitue « l'antichambre du socialisme » (Lénine).

En s'emparant du pouvoir politique, les travailleurs franchiront le pas : redonner à la communauté des producteurs ce qui n'appartient qu'à elle ; rendre collective, publique, la propriété des moyens de production, les usines, les moyens de transport, etc.

En expropriant les capitalistes, les travailleurs réaliseront la plus efficace, la plus radicale forme d'imposition qui soit. Juste retour des choses, après tout, que ce transfert de richesses des coffres de la bourgeoisie dans les mains de la communauté des travailleurs !

L'Etat ouvrier constituera d'emblée un puissant levier, qui permettra d'intervenir consciemment dans la production et de mettre fin à l'anarchie de la production capitaliste. Car la société disposera enfin d'un instrument de direction centralisée capable d'intervenir dans tous les secteurs de la production et de la distribution, de coordonner les différents aspects de l'activité sociale.

Et désormais, c'est à l'ensemble des travailleurs qu'il appartiendra de déterminer les options et les objectifs que se fixe la collectivité, dans le cadre de la répartition planifiée du revenu public. Trouver le bon rapport entre les branches de la production, entre les investissements productifs et la consommation, entre la répartition sous forme de salaire et sous la forme de prestations sociales gratuites, là résidera tout « l'art de la planification ».

Mais, dès le moment où tout l'appareil productif est placé sous la direction de l'Etat ouvrier, celui-ci dégagera les ressources en prélevant directement sur les entreprises, sur les lieux où se crée l'essentiel de la richesse sociale. Et non en pillant et en mettant en coupe réglée la population laborieuse et les individus.

Dans le régime de la démocratie ouvrière, chaque individu, chaque groupe social deviendra un agent économique actif qui travaillera, certes, mais aussi effectuera des tâches d'enregistrement, de contrôle, de gestion.

Et la contribution des citoyens ne sera plus une charge imposée mais une participation volontaire, voire enthousiaste, de chacun aux tâches sociales, une participation au travail directement productif, mais aussi à la gestion des affaires communes.

Et cette contribution-là ne sera pas seulement un apport pour la société mais une source d'épanouissement pour chaque citoyen.

Avec le développement de la productivité du travail, l'accroissement du bien-être, des loisirs, des possibilités de se cultiver, la prise en charge de tous les domaines de la vie sociale par les citoyens se fera plus complète. A ce stade, où les hommes n'auront plus qu'à assurer la gestion consciente des affaires communes, chacun donnera selon ses capacités, et la collectivité satisfera tous les besoins de ses membres.

Alors, il n'y aura nulle nécessité de contrainte ou de restriction, de gendarme et d'Etat. Les hommes perdront jusqu'au souvenir de cette vieilleries barbare : l'impôt.

C'est un comble que les travailleurs et les petites gens aient à entretenir l'Etat bourgeois, cet appareil monstrueux qui dévore actuellement de 1/5 à 1/4 des ressources des pays occidentaux.

Car si cet Etat est une excroissance monstrueuse, s'il est coupé de la population laborieuse, c'est parce qu'il est dans sa nature même d'exclure toujours plus des affaires de la société les travailleurs et de garantir la domination d'une minorité toujours plus réduite de capitalistes sur une majorité toujours plus large de travailleurs.

Les paysans, les commerçants et artisans souffrent comme les travailleurs salariés de l'oppression de l'Etat. Mais seule la classe ouvrière, parce qu'elle ne possède rien à elle, parce qu'elle n'a rien à cacher, peut débarrasser toutes les classes laborieuses de cet Etat bourgeois hors de prix et lui substituer un Etat infiniment moins coûteux, l'Etat des travailleurs.

Dans un tel Etat, les tâches administratives seraient simplifiées au maximum, ce qui permettrait de réduire énormément cette bureaucratie paperassière et pléthorique. Quelle immense épargne ce serait que la gestion directe de ses affaires par la population elle-même ! Et, ne bénéficiant pas de privilèges matériels par rapport aux citoyens qu'ils représentent, les fonctionnaires d'un tel Etat, élus et révocables, coûteraient infiniment moins cher à la société que la caste des politiciens professionnels et des bureaucrates qui tient aujourd'hui le haut du pavé.

Cet Etat, placé sous le contrôle des travailleurs, serait une véritable maison de verre, un Etat propre, honnête, soucieux d'éviter le gaspillage des deniers publics, et non cette écœurante mangeoire à laquelle s'engraissent, dans le mystère des cabinets, politiciens et hommes d'affaires véreux à la de Broglie.

La police ? N'est-il pas possible d'économiser une énorme partie des 7 milliards avoués qu'elle représente dans le budget de 1974 et qui sont employés à payer des dizaines de milliers de policiers à ne rien faire... sinon à matraquer des manifestants ou expulser des grévistes ? Bien sûr que si : il suffirait que le maintien de l'ordre soit confié à des habitants de chaque quartier, organisés à tour de rôle dans la milice locale.

La justice ? Pourquoi faire les frais d'une foule de magistrats méprisants et hautains ? Pourquoi ne pourrait-elle pas être rendue par des citoyens élus ?

L'armée ? Il serait tout à fait avantageux de débarrasser la société de l'armée des généraux, d'officiers et de mercenaires, cette armée qui est un vrai gouffre. Pour entretenir 600 000 militaires, l'Etat dépense presque autant que pour instruire 12 millions d'enfants d'âge scolaire. Il suffirait de remplacer l'actuelle armée par la population en armes, s'exerçant et s'entraînant sur les lieux de travail et d'habitation à défendre ses intérêts.

Utopie. nous dira-t-on peut-être. Eh bien non. La Commune de Paris en 1871, les Soviets ouvriers et paysans en 1917 ont démontré qu'un tel type d'Etat, instrument des humbles et des opprimés, pouvait voir le jour : un Etat bon marché parce qu'il était l'Etat des travailleurs eux-mêmes.

Et à l'avènement d'un tel Etat, tous ceux qui vivent de leur travail, toutes les petites gens auraient, eux aussi, à gagner.

## Le PS et le PC à la recherche de la fiscalité « démocratique »

En matière d'impôts, le Programme commun est un catalogue de vœux pieux, de mesures vagues, dont les délais d'application ne sont pas fixés. Pour la population laborieuse, « une réforme du quotient familial sera entreprise », « on assurera un traitement plus favorable pour les salaires, traitements et pensions que pour les autres revenus », « sur certains produits de première nécessité, la TVA sera supprimée... ».

Quant aux capitalistes et autres parasites, ils n'ont pas à trembler, même si « on relèvera la progressivité du barème pour les revenus élevés », si « l'impôt des profits réels des sociétés sera accru », si « un nouvel impôt annuel, progressif et à faible taux, sera institué sur le capital des sociétés... ».

Ces mesures ne sont pas plus radicales que les allègements fiscaux pour les bas salaires proposés par Messmer en 1973 ou que l'impôt sur le capital des gaullistes. Il n'est pas question dans le Programme commun de cette simple mesure de justice fiscale qui serait la suppression de l'impôt sur le salaire.

D'ailleurs, même ces réformes n'ont aucune chance d'être appliquées. Marchais a prévenu les capitalistes qu'ils pourront faire face à leurs charges nouvelles « grâce à la croissance de l'économie ». Mais comme, en fait de croissance, la seule que nous voyons est celle de la crise, les capitalistes ne pourront pas « faire de bénéfice pour payer les impôts ». Alors, que fera Marchais ? Eh bien, il fera payer les salariés.

Mais aussi, le PS et le PC, au gouvernement, ne voulant pas s'attaquer au patronat et à l'Etat, ne manqueront pas de recourir à la démagogie anti-petits commerçants et de multiplier contre eux impôts, taxes, contrôles. Une telle politique, dressant la petite bourgeoisie contre la classe ouvrière, serait criminelle.



# Après la tentative d'attentat, les réactions à l'usine

119 voitures Renault piégées sur un parking de Flins, dans la nuit du samedi 26 mars au dimanche 27 — un câble électrique courait d'une voiture à l'autre relié dans chaque réservoir à un sachet de poudre noire et à une ampoule de flash. Cette tentative d'attentat a soulevé quelques discussions dans l'usine, les lundi et mardi suivants.

Dans un tract diffusé mardi 29 mars, sous le titre « A qui cela profite ? », la CGT penchait sans plus d'explication pour la thèse de la provocation.

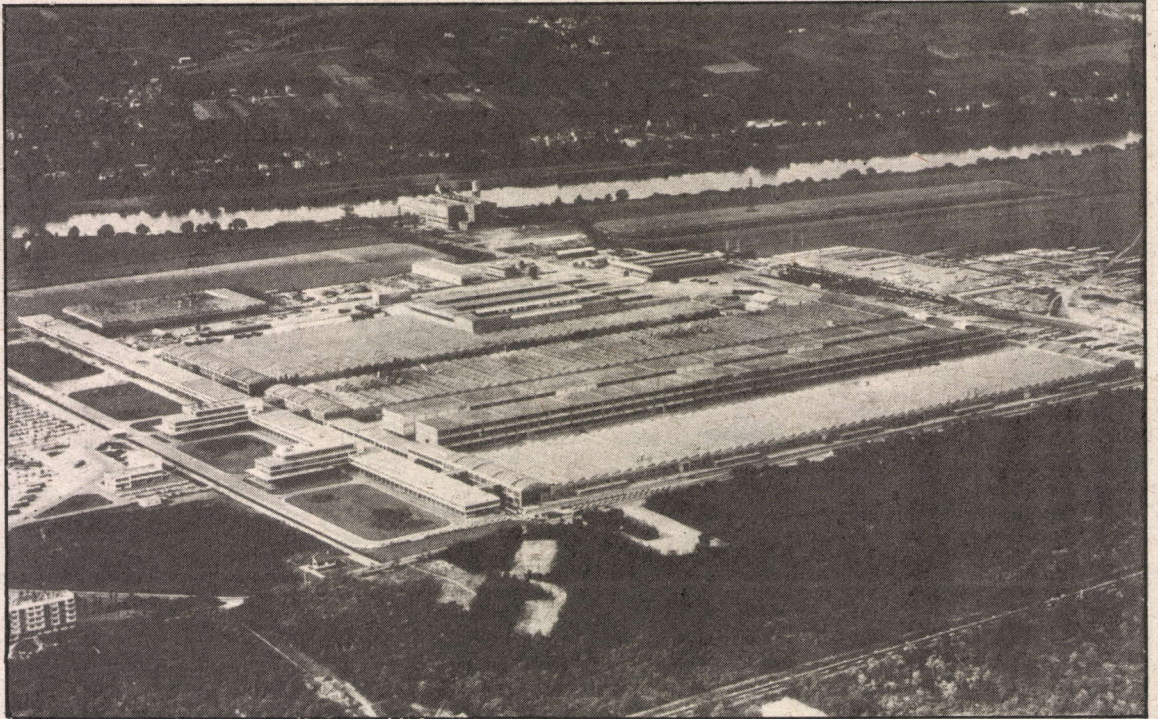
Il est vrai que pour mettre en place cette tentative de sabotage, une dizaine de personnes, des « spécialistes » d'après la police, ont dû travailler plusieurs heures sans être inquiétés. Il est vrai également que ces « spécialistes » n'avaient pas prévu qu'il y avait trop peu d'essence pour que les voitures s'enflamment. Il est vrai enfin que l'attentat a été revendiqué, bien tardivement auprès de la presse, par un correspondant qui prétendait parler

au nom du groupe responsable, quelques jours plus tôt, de l'exécution de Tramoni, le meurtrier de Pierre Overney.

Mardi, à Flins, presque personne ne savait que l'attentat avait été revendiqué. Dans les discussions, la thèse de la provocation n'en était pas retenue pour autant. C'est l'aspect technique des choses qui a surtout frappé et surpris bien des ouvriers et dans leur écrasante majorité, les travailleurs désapprouvaient l'attentat.

Et en effet, ce genre d'action, où un groupe restreint d'individus tient à tout prix à remplacer l'activité consciente de la classe ouvrière par ses propres coups d'éclats, risque tout aussi bien de se retourner contre les travailleurs eux-mêmes, et la direction peut très bien saisir le prétexte pour organiser, dans l'usine, la chasse aux militants ouvriers.

Bref, un attentat manqué, mais aussi un acte tout à fait étranger à la mentalité et aux méthodes ouvrières.



Les usines Renault de Flins.

## METALLURGIE

# Les bisbilles des fédérations CGT et CFDT

La rencontre qui devait avoir lieu lundi 28 mars entre les dirigeants de la CGT et de la CFDT a été ajournée à la suite d'un désaccord sur les journées d'action, en particulier celle prévue dans la métallurgie, et annoncée par la CGT pour le 14 avril.

La CFDT métallurgie critique pour sa part ces journées d'action considérant qu'il est nécessaire qu'elles soient organisées par la base et débouchent sur des actions de l'ensemble des travailleurs. Certes, une telle critique est juste mais elle ne suffit pas à donner aux travailleurs les moyens d'entreprendre une lutte efficace contre le plan Barre, contre l'austérité qui touche de plus en plus gravement l'en-

semble de la classe ouvrière.

Et il faut dire que ces désaccords tombent à point tant pour la CGT que pour la CFDT, car ils vont leur permettre de justifier leur apathie et de faire retomber la faute des échecs de ces actions sur la centrale concurrente.

Pourtant, il y a peu, les deux secrétaires confédéraux avaient lancé des petites phrases où certains avaient entrevu une prétendue volonté de relancer l'action. Maire n'avait-il pas laissé entendre qu'il serait suicidaire de ne rien faire après les municipales, et Séguin n'avait-il pas affirmé que « le ton est à l'action et non à on ne sait quelle circonstance ».

Mais en guise d'action, ce que réservent les centrales syndicales après la trêve électorale, c'est soit un retour aux sempiternelles journées d'action qui divisent et éparpillent les forces des travailleurs, soit l'inaction.

Pour lutter contre l'austérité, pour vaincre le plan Barre, les travailleurs ne peuvent donc en aucun cas compter sur les Maires et autres Séguin car ni l'un ni l'autre ne propose un programme et des actions qui rendent la classe ouvrière confiante en ses forces et permettent au réel mécontentement qui existe, aujourd'hui, dans les entreprises de pouvoir s'exprimer.

Georges LATTIER

## JEUMONT-SCHNEIDER (Lyon)

# Les débrayages n'ont pas suffi

Après plus de trois semaines de débrayages, nous avons décidé d'arrêter notre mouvement alors que certains d'entre nous ont perdu jusqu'à 60 heures de salaires. Nous n'avons pas obtenu satisfaction sur nos revendications. Au départ, les ateliers de montage demandaient : 400 F pour tous et 3 % d'augmentation de la prime d'équipe. Notre mouvement de grève, allant de une à trois heures par jour suivant les ateliers, s'est un peu étendu mais restait malgré tout minoritaire et certains parmi les grévistes étaient découragés.

Il faut dire que les bureaucrates qui dirigent la CGT ont tout fait pour nous écœurer même s'ils prétendaient se mettre « résolument » à la tête du mouvement. Par exemple, pratiquement tous les arrêts de travail

se faisaient sans mot d'ordre venant du syndicat et aucune information n'était faite pour que tous les travailleurs sachent où nous en étions.

La direction de son côté a fermé le dossier en disant qu'elle ne peut rien faire pour l'ensemble des salaires de l'entreprise de Lyon. Elle estime avoir fait un gros effort en accordant le 23 mars, après 15 jours de débrayages, une mini-augmentation. Celle-ci varie de 0,08 à 0,50 francs de l'heure et touche uniquement les PI. La réaction a été unanime : « Une aumône, nous n'en voulons pas ! Pourquoi les OS n'ont-ils rien eu ? ». Mais beaucoup d'entre nous étaient démoralisés et nous n'avions plus de perspectives. Certains même n'espéraient plus faire céder la direction.

Cet état d'esprit après trois semaines de grèves, nous le devons à quoi ? A la forme d'action d'une part : une heure ou trois de débrayage tous les jours, cela n'est pas suffisant pour faire céder le patron et cela nous épuise nous-mêmes. Aux dirigeants syndicaux d'autre part, qui ne nous offrent comme perspectives que de tenir jusqu'à la journée nationale d'action du 14 avril. Nous devons tirer les conclusions de cette expérience : des débrayages, cela ne mène à rien, si nous voulons imposer une augmentation substantielle des salaires, c'est une grève importante qu'il faut faire. Mais alors, c'est à nous-mêmes de l'organiser, il ne faut pas compter sur les dirigeants de la CGT qui nous ont bien montré à quel point ils y étaient hostiles.

## L'USINE CAZENEUVE A SAINT-DENIS

### Évacuée par les CRS

Les travailleurs de l'usine Cazeneuve, fabrique de machines-outils à Saint-Denis qui étaient en grève depuis le 20 décembre, ont été expulsés par les CRS mardi 29 mars à l'aube.

La grève dans cette usine avait commencé à la suite de l'annonce par la direction du licenciement pour raisons économiques des 450 travailleurs qui y travaillent.

Dès l'intervention des flics,

la CGT s'est mobilisée et est intervenue dans toutes les entreprises de Saint-Denis pour appeler à une manifestation l'après-midi. Manifestation où plusieurs centaines de travailleurs des entreprises environnantes ont participé, montrant ainsi leur hostilité à l'intervention policière.

A défaut d'éliminer le chômage, le gouvernement a une fois de plus montré sa capacité à réprimer les travailleurs.

## PITIE-SALPETRIERE (PARIS-12<sup>e</sup>)

### UNE INCONSCIENCE CRIMINELLE

Cela fait maintenant un mois que des travaux ont été entrepris dans les anciens logements des élèves-infirmières. Ces travaux vont bon train puisque, quotidiennement, dégringolent depuis les étages des vitres cassées, des pierres, etc., dans la cour de la garderie située juste en dessous.

En effet, aussi incroyable que cela paraisse, aucune mesure de protection n'a été prise pour empêcher les gra-

vats de tomber dans cette cour où jouent les enfants du personnel.

Il ne viendrait certainement pas à l'idée de ces messieurs de la direction de passer le long d'un bâtiment en démolition ou même d'y garer leurs voitures. Mais pour eux la sécurité d'un enfant exige-t-elle moins de précautions ?

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière de l'hôpital Pitié-Salpêtrière (Paris).

## EDOUARD-HERRIOT (Lyon)

### DES ECONOMIES SCANDALEUSES

Des grands malades ayant besoin de soins réguliers et fréquents à l'hôpital prennent des taxis pour leur transport ; en effet, ces malades ne nécessitent pas l'usage d'une ambulance mais ne peuvent pas utiliser les transports en commun vu leur état de santé.

Jusqu'à présent, ils étaient pris en charge par la Sécurité sociale qui remboursait directement les chauffeurs de taxi pour les transports effectués ; aussi les malades n'avançaient-ils pas d'argent.

Depuis quelques mois, la Sécurité sociale refuse ces remboursements, si bien que les chauffeurs exigent le paiement

immédiat des trajets par le malade, ces trajets pouvant dépasser largement les limites de la ville de Lyon.

Le résultat est que le malade aux revenus modestes est obligé d'utiliser les transports en commun puisqu'il ne peut pas avancer l'argent, alors que son état de santé ne le lui permet pas.

Est-ce la dernière solution trouvée par le gouvernement pour combler le déficit de la Sécurité sociale sur le dos des malades ?

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière de l'hôpital Edouard-Herriot de Lyon.



## Deux jours de grève

Les 800 ouvriers des ateliers de Dassault-Saint-Cloud ont fait grève un peu plus de deux jours pour faire supprimer un avertissement écrit infligé à un délégué CGT.

Le vendredi 18 mars, ce délégué connu pour ses idées révolutionnaires s'est fait invectivé

par le chef de fabrication et deux gardiens parce qu'il distribuait des tracts syndicaux à l'atelier, ce qui se fait couramment à l'usine. Mais non content de l'avoir pris à partie, le chef de fabrication lui donne le lundi soir un avertissement écrit pour diffusion « interdite ».

Dès qu'ils apprennent cela, les ouvriers de l'atelier des machines cessent spontanément le travail et sont immédiatement rejoints par la moitié de l'usine. Devant cette colère ainsi manifestée, la CGT généralise elle-même la grève, avant que les ouvriers ne le fassent eux-mêmes, procla-

mant que le mouvement de grève doit continuer jusqu'au retrait de la sanction.

Le lendemain, dans son bureau, le chef de fabrication se trouve pris au piège par les ouvriers venus lui dire ses quatre vérités. Mais il est « délivré » par les délégués de la CGT qui viennent

eux discuter de façon plus calme, sans les ouvriers.

Le mercredi, le directeur retire l'avertissement écrit pour le transformer en avertissement oral. C'est là un recul net qui ne peut qu'encourager les ouvriers venus se faire respecter.

SNCF  
(Juvisy)

## ... Les syndicats laissent faire

Un agent de manœuvre vient d'être licencié au triage de Juvisy, parce qu'il ne portait pas de casque de sécurité.

Licencier pour un tel motif ne s'est jamais vu à la SNCF. Cela est d'autant plus énorme qu'à longueur d'année la direction n'applique pas les règles de sécurité les plus élémentaires.

En fait, le directeur de la région l'a avoué, l'absence de casque est un prétexte. Ce que le chef de gare n'avait pas digéré, c'est que

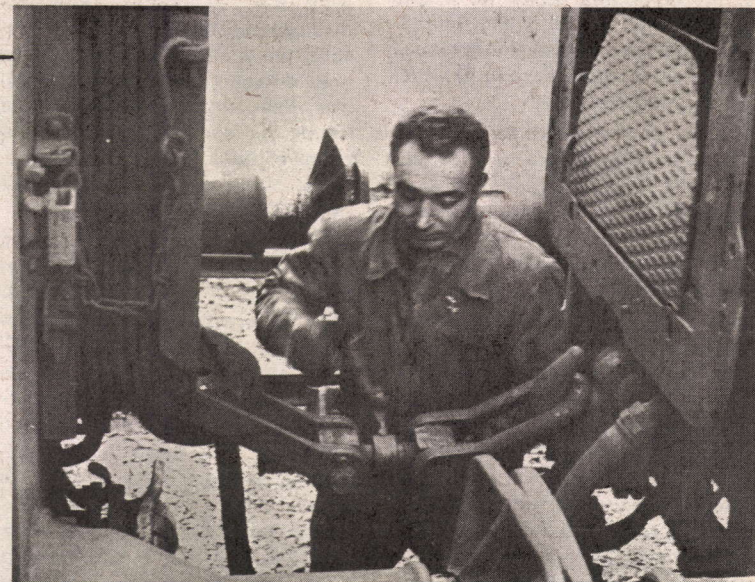
ce travailleur avait pris des congés qu'on ne cessait de lui refuser.

Dès qu'ils ont appris le licenciement, spontanément, les cheminots du triage se sont mis en grève et se sont dirigés sur le bureau du chef de gare. Mais à 20 heures, la CGT et la CFDT appellent l'équipe de nuit à aller au travail, et proposent... une pétition et la grève du zèle. Dans la soirée, ils diffusent un tract

— catalogue de revendications, où l'on trouve tout ce que l'on veut, mais pas le moindre mot sur notre camarade! — En agissant ainsi, les syndicats n'ont fait que démobiliser ceux qui avaient envie de riposter.

Ce qui prouve une fois de plus, que si nous voulons nous opposer aux attaques de la direction, il nous faudra si nécessaire, passer outre l'inaction des syndicats.

Correspondant LO.



EDF

## La direction veut moderniser ses installations... ... au moindre coût pour elle

A Paris, la direction a décidé de bouleverser complètement la structure des centres administratifs. Elle veut, en l'espace de deux ans, faire éclater tous les services liés à la facturation et la gestion des abonnés EGF vers les agences.

Jusqu'à présent, les agences se contentaient de réceptionner la clientèle. Dans le cadre des futures réformes de structure, ces

agences seront équipées de téléscripteurs. Ces appareils seront liés à un ordinateur qui gardera en mémoire toutes les informations des abonnements électriques et gaz.

Avec cette nouvelle organisation, la population a des chances d'être servie plus rapidement. Les résiliations de contrat n'attendront plus des mois avant d'être traitées, les petites inter-

ventions chez l'abonné se feront plus vite.

Mais le problème est que ces agences ne sont absolument pas prévues pour accueillir le double de personnel et l'équipement prévu (téléscripteurs, imprimantes). Le personnel se pose donc beaucoup de questions sur les conditions de travail qui les attendent dans ces futures agences. D'autant que là où cette nouvelle technique a déjà été appliquée, les

employés travaillent dans des conditions malsaines (bruit, chaleur, entassement).

D'autre part, l'introduction de l'informatique nécessite la formation de dizaines d'employés et pour cela la direction ne prévoit absolument pas d'embaucher du personnel supplémentaire pour faire face aux charges accrues de travail. Ainsi, à l'unité Paris-Ouest (15°), plus de 17 000 dossiers d'abonnés attendent d'être

traités. Des centaines de remboursements ne sont pas faits, faute de personnel.

Alors, à l'unité Paris-Ouest, le personnel s'est réuni sur les lieux de travail. Dans tous les services, il a exprimé son refus de perdre sa santé pour les profits de la direction. Que celle-ci modernise ses installations, c'est son problème, mais les employés de l'EDF ne veulent pas que cela se fasse sur leur dos.

Berliet  
(Lyon-Vénissieux)

## La direction se donne les moyens de sa politique

Lors d'une réunion avec les organisations syndicales, la direction des usines Berliet a annoncé de nouvelles dispositions dans le cas où des mutations entraînent une réduction de rémunération.

Ces nouvelles dispositions, que

la direction présente comme une amélioration, doivent lui permettre au contraire de licencier plus facilement.

En effet, auparavant, en cas de mutation, l'ouvrier conservait son salaire initial pendant 3 à 5 mois, puis, passé cette période,

il recevait une indemnité dégressive pendant 5 à 8 mois. Mais, à aucun moment, il ne pouvait être licencié.

Maintenant, le travailleur muté devra d'abord effectuer une période de 3 mois au cours de laquelle il continuera à percevoir son salaire à 100 %. Si l'essai est

« concluant », il touchera alors une indemnité compensant sa perte de salaire sur un an. Mais si la période n'est pas « concluante », l'ouvrier doit recommencer un nouvel essai de 3 mois. Et, cette fois, en cas d'échec, c'est le licenciement pour motif économique !

Le but de ces modifications en cas de mutation est donc très clair. Il s'agit pour la direction de se donner les moyens de licencier.

Voilà comment, chez Berliet, on restructure !

Correspondant LO.

CHU-Purpan  
(Toulouse)

## Le manque de personnel à BRR

Le bloc de réanimation d'urgence du CHU de Purpan offre un exemple bien caractéristique des problèmes qui se posent par manque de personnel dans les hôpitaux de Toulouse.

Le BRR est un service de pointe, tant par la compétence de l'équipe soignante que par la haute technicité des soins qui y sont pratiqués.

Il nous faut au moins un an pour nous familiariser avec le matériel très perfectionné que nous

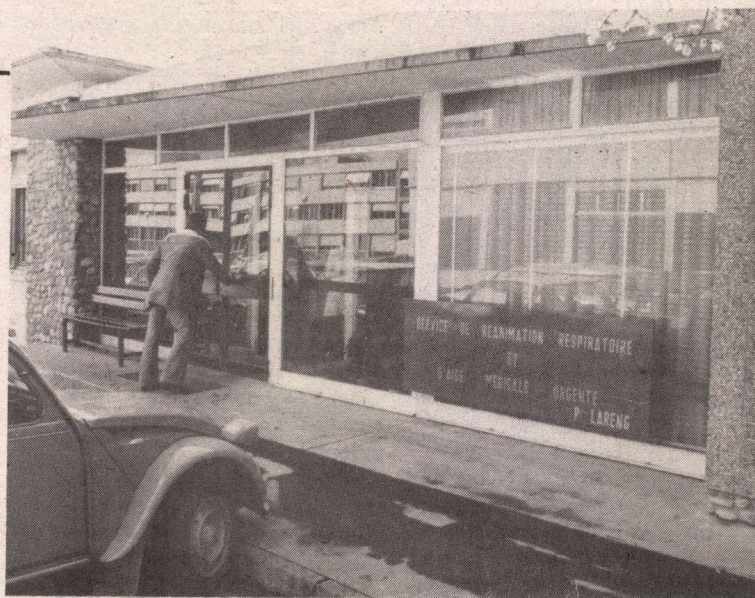
devons manipuler. C'est pourquoi d'ailleurs les infirmières du bloc demandent une formation spécialisée avec une qualification correspondante.

Mais le personnel est insuffisant, si bien que les infirmières doivent, en moyenne, faire chaque jour une demi-heure supplémentaire, qui vient s'ajouter à une journée particulièrement fatigante.

Dans ces conditions, il n'est

pas étonnant que beaucoup d'infirmières demandent leur mutation : aussi cette année au bloc, 14 d'entre elles sur 23, sont parties.

Et ce grand nombre de départ ne peut qu'avoir des conséquences néfastes sur la qualité des soins puisque c'est aux neuf infirmières restantes de former les 14 nouvelles tout en assurant le fonctionnement « normal » du service.





# ERICSSON MUTE ET LICENCIE

La direction des téléphones Ericsson, filiale Thomson depuis juin 1976, vient d'annoncer une série de mesures au Comité central d'entreprise du 24 mars :

— la mutation de tous les ateliers de Colombes à l'usine de Cergy-Pontoise (340 personnes mutées) ;

— le licenciement (baptisé « mise à la retraite ») des travail-

leurs de plus de 60 ans. Ceux-ci, au nombre de 140 environ, seraient mis au régime Assedic ;

— la mutation d'un nombre indéterminé des « improductifs » dans les usines du groupe Thomson.

L'annonce du départ à Cergy a suscité beaucoup de réactions. D'abord parce que les ouvrières de Colombes, qui se sont battues

contre le travail au rendement et ont obtenu sa suppression il y a deux ans, craignent d'être remises au rendement malgré les promesses de la direction. Ensuite à cause de l'allongement du temps de transport d'une heure et demie par jour, alors que beaucoup passent déjà plus de deux heures par jour dans les transports en commun. Enfin, l'usine de Cergy

est réputée pour ses mauvaises conditions de travail. C'est pourquoi notre réaction unanime a été : « Nous refusons d'aller à Cergy », et nous sommes allés nombreux le dire à la direction au cours de trois débrayages. Chacun d'entre nous a reçu un questionnaire sur les problèmes de transport, pour la mise en place de cars de Colombes à Cergy. La

quasi-totalité des travailleurs a refusé de le remplir en inscrivant : « Non à Cergy » et est allé les remettre collectivement au directeur, en débrayant à nouveau pendant la réunion mensuelle des délégués.

Quelle que soit l'issue de la lutte, il est probable que Ericsson aura du fil à retordre...

**Chausson-Chenard**  
(Gennevilliers)

## La direction annonce des dégraissages

La direction Chenard a annoncé qu'elle allait « dégraisser » la fabrication. L'usine travaille essentiellement pour le métro de Lyon et pour le machinisme agricole. Ni d'un côté ni de l'autre il n'y a de commande : la fermeture menace.

La direction parle pour l'instant

de mutations à Chausson, dont Chenard est une filiale. Mais Chausson c'est les cadences, les chaînes, les conditions de travail déplorables, les bas salaires. Et de toute façon, rien ne nous garantit qu'il ne s'agisse pas de licenciements déguisés. Les mutations, nous n'en voulons pas.

La CGT, largement majoritaire à l'usine, intervient sur le thème : « non au démantèlement, Chenard doit vivre ». Les responsables syndicaux proposent des solutions à la direction car, disent-ils, des marchés existent pour le Chenard. Ils s'ingénient à donner

des leçons de chauvinisme aux actionnaires.

La CGT a créé un Comité de lutte qui regroupe les travailleurs les plus combattifs, et elle a organisé des débrayages.

Mais en menant la lutte sur le terrain du chauvinisme, la CGT

ne donne pas les moyens aux travailleurs de ne pas faire les frais de la réorganisation. La solution, c'est de se payer sur le capital. Les millions que représentent Chenard sont le fruit de notre travail. Si la direction veut liquider l'usine, il faudra que nous récupérions cet argent.

**SNCF**  
(Dépôt Paris Sud-Ouest)

## Licenciement des stagiaires

Pour former des conducteurs de trains, la SNCF embauche des jeunes titulaires d'un CAP ou d'un BEPC. Après leur avoir fait passer des tests psychotechniques, elle les envoie en stage pour un an environ.

Les difficultés sont nombreuses pour les jeunes stagiaires. Il faut bien sûr acquérir la formation théorique et technique, mais en même temps se plier à la vie de roulant, sans horaire fixe, être disponible à tout moment pour le service, toujours parti de chez soi. En outre, la période de formation est entrecoupée d'envois

en atelier, où l'on nous utilise à nombre de travaux ayant peu de liens avec notre formation. Près de 50 % de jeunes stagiaires échouent régulièrement à l'examen final.

Jusqu'ici, les stagiaires qui échouaient étaient reclassés dans un autre service de la SNCF. Mais depuis peu, au dépôt de Paris Sud-Ouest, c'est le licenciement qui les guette. Il y a un mois et demi, cinq stagiaires ont été convoqués et, au vu de leurs résultats, ont été priés de « démissionner ». La chose est alors passée inaperçue et ces cama-

rades ont été mis à la porte en douceur.

« Le marché du travail permet de sélectionner, il faut donc en profiter », tel est l'avis ouvertement exprimé par le chef de dépôt.

Un sixième stagiaire vient à son tour de recevoir un préavis de licenciement. Il a refusé de se laisser faire. Les syndicats ont été alertés et l'indignation est grande parmi le personnel. Cette fois, les choses risquent de ne pas se passer aussi facilement pour la direction.

Correspondant LO.



**RNUR**  
(Billancourt)

## Interdit d'être malade

La direction continue sa « normalisation » pour éliminer les ouvriers malades qu'elle juge improductifs.

Encore cette semaine, dans divers ateliers, des cas sont venus s'ajouter à la liste déjà longue

des travailleurs licenciés pour le seul tort d'avoir été trop souvent malades ces dernières années.

La direction l'a d'ailleurs annoncé elle-même : il y a bon an mal an plus d'une centaine d'ouvriers mis à la porte pour cette

raison.

Pour la direction, un travailleur n'a le choix qu'entre être bien portant et supporter des cadences pénibles, ou être malade et au chômage... et au surplus qualifié « d'improductif » après avoir

passé des années à l'atelier.

Les improductifs de la direction ne se sentent même pas gênés !

Extrait du bulletin LO, RNUR Billancourt.



**SKF**  
(Ivry)

## Non au médecin-flic

Une fois de plus, un travailleur a eu un avertissement parce qu'il a refusé de faire entrer chez lui pour auscultation le médecin-flic de la Securex. Ce camarade a été arrêté en accident du travail par le médecin-conseil de la Sécurité sociale.

Pour la SKF, tout travailleur qui s'arrête en maladie ou en accident du travail est soupçonné d'être un tire-au-flanc. Sous prétexte qu'elle rembourse une partie de ces arrêts, la direction s'arroge le droit d'exercer une surveillance sur les travailleurs.

C'est inadmissible et c'est même illégal. Nous avons déjà les médecins de la Sécurité sociale, même eux n'ont pas pour fonction de nous ausculter (cela, c'est le travail de notre médecin), alors la Securex n'a aucun droit dans ce domaine.

Ces gens-là sont envoyés par le patron pour faire pression sur nous, c'est du chantage, ne nous laissons pas faire.

Extrait du bulletin LO, SKF, Ivry.



## SACILOR : des jeunes de CET en lutte contre le chômage

Dans la semaine qui a précédé les vacances de Pâques, les quatre CET privés de Sacilor se sont mis en grève.

C'est la première fois qu'un tel mouvement se développe sur ces CET où jusqu'à présent chacun était assuré de trouver une place à l'usine en sortant à condition de se montrer docile durant les trois années de préparation du CAP.

Mais cette année tout a changé avec les 20.000 suppressions d'emplois prévues dans la Sidérurgie. Ces CET n'intéressent plus Sacilor, elle envisage de les fermer dans les années qui viennent et elle a déjà envoyé une lettre à chacun des élèves pour les avertir qu'il n'est plus

question de les embaucher à l'usine à la sortie ; elle leur propose à la place d'aller faire leur service militaire sans leur donner pour autant la garantie qu'ils seront embauchés au retour du service. L'armée ou le chômage, voilà tout ce que l'on propose aux jeunes dans cette région où pourtant 50.000 travailleurs continuent à faire les trois tournées avec le système des quatre équipes, c'est-à-dire sept nuits ou sept après-midi ou sept matins de suite avant d'avoir un jour de repos. La mise sur pieds d'une cinquième équipe permettrait de réduire les horaires et de dégager du même coup 10.000 emplois supplémentaires, mais cette solution, bien sûr, Sacilor

n'en veut pas.

Alors face à cette perspective de se retrouver chômeur dans quelques mois, avec leur CAP en poche, les jeunes de CET sont partis en lutte : ceux du CET d'Hagondange d'abord, puis ceux de Florange, de Knutange et de Froicourt. Ils ont rédigé des tracts qu'ils sont allés diffuser ensuite aux portes de Sacilor, ils sont intervenus sur des marchés avec des panneaux expliquant les raisons de leur grève. Partout l'accueil a été favorable vu que le problème de l'emploi concerne tout le monde dans la région et si beaucoup de travailleurs ne voient pas trop comment se battre contre les licenciements, ils

étaient contents de voir que les jeunes au moins n'acceptent pas le sort qu'on leur réserve.

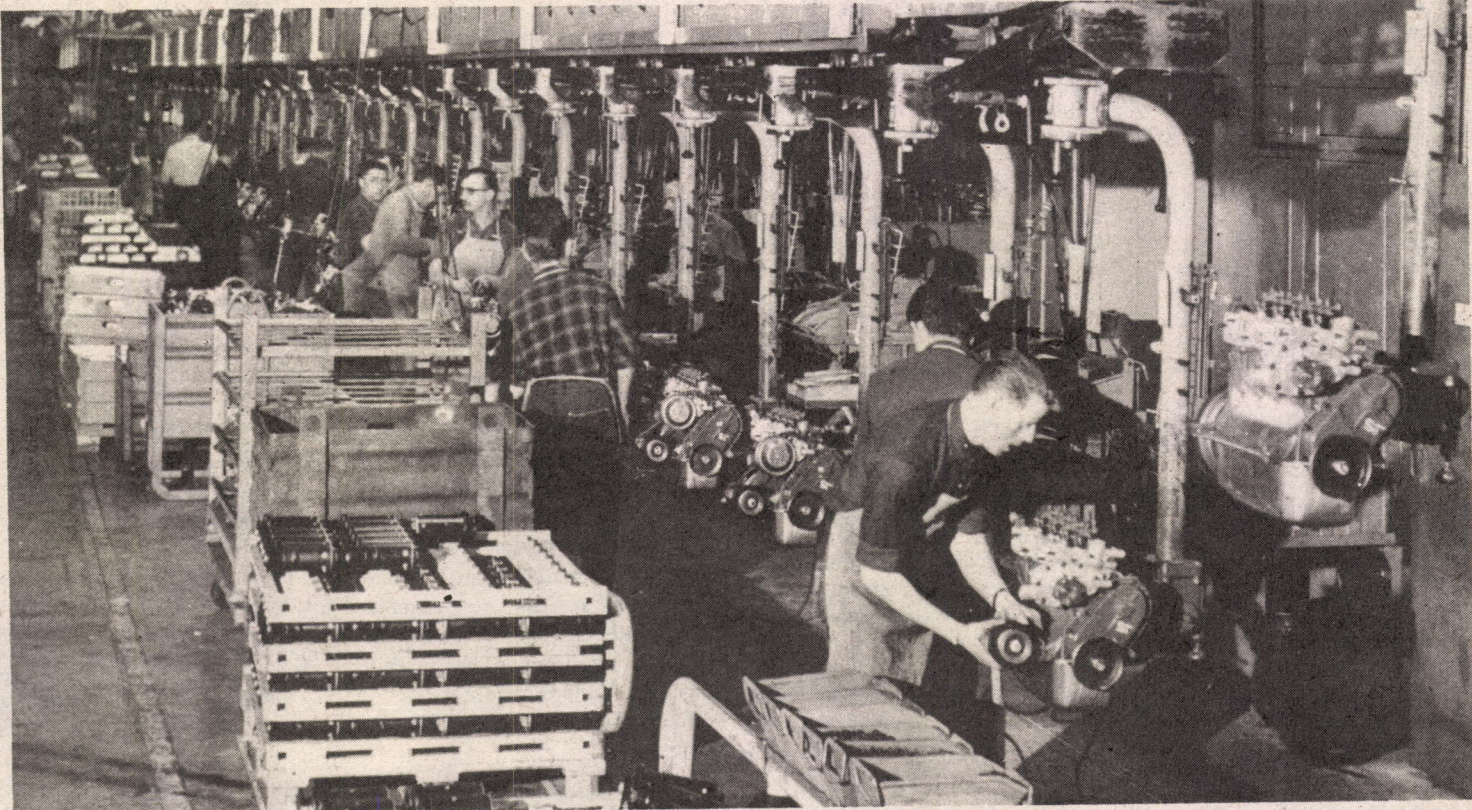
Une manifestation à Thionville a regroupé deux cents collégiens avec leurs propres banderoles, leur propre service d'ordre, derrière le cortège des travailleurs d'Usinor. L'ambiance était chaude et lorsque les syndicats ont refusé la parole aux représentants des CET, des protestations se sont élevées et les collégiens, qui en avaient assez d'attendre le retour de la délégation au préfet, ont continué tout seuls la manifestation à travers les rues de Thionville malgré les représentants syndicaux qui criaient « arrêtez, ce n'est pas prévu ».

Le problème est maintenant de savoir ce qu'il va advenir du mouvement à la rentrée des vacances de Pâques. La coordination mise en place par les syndicats a nettement manifesté l'intention d'y mettre fin pour le remplacer par des petites délégations au préfet ou au recteur « vous avez vos CAP à préparer, il faut être responsable », c'est avec ces mots que la CFDT a essayé de faire reprendre les cours dès mercredi au CET de Florange mais une autre coordination s'est mise sur pied regroupant les collégiens qui ne veulent pas voir enterrer leur mouvement si vite.

Correspondant Metz



# LA LUTTE CONTRE LES CADENCES



Les problèmes de cadences, des temps imposés, des gammes de production, est un problème général auquel dans toutes les entreprises, des travailleurs se trouvent confrontés.

La rationalisation du travail telle que l'entendent les capitalistes, c'est-à-dire la recherche du profit maximum, c'est l'aliénation pour les travailleurs.

La lutte contre les cadences, contre les normes de production poussées à l'extrême est toujours à l'ordre du jour. Voici un exemple de la façon dont elle se mène dans une des plus grandes entreprises de ce pays.

## UN EXEMPLE : RENAULT, DANS L'ILE SEGUIN.

A Billancourt, récemment, la baisse de production des R 6 d'une cinquantaine de voitures a entraîné un renvoi d'une centaine d'intérimaires, mais les cadences sont toujours aussi effrénées pour ceux qui restent « en fixe » à la Régie Renault. Organiser la lutte contre les

cadences n'est pas chose facile. Dès qu'une délégation va protester auprès de la maîtrise, celle-ci sort ses « temps de gamme » et se lance dans des calculs savants auxquels les travailleurs ne comprennent rien la plupart du temps.

Car à la Régie, comme d'ailleurs dans presque toutes les grosses entreprises où il y a du travail à la chaîne, les temps ne sont plus faits sur le tas par un chronométrateur jugeant chronomètre en main l'allure de l'ouvrier, ils sont calculés en « laboratoire » d'après les méthodes des temps prédéterminés.

## CALCUL DES TEMPS SUR CHAÎNE.

Il existe à l'heure actuelle plusieurs méthodes de calcul dans le monde. A la Régie Renault, il semble que c'est le MTM (Movement Time Measurement) qui est utilisé.

A l'aide des tables de temps, les spécialistes des méthodes recomposent tous les gestes

nécessaires aux différentes opérations de la fabrication d'une voiture. Ils établissent aussi des gammes opératoires pour chaque atelier : tôlerie, peinture, ponçage, sellerie, mécanique, finition, etc.

Il ne reste plus à la maîtrise de chaque atelier que de procéder à l'implantation, c'est-à-dire au découpage des différentes opérations en fonction du nombre de véhicules à faire et de déterminer « l'engagement » (ou charge de travail) de chaque ouvrier. Dans cet engagement entre en ligne de compte pour quelques centièmes de minutes la pénibilité du poste (mauvaise posture, travail au solvant...), le repos physiologique, divers aléas... la médecine du travail étant là pour faire croire que l'on a pensé au facteur humain !

A la sortie d'un nouveau modèle, les engagements non encore rodés peuvent tourner autour de 80 %. Mais plus la voiture « vieillit » et plus les

engagements se rapprochent de 100 %, limite théorique à ne pas dépasser. Ainsi pour la 4 L à Billancourt, les engagements tournent autour de 95 % (de nombreux postes étant à 98, 99 %...) seules des raisons techniques : difficultés de répartition du travail, installation, approvisionnement empêchant la direction d'aller plus loin dans la chasse aux temps morts.

Car toutes ces études scientifiques n'ont qu'un but, laisser le moins de temps mort à l'ouvrier. Transformer ces derniers en robots, en machines.

Les spécialistes prétendent que les temps sur chaînes sont « normaux ». Il n'empêche qu'il faut un temps d'adaptation d'au moins un mois pour arriver à faire un poste avec facilité, c'est-à-dire en enchaînant les différents gestes sans y penser, automatiquement. A chaque changement d'implantation, il faut une nouvelle période d'adaptation à l'ouvrier qui fait une nouvelle opération.

## LA LUTTE DES TRAVAILLEURS CONTRE LES CADENCES.

La lutte contre les cadences est rendue plus difficile du fait que chacun réalise une opération différente : montage du pavillon, de la planche de bord, des glaces, des bras, des roues... Alors c'est bien souvent la débrouille individuelle : coulage, refus d'une opération, etc... Il y a aussi parfois des réactions collectives des travailleurs qui se mettent en grève contre les cadences en général. Les revendications posées alors sont le plus souvent des temps de repos plus longs ou davantage de remplaçants sur un tronçon de chaîne. Satisfaction est parfois obtenue.

Si la lutte contre les cadences peut rencontrer quelques succès momentanés, elle doit être permanente tant que ce sont les patrons qui restent maîtres des décisions en ce qui concerne l'organisation du travail.

# ACCIDENTS

## Case tue

Mercredi 23 mars, à Vierzon, un cariste de la Case a eu un accident. Ecrasé sous le fenwick qu'il conduisait, il devait mourir le lendemain.

L'émotion a été grande et l'énorme majorité des ateliers à débrayé en signe de protestation. Bien entendu la direction cherche à se disculper et se retranche derrière une faute de conduite qu'aurait, d'après elle, commise notre camarade.

Pour nous, c'est la direction qui est totalement responsable. Conduire un fenwick à l'extérieur de l'usine dans une rue très passagère, endroit où s'est produit l'accident, est déjà dangereux. Mais imposer aux caristes des cadences folles à cause du manque de personnel est une cause de danger supplémentaire, sans compter le matériel vétuste, peu révisé, où les freins à main sont défectueux, où les roues ont du jeu.

Pour toutes ces raisons nous avons exprimé notre colère. La direction ne veut surtout pas qu'on parle de cet assassinat. Qu'elle ne compte pas sur nous. Au contraire nous ferons le maximum pour que cela se sache et que cela ne se reproduise plus.

## A Toulouse, un travailleur tué à l'APC

Samedi 26 mars, un travailleur de l'APC, à Toulouse, a eu un accident de travail. Il est mort lundi matin des suites de ses blessures.

Ce travailleur était sur une passerelle à dix mètres de hauteur. Le garde-fou qui aurait dû le protéger a cédé sous le poids et il a fait une chute mortelle. L'APC détient le triste record de toute la région en matière d'insécurité criminelle. Cela fait le septième travailleur qui est tué depuis 1971. Dans cette entreprise, tout le matériel est très vieux et date souvent d'avant la première guerre ; il n'est jamais vérifié, il n'y a aucun dispositif de sécurité et les explosions sont trop fréquentes... En avril 1976, un travailleur de l'atelier Urée a été tué par une explosion. Un autre travailleur est mort broyé au service I. En 1974, un travailleur s'est écrasé au fond d'une fosse à l'atelier AL. A l'atelier 4XB, en 1971, une explosion a fait un mort et quatre blessés graves.

Les travailleurs de cette entreprise en ont assez. Ils ont riposté par 24 heures de grève à l'annonce de la mort de leur camarade, et l'émotion a été forte.

Correspondant local.

## Brûlé pour cause de profits

Mercredi 23 mars, à 10 h 25, un ouvrier de Berliet Vénissieux a été transformé en torche vivante. L'accident s'est produit dans le secteur CD 4, où un bus, destiné à une foire exposition polonaise, subissait les derniers nettoyages des bavures de peinture.

Ce nettoyage était fait par plusieurs travailleurs avec un solvant très inflammable.

Alors qu'un ouvrier nettoyait le siège du chauffeur, une explosion s'est produite, et le bus s'est immédiatement embrasé. Tous les travailleurs ont pu s'échapper du bus, mais celui qui nettoyait le fauteuil du conducteur avait ses vêtements en flammes. Il a fallu le poursuivre dans l'atelier pour le rouler dans une couverture, mais il avait tout le bas du corps grièvement brûlé. Le bus a été mis sous scellés et une enquête a été demandée par le Parquet.

A cet accident s'est encore ajouté un autre fait scandaleux : il a fallu expédier le blessé par hélicoptère au service des grands brûlés de l'Hôtel Dieu de... Marseille, car les hôpitaux pourtant renommés de Lyon, n'avaient plus de places.

Correspondant L.O.

## Ne pas perdre sa vie à la gagner

Depuis 15 jours, 500 ouvriers de Renault Douai sont en grève contre les cadences infernales et les conditions de travail épuisantes.

Car, il y a 15 jours, à cause de ces cadences, un jeune ouvrier sur chaîne est mort d'épuisement. Il était malade et avait demandé sur ordre de son médecin traitant un poste « hors chaîne ». La direction avait refusé. Elle est directement responsable de sa mort.

Ce mépris pour la vie et la santé des travailleurs, on le trouve partout à la Régie, même s'il n'a pas toujours des conséquences aussi dramatiques. Combien y a-t-il de travailleurs qui, à cause d'une maladie ou d'une opération, sont obligés de faire des mois de démarches, d'apporter certificats sur certificats, pour convaincre médecin du travail et direction de les placer sur des postes moins durs ? Nous en connaissons tous.

Et nous savons qu'il ne faudra pas compter sur « la bonne volonté » de la direction pour améliorer la situation mais sur nous-mêmes.

Extrait du bulletin LO  
ANUR Bureaux.  
Billancourt.



FRANZ-OLIVIER GIESBERT

## François Mitterrand ou la tentation de l'Histoire



Mitterrand, à droite sur la photo, dans le gouvernement Laniel en 1953.

(AFP)

« Cet homme est un mystère », ainsi s'ouvre cette biographie de Mitterrand, et ainsi nous voilà en quelque sorte avertis. Car pour Franz-Olivier Giesbert, fasciné de toute évidence par son personnage, on ne peut rien comprendre à Mitterrand, si l'on ne sait pas qu'il est « plein de contradictions », « pragmatique », mais aussi « en recherche de transcendance », « libéral » mais autoritaire, poète mais rusé. Et les qualificatifs lyriques qui fleurissent sérieusement sous la plume du biographe sont fort utiles pour excuser — sous couvert d'expliquer — ce que pudiquement Giesbert appelle « les erreurs » de Mitterrand ou ses manœuvres politiciennes.

Ce livre est écrit par quelqu'un que l'on ne peut soupçonner d'être mal intentionné, compte tenu des sympathies qu'il affiche pour Mitterrand et des précautions qu'il prend pour aborder les nombreux moments peu reluisants de sa carrière.

Et pourtant il dessine assez nettement le personnage politique Mitterrand, ce soi-disant homme de gauche dont le PS et le PCF font aujourd'hui le chef de file de l'Union de la gauche : un aventurier de la politique, un carriériste qui joue la carte de la gauche comme d'autres jouent celle du gaullisme pour escalader les marches du pouvoir et qui, d'ailleurs, ne se gêne pas pour affirmer lui-même « J'ai le goût du pouvoir ».

Pour satisfaire cette ambition, l'opportuniste Mitterrand suit un itinéraire sinueux, allant du flirt

avec la droite et même l'extrême-droite jusqu'à l'Union de la gauche. Après avoir été, en 1946, élu député de la circonscription de Château-Chinon, sur un programme « banalement anticommuniste », parce que c'était « payant », Giesbert note « sans doctrine, juste avec quelques intuitions nobles et ardentes, il s'en est allé à la conquête de la IV<sup>e</sup> République. Un conquérant sans boussole, ça s'égare... ». Et Mitterrand de s'égarer dans les ministères ! Mais si dans toutes les pages relatant la carrière ministérielle de Mitterrand, onze fois ministre, Giesbert ne nous apprend rien de bien nouveau, ses efforts pour démontrer qu'à l'époque déjà, Mitterrand n'était rien d'autre qu'un socialiste qui s'ignorait ne manquent pas de sel.

Au cours de la guerre d'Algérie en particulier, les tortures, la répression, l'exécution du militant communiste Yveton, tout s'explique pour Giesbert. Comment ? Eh bien, en tant que ministre de l'Intérieur ou de la Justice, si Mitterrand entend réprimer en Algérie, « c'est le plus proprement possible », et puis surtout, comme il y a deux personnages en Mitterrand, le « libéral » et « l'homme d'Etat », il lui faut bien « comme n'importe quel locataire de la Place Beauveau, faire respecter ce qu'on appelle la « légalité républicaine ». En fait, Mitterrand s'emploie tout à la fois à « libérer » le peuple algérien et à broyer son nationalisme » !

Lorsqu'en 1965, Mitterrand, auquel s'est rallié le PCF, est can-

didat à la présidence de la République, c'est le même homme, celui aussi qui n'a pas d'autre programme, rappelle Giesbert, que « du réformisme, une pointe de socialisme et un peu de démagogie, beaucoup de banalités relevées par quelques propositions originales et intelligentes, et le tour est joué » ; le même qui, en 1971, jouera des coudes dans le panier de crabes du vieux Parti Socialiste pour en accaparer la première place ; le même qui fera du Programme commun, de l'Union de la gauche, des manœuvres tactiques devant lui permettre d'accéder au gouvernement.

Qu'un mitterrandiste reconnaisse ainsi les menées réactionnaires de Mitterrand ministre, son arrivisme politique, qu'il l'explique et en soit finalement assez fier pour l'étaler au fil des pages, devrait en effet, contribuer à faire tomber bien des illusions sur ce politicien que le PCF, en particulier, s'est acharné à présenter aux travailleurs comme un homme de gauche, sinon un socialiste convaincu.

Bien sûr, la biographie politique de Giesbert est visiblement plus désireuse de rassurer ceux d'entre les bourgeois qui pourraient être effrayés par le « socialisme » de Mitterrand et son alliance avec le PCF, que ceux qui douteraient encore de ce socialiste de fraîche date.

Lucienne PLAIN.

François Mitterrand ou la tentation de l'Histoire, de Franz-Olivier Giesbert. Ed. Seuil. 45 F.

Pour la septième  
fête de

LUTTE OUVRIÈRE

## APPEL AUX ARTISTES



Dans un peu moins de deux mois, les 28, 29 et 30 mai, à la Pentecôte, aura lieu, à Mériel Villiers-Adam, dans le Val-d'Oise, la septième fête de Lutte Ouvrière.

Cette fête est un grand rassemblement politique de l'extrême-gauche puisque des milliers de militants, de sympathisants et d'amis s'y trouvent réunis.

Mais c'est aussi, à sa façon, une grande manifestation artistique, puisque, pendant ces trois jours, un spectacle et une animation presque permanentes se déroulent sur plusieurs scènes et plusieurs aires d'animation. L'an dernier plus de 300 artistes y ont participé et nous espérons qu'ils seront encore plus nombreux, cette année.

Si la réalisation d'un tel programme artistique nous est possible, c'est bien sûr parce que de nombreux artistes acceptent de participer bénévolement à cette fête. C'est pourquoi, cette année encore, nous renouvelons notre appel à tous les artistes, ceux qui nous connaissent déjà, comme ceux qui n'ont jamais eu encore de contact avec nous. Et nous nous adressons bien sûr tout particulièrement à tous ceux qui, parmi eux, se sentent solidaires du combat des révolutionnaires, à tous ceux qui se définissent comme des artistes militants.

Nous leur demandons de bien vouloir nous prêter leur concours. Grâce à eux, cette grande fête de l'extrême-gauche sera encore une fois une vraie fête pour tous, riche en spectacles de tous genres. Mais nous pensons aussi pouvoir leur apporter en échange un public enthousiaste et chaleureux de milliers de personnes. En mettant à leur disposition podiums et aires d'animation où se produire et forums où exposer, s'ils le souhaitent, leur point de vue, nous espérons pouvoir les aider à se faire connaître et apprécier de ce public de jeunes, de travailleurs qu'ils recherchent précisément. Et nous sommes sûrs que tous ceux qui, nombreux, répondront à notre appel, ne regretteront pas de nous avoir aidés.

Marianne LAMIRAL.

La paix d'Ernst Glaeser. Collection Actes du Peuple, éditions Maspéro. 39 F.

### REEDITION :

ERNST GLAESER

## LA PAIX

Allemagne, novembre 1918. Cela fait maintenant plus de quatre ans que dure la guerre impérialiste, une tuerie sans précédent. Des millions de soldats sont morts des deux côtés, pour la population civile, c'est la misère. Pour tous, c'est la lassitude, parmi la population, qui souhaite la paix, et parmi les soldats, contaminés par l'exemple russe.

Dans la petite ville allemande où se passe l'action éclate tout d'un coup la nouvelle : l'empereur Guillaume II vient de s'enfuir en Hollande ; à Berlin et dans les ports se sont formés des Conseils d'ouvriers et de soldats, l'empire allemand s'est effondré et la République est proclamée. Mais quelle sera cette République ? : celle des Conseils d'ouvriers et de soldats que souhaitent les spartakistes, ou la République parlementaire bourgeoise

se que désirent les sociaux-démocrates qui sont à la tête de l'Etat allemand ? Car si l'empereur a bien été chassé, si dans toute l'Allemagne se constituent des Conseils d'ouvriers, de soldats et de paysans, la bourgeoisie n'a pas été renversée pour autant et prépare un coup de force contre le prolétariat pour instaurer sa paix, à elle, qui lui permette de prospérer. Les ouvriers révolutionnaires sont conscients de ce danger, mais ils ne sont qu'une minorité parmi la grande masse des travailleurs qui pensent que la fin de la guerre suffit pour mettre fin à la misère. Et ce sera l'écrasement de la révolution allemande, dirigé par les sociaux-démocrates au gouvernement.

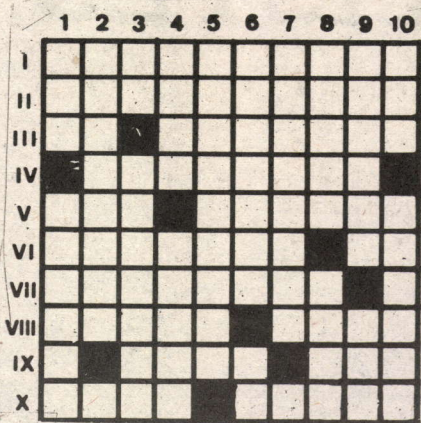
Tels sont les événements que retrace ce livre de Glaeser, qui vient d'être réédité aux éditions Maspéro. Ils sont vus au tra-

vers des yeux d'un jeune bourgeois qui assiste, de l'extérieur, à la montée révolutionnaire dans la ville d'Allemagne où se situe l'action, puis à la répression. Manifestement il est attiré par la révolution, par l'aventure qu'elle représente, mais il ne la comprend guère. Et s'il se pose des questions, elles concernent sa personne plus que les événements.

Mais ce qui fait l'intérêt de cet ouvrage, malgré ses trop longues digressions, c'est l'image qui nous est donnée de cette période de l'histoire, une période sur laquelle témoignages et romans font défaut.



# MOTS CROISES



**HORizontalement.** — I. Elle exerce une attraction. — II. Une coupure qui ne fait pas de mal. — III. Partie d'Empire - On est contre elle. — IV. Sonantes et trébuchantes. — V. A moitié sénile - Modestes bâtiments. — VI. Prévoir - Négation. — VII. Remis en état. — VIII. Fin de tirade - On s'y arrête. — IX. Prénom - Forme d'avoir. — X. Elle a son compte - Se dilatent, dit-on.

**VERTICALEMENT.** — 1. Bout de terre - C'est une pointe de vitesse. — 2. Mettre de l'eau dans son vin. — 3. En toc - Pas très régulière. — 4. Carrés - Adressé. — 5. Peuvent s'exprimer en puissance. — 6. Ville d'Allemagne - Dans la mer. — 7. Tout ce qui en sort n'est pas usiné. — 8. Célèbre pour son arène - Sa raison cache bien des secrets. — 9. Certains en ont plein le dos - Pas très fine. — 10. Direction - Permettent de couper court.



# THEATRE

Au théâtre de l'Atelier :

## LE FAISEUR de Balzac



Le théâtre de l'Atelier donne actuellement une pièce de Balzac, Le faiseur.

Auguste Mercadet, héros de cette comédie, est un affairiste marron, un spéculateur véreux, une espèce de Ryves-Henri Louis-Philippard. Grâce à son standing, ses relations, sa connaissance approfondie des ficelles du milieu financier et industriel, il réussit à créer l'illusion de la richesse alors qu'il est endetté jusqu'au cou. Il repousse régulièrement les assauts féroces de ses créanciers avec art, il sait dans ces occasions user d'une perfidie et d'une rouslardise à toute épreuve.

Balzac se moque de ces affairistes, de ces financiers, de ces industriels pour qui seuls comptent les actions, les rentes, les placements, les investissements. On se prend d'une réelle antipathie pour ce Mercadet machiavélique et misogyne, ce Mercadet qui est prêt à vendre sa fille, pourvu que cela fasse fructifier son capital.

Certes toute la critique de la bourgeoisie, Balzac l'a faite au nom des valeurs de l'ancienne société aristocratique. Mais cette pièce reprend sur un ton alerte, caustique et amusant, un thème cher à l'auteur : l'omniprésence de l'argent et la dévalorisation des sentiments humains qu'elle entraîne. On regrettera toutefois quelques longueurs dans la seconde partie, ainsi que des allusions à la vie politique actuelle, pas toujours du meilleur goût. Mais l'ensemble de la pièce passe bien, les dialogues sont vivants, les personnages toujours authentiques. Jean Le Poulain réussit à camper le personnage de Mercadet avec beaucoup de talent et d'humour.

Stéphane HENIN.

Le faiseur, au théâtre de l'Atelier, place Charles-Dullin, métro Anvers. Prix : entre 10 F et 50 F.

# TELETELE

## sélection

### Samedi 2 avril

**ANTENNE 2** - 17 h 10 - Des animaux et des hommes : la vie des insectes.  
**FR 3** - 20 h - Les animaux chez eux : Au pays des albatros, les îles Galapagos.

### Dimanche 3 avril

**FR 3** - 19 h - Cinéma du soleil : Cette première émission d'une série de quatre est consacrée à Fernandel que nous présente son fils, et s'intitule *Mon père, Fernand Contandin*.

**TF 1** - 19 h 15 - Les animaux du monde : les chevaux d'Amérique.

**TF 1** - 20 h 30 - Film : *Antoine et Sébastien*, de Jean-Marie Périer, avec François Périer, Jacques Dutronc. La complicité entre un père et son fils.

### Lundi 4 avril

**TF 1** - 20 h 30 - Film : *La vengeance aux deux visages*, de Marlon Brando, avec Marlon Brando. Western.

**FR 3** - 20 h 30 - Film : *Un homme est passé* de John Sturges, avec Spencer Tracy, Robert Ryan. Un homme seul face à la lâcheté collective. Un très bon film.

**ANTENNE 2** - 21 h 55 - Alain Decaux raconte... le Dix Huit Brumaire. Comment le jeune général Bonaparte, de retour de la campagne d'Egypte, prit le pouvoir, en 1799.

**A 2** - 22 h 50 - L'huile sur le feu. Philippe Bouvard a réuni René Lenoir, secrétaire d'Etat à l'Action sociale, et M. Briquet, président de la Fédération na-

tionale des retraités sur le thème du Troisième âge.

### Mardi 5 avril

**ANTENNE 2** - 20 h 30 - Les Dossiers de l'Ecran présentent la dernière partie de la série *La Mission Marchand* : *Fachoda* réalisée par G-P Salvy-Guide, afin d'introduire le débat sur le thème : *Quand l'Europe se partageait l'Afrique*. *Fachoda*, le 21 mars 1899, marque l'abandon par les troupes françaises de l'occupation du bassin du Nil pour laisser place aux troupes anglaises. Mais espérons que le débat saura dénoncer la politique de colonisation des puissances industrielles occidentales et non se contenter de développer la rivalité franco-anglaise.

**FR 3** - 20 h 30 - Film : *A l'ouest du Montana*, de Burt Kennedy. Un bon western.

**TF 1** - 21 h 35 - *A la poursuite des étoiles* : La Terre, sa place dans l'espace, ses mouvements de rotation, ses dimensions, etc.

### Mercredi 6 avril

**FR 3** - 20 h 30 - Film - *Les bas-fonds*, de Jean Renoir, avec Jean Gabin, Louis Jouvet, etc. D'après une pièce de M. Gorki, une peinture des clochards et des déclassés.

### Jeudi 7 avril

**ANTENNE 2** - 15 h 05 - Film : *C'est arrivé demain*, de René Clair. Une comédie fantastique.

**A 2** - 20 h 30 - Film TV : *1936, ou la mémoire d'un peuple*, de Claude Santelly. Les grèves et le gouvernement de Front Populaire de 1936, racontés à l'aide de documents photos authentiques, de témoignages, de textes d'époque, etc. Une émission à suivre.

**FR 3** - 20 h 30 - Film : *Le vieux fusil*, de Robert Enrico, avec Romy Schneider et Philippe Noiret. Pendant la Deuxième Guerre mondiale, un homme se venge des assassins de sa femme. Un film qu'on peut voir bien qu'il cède à une certaine complaisance vis-à-vis de la violence.

**TF 1** - 21 h 30 - Soixante minutes pour convaincre : vous ne savez pas vous soigner. A cette émission participent le docteur J-P Escande, le Pr Minkovsky.

### Vendredi 8 avril

**FR 3** - 20 h 30 - Vendredi, Service Public : *L'industrie du bébé*. Les fabricants de produits pour nourissons sont sur la sellette.

**FR 3** - 21 h 30 - Scénario pour une ville : *N° 1 Annecy*. A l'heure où l'écologie est à la mode, les problèmes d'une cité de 50.000 habitants.

**ANTENNE 2** - 22 h 50 - Ciné-Club : *Verts Pâturages*, de Marc Connelly et W. Keighley. Une comédie musicale qui a pour thème la Bible, vue par des enfants noirs américains.

### Samedi 9 avril

**TF 1** - 20 h 30 - Numéro Un : Guy Bedos.

### Dimanche 10 avril

**FR 3** - 22 h 30 - Film : *Marianne de ma jeunesse*, de J. Duvivier.



## L'une chante, l'autre pas

D'AGNES VARDA

● *L'une chante, l'autre pas* est un film qui donne envie de chanter lorsqu'on l'a vu.

Les dialogues et les chansons d'Agnès Varda permettent aux deux jeunes femmes qui sont les personnages principaux du film de nous faire partager avec beaucoup d'intelligence les problèmes qu'elles affrontent, leurs difficultés de vivre et d'aimer, leur profonde générosité. Cela dans la période des années 1962-1972.

Ce film féministe n'est pas sexiste et le bonheur de vivre de Suzanne et de Pomme est vécu avec des hommes.

L'histoire débute en 1962 alors que Pomme est une jeune lycéenne de 17 ans, optimiste, interventionniste, généreuse, d'un courage moral et physique immense. Suzanne, sa copine, qui deviendra son amie, a 24 ans. Elle est mère de deux jeunes enfants ; vit avec le père de ceux-ci, un photographe-artiste, doux rêveur, incapable de faire vivre sa famille dans cette société mercantile. Dans ce foyer, l'absence d'argent fait d'une troisième grossesse un drame ; le problème de l'avortement dans ces années-là n'a comme « solution » que la Suisse, à condition d'avoir beaucoup d'argent, ou la recherche

d'une « adresse » dans Paris moins onéreuse mais sans sécurité médicale.

Le voyage à Amsterdam, où des milliers de femmes vont se faire avorter est un des moments courageux de ce film.

Le procès de Bobigny en 1972, où une avortée mineure est acquittée grâce à l'action du groupe de femmes du MLAC et de personnalités dont Gisèle Halimi, que l'on voit dans le film, en est un des points forts.

Mais à partir de 1972, les personnages du film semblent ne plus avoir de choses originales à dire, en tant que femmes, Suzanne et Pomme baignent dans le bonheur. Cet happy end appuyé d'une explication d'Agnès Varda pour dire que les femmes auront maintenant moins de problèmes à vivre leur vie de femme met un point d'orgue à l'histoire de Suzanne et de Pomme.

Si cela correspond à ce que ressentent les femmes du MLAC, ce-

la déçoit ceux qui pensent que le sort de l'homme et de la femme sont liés et qu'en matière de libération tout est encore à faire.

Cela est un autre propos, et n'est peut-être pas celui d'Agnès Varda, mais on aurait aimé l'entendre suggérer par ces deux personnages si sympathiques que sont Suzanne et Pomme. F.M.

Ce film passe au Palais des Arts, Quintette, Concorde, Saint-Lazare Pasquier, Olympic, Studio Raspail.



## L'autre France

D'ALI GHALEM

● « L'autre France », ce sont les travailleurs immigrés. Le film, tourné il y a deux ans par l'auteur de *Mektoub ?*, vient de sortir en circuit commercial dans une salle parisienne.

Rachid est à la recherche d'un logement et d'un travail. Victime d'une agression raciste, il porte plainte à la police : c'est alors qu'il découvre — en uniforme — ceux qui l'ont roué de coups.

Au chantier où il est embauché, c'est la loi d'un contremaître raciste, c'est le règne des accidents du travail. Jusqu'au jour où les travailleurs des différentes nationalités organisent solidairement la grève. Dès lors, plus rien ne pourra arrêter l'espoir qui est né, pas même l'arrestation et l'expulsion de Rachid.

Ali Ghalem a délibérément

choisi de décrire ces événements comme un simple conte rendu de la vie d'un ouvrier immigré en France, le film glissant d'une scène à l'autre sans commentaire, sans laisser percer l'indignation. Ce n'est qu'un témoignage. Mais un témoignage suffit à provoquer la révolte contre la situation des travailleurs immigrés.

Jean SANDAY.

## ARMAGUEDON

d'Alain Jessua

Un mégalomane, incarné par Jean Yanne, est possédé par le besoin de faire parler de lui. Il multiplie les lettres de menaces aux personnalités politiques françaises et étrangères, en les signant du nom symbolique : Armagedon, la colère de Dieu. En même temps, il annonce à tous qu'il est en train de préparer une vengeance terrible et que le compte à rebours est commencé.

Une course contre la montre s'engage alors pour identifier le personnage avant qu'il ait pu mettre ses menaces à exécution. On fait appel à un psychiatre — Alain Delon — spécialiste de psychologie criminelle, qui donne des consultations d'un style inédit, à la télévision. Et les péripéties s'enchaînent...

L'actualité, fertile en faits divers de ce genre, a certainement inspiré les auteurs du film. Mais ils ont surtout cédé à la tentation d'exploiter le côté ignoble de ce genre d'affaires. Ainsi, on assiste à un double assassinat que le névrosé commet à la suite d'une mise en scène pour le moins répugnante. Puis, c'est le « suspens » de la fin : le fou menace de faire dynamiter une salle de spectacles où sont enfermées des centaines de personnes.

C'est un film qui traite de thèmes à la mode : solitude de l'individu écrasé par la société, impuissant à communiquer avec ses semblables, attirance pour le psychiatre qui « comprend, protège et pardonne » !

Mais au total ce film — qui consiste en un étalage complaisant d'un désespoir meurtrier et sans issue — a un caractère profondément déplaisant.

Paul SOREL.

Yvette BLONDIN.

## Enquête sur la sexualité

DE PIER PAOLO PASOLINI

● Il s'agit d'un des tout premiers films de Pasolini réalisé en 1964. Et en dépit de ce que le titre pourrait laisser supposer, il n'y a nulle exploitation érotique du problème. Le Pasolini des années 1964 était déjà un cinéaste « engagé » mais sa manière était différente de celle de la fin de sa vie.

Au travers d'une série d'interviews et de réflexions de l'auteur, le film tente de donner une image de ce que pensent les Italiens des rapports entre hommes et femmes, de la liberté des femmes, du divorce, de la prostitution, de l'homosexualité, etc...

Mais ce n'est pas seulement du cinéma vérité où l'auteur resterait neutre. Le propos de Pasolini est d'essayer de faire réagir ses interlocuteurs, et avec eux le public, au poids des préjugés rétrogrades qui pèsent sur les consciences, en particulier dans cette Italie où l'Eglise est omni-présente.

On voit ce jeune soldat affirmer que s'il fait le « Don Juan » c'est qu'il y est bien obligé par les coutumes sociales. On nous montre la grande majorité des hommes se refusant à l'égalité complète des droits des femmes par

rapport à eux, mais les femmes et en particulier les jeunes réclament avec force la fin de cette inégalité omni-présente dont elles ressentent profondément très vite l'absurdité.

Le Pasolini qui a tourné ce film se voulait profondément progressiste et avide de liberté pour tous, et en particulier pour la femme opprimée.

Et bien que le film ait douze ans, bien que son expression sous forme d'interviews ne le rende pas captivant, il est à plus d'un titre intéressant.

## sélection

### FILMS RECENTS :

**NETWORK** : une satire féroce de la télévision américaine.

Paramount Marivaux 2° - Boul'Mich 5° - Publicis Saint-Germain 6° - Paramount Elysées 8° - Paramount Galaxie 13° - Paramount Montparnasse 14° - Paramount Maillot 17°.

**NOUA** : La naissance de la révolte du peuple algérien dans l'Algérie de 1954.

Studio de la Harpe 5° - Jean Renoir 9° - 14 Juillet 11°.

**LE JUGE FAYARD DIT « LE SHERIFF »** : Un réquisitoire contre la justice.

Danton 6° - Normandie 8° - Paramount Opéra 9° - Montréal 18°.

**LE PRETE-NOM** : Les ravages du maccarthysme dans les milieux intellectuels américains.

Grands-Augustins 6° - Marbeuf 8°.

**DERSOU OUZALA** : Dans la taïga russe au début du siècle, les aventures et l'amitié d'un officier explorateur et d'un chasseur.

Paramount Marivaux 2° - Templiers 3° - Studio Alpha 5° - Arlequin 6° - Paramount Elysées 8°.

**1900 (2° époque)** : La montée et la fin du fascisme en Italie.

Templiers 3°.

**BARRY LYNDON** : Les aventures d'un arriviste dans l'Europe aristocratique du XVIII° siècle.

Impérial 2° - Studio Cujas 5° - Colisée 8° - Diderot 12° - PLM Saint-Jacques 14°.

**PAIN ET CHOCOLAT** : Un immigré italien en Suisse. Humour et réalisme.

Bretagne 6° - Danton 6° - Luxembourg 6° - Biarritz 8° - Trois Haussmann 9° - Mistral 14° - Trois Murat 16°.

### FILMS ANCIENS :

**LES VACANCES DE MONSIEUR HULOT**.

Capri 2° - Paramount Odéon 6° - Publicis Elysées 8° - Paramount Opéra 9° - Paramount Gobelins 13° - Paramount Gaité 14° - Paramount Orléans 14° - Convention Saint-Charles 15°.

**JOUR DE FETE**.

Paramount Marivaux 2° - Les Cinoches de Saint-Germain 6° - Paris 8° - Paramount Galaxie 13°.

**LA GUERRE DES BOU-TONS**.

Petits Poucets Montmartre 9°.

**LES HOMMES DU PRESIDENT**.

Châtelet Victoria 1° (20 h 30).

**LE TRESOR DE LA SIERRA MADRE**.

Action Christine 6°.

**LES AVENTURES DE PETER PAN**.

Rex 2° - Danton 6° - Ermitage 8° - UGC Gobelins 13° - Miramar 14° - Mistral 14° - Magis 15° - Napoléon 17°.

**ON ACHEVE BIEN LES CHEVAUX**.

Saint-André des Arts 6° (24 h).

**LA FETE SAUVAGE**.

Univers Alésia 14°.



## Hausse des tarifs publics un scandale, une provocation

● Barre vient d'annoncer l'augmentation des tarifs de plusieurs services publics à dater du 1<sup>er</sup> avril. Le gaz, l'électricité, le charbon augmentent ainsi de 6,5 %, le téléphone de 7,7 %. Ensuite ce sera le tour de la SNCF le 18 avril, et du métro le 1<sup>er</sup> juillet. En fin la journée d'hospitalisation privée subit une hausse de 8 %. Seul le timbre poste a été épargné...

Cette hausse décidée cyniquement par Barre, au lendemain même des élections tou-

che tout le monde, mais elle frappe plus particulièrement les travailleurs, les chômeurs, les rentiers, tous ceux dont les ressources ne suivent plus depuis longtemps l'augmentation du coût de la vie.

Cette attaque délibérée au niveau de vie de la population laborieuse exige une riposte immédiate et massive.

Il n'est pas tolérable de laisser une majorité qui vient d'être désavouée par les électeurs aggraver sa politique anti-ouvrière. Les grandes

centrales CGT et CFDT ont fait des déclarations fermes après le résultat des élections pour dire qu'il n'y aurait pas de trêve revendicative. Si ce n'était pas de simples discours post-électoraux pour la galerie, c'est maintenant l'heure de passer aux actes. Le gouvernement, lui, n'observe pas de trêve dans son offensive contre le pouvoir d'achat des travailleurs. Plus que jamais les travailleurs ont besoin d'une politique résolue de mobilisation contre le plan Barre.

## Italie :

### Les syndicats et le PCI bradent l'échelle mobile

Après avoir hésité, les directions des trois grandes centrales syndicales italiennes ont accepté la remise en cause de l'échelle mobile des salaires, un avantage acquis par les travailleurs depuis 1949. Cette remise en cause acceptée par les syndicats et les partis de gauche, dont le PCI, doit permettre au gouvernement Andréotti d'obtenir un prêt du Fonds monétaire international de 530 millions de dollars.

Ainsi, les prix des fameux trois articles « du panier de la mén-

gère », à savoir, les transports publics, l'électricité et les journaux vont augmenter sans qu'il y ait répercussion sur les salaires. Cette nouvelle concession des syndicats italiens et du PCI est somme toute logique. Ayant apporté leur appui au gouvernement Andréotti, ils avaient le choix entre refuser les conditions du prêt au risque de créer une crise gouvernementale ou accepter. Ils ont évidemment accepté.

Bien entendu, il est peu probable que le prêt du FMI puisse

résoudre les difficultés économiques. On dit déjà qu'il aurait été « brûté » ces dernières semaines. En fait, en acceptant ces conditions, les syndicats et le PCI ont fait un pas de plus dans leur alignement derrière Andréotti qui ne pouvait pas, seul, faire accepter cette mesure. Et ils n'ont même pas le prétexte de dire que cela leur ouvrirait les portes du gouvernement Andréotti à leur accord sans rien payer.

Pierre VILMA

## DES AUTONOMISTES BRETONS devant la Cour de Sureté de l'Etat

Le procès des sept autonomistes bretons poursuivis devant la Cour de sûreté de l'Etat pour attentats à la bombe et compllicités d'attentats (pour, quatre d'entre eux) et reconstitution de mouvement dissous, le FLB (Front de Libération de la Bretagne) s'est achevé le mercredi 30 mars. Deux accusés ont été acquittés. Mais les cinq autres se sont vus infliger des peines de prison, avec ou sans sursis.

Les peines prononcées (trois ans maximum) ne peuvent paraître légères qu'en comparaison avec ce qu'osaient réclamer le procureur général. En fait, ce procès et ce verdict sont scandaleux. Car les dossiers étaient vides.

Il faut dire que ce procès venait en conclusion d'une vieille affaire au terme de laquelle le gouvernement, sa police et sa justice avaient surtout besoin de sauver la face. En octobre 1975, en effet, une gigantesque opération policière menée en Bretagne aboutissait à l'inculpation de cent personnes, ratées un peu

partout, sous les prétextes les plus anodins.

Le gouvernement voulait faire passer tous ces gens pour de dangereux terroristes... mais lui manquaient les preuves pour le démontrer. Et pour cause !

René Kerhousse, l'un des inculpés, employé au Trésor, se voyait reprocher des écrits personnels sur la violence, une ébauche de roman vieille de six ans qui n'était jamais sortie de chez lui.

Les autres motifs d'inculpation étaient de la même eau. D'ailleurs, tout au long du procès, les militants autonomistes ont bénéficié du soutien large de la population et des organisations syndicales locales. Les secrétaires départementaux de la CGT, de la CFDT et de FO se sont insurgés contre le fait que la justice s'en prenait à des hommes dont le seul « crime » était d'affirmer que « tout » Breton a le droit de vivre et de travailler au pays » et que « le Finistère n'est pas seulement le département de l'extrême-pointe

de la France, mais aussi celui qui est à l'extrême-pointe du chômage ».

Les inculpés étaient loin d'être considérés par la population comme de dangereux terroristes, puisque l'un d'entre eux, Yann Puilandre, se présentait aux municipales sur une liste d'Union de la gauche, à Châteauneuf-du-Faou, qui recueillait 34 % des suffrages.

Mais il fallait que justice soit faite contre des hommes qui, par-delà leurs idées sur l'autonomie de la Bretagne, dénonçaient surtout et avec raison le sous-développement économique et culturel dont leur région souffre, comme d'ailleurs en souffrent de nombreuses autres régions laissées pour compte en France.

C'est ce procès-là que le gouvernement voulait gagner en jugeant ces militants devant la Cour de sûreté de l'Etat — rien que cela ! Mais c'est ce procès que les Poniatowski et Lecanuet ont finalement perdu.

Michelle VERDIER

## Mais oui, le prix du fuel industriel baisse !

A partir du 1<sup>er</sup> avril, la Shell française a baissé le prix du fuel industriel de 2,6 % et BP va sans doute la suivre de près.

Les deux compagnies s'alignent ainsi sur le marché du fuel de Rotterdam où les prix ont baissé de 10 F à la tonne et où les industriels français, en particulier EDF, ont eu récem-

ment le droit de se servir directement.

La baisse de 10 F à la tonne — appliquée par deux compagnies qui représentent environ 30 % du marché français à elles deux — intervient après une hausse de 30 F à la tonne il y a environ un mois.

Une grosse publicité a été faite sur les ondes à cette occasion,

mais s'il y a bien une baisse, c'est d'une baisse sur la hausse qu'il s'agit, et c'est tout.

De toute façon, pour le consommateur, rien n'est changé puisque le fuel domestique n'est pas inclus dans la baisse et que l'EDF n'annonce pas la moindre baisse sur la hausse de 6,5 % qu'elle va appliquer au 1<sup>er</sup> avril !

T.L.

## DE VATHAIRE, JEAN KAY, DASSAULT ET Cie, ÇA VOLE !



Dassault, marchand de canon, un vrai père pour le comptable escroc et le mercenaire fasciste.

(AFP)

De « l'affaire Dassault », il n'en a pas été question lors du procès d'Hervé de Vathaire, puisque suivant les dires du procureur de la République, il fallait « ramener cette affaire aux proportions qui étaient les siennes »... une simple escroquerie !

Quant à la commission parlementaire chargée d'enquêter sur les activités de l'avionneur, elle continue à observer un silence de mort.

Mais Dassault a nettement moins de chance avec Jean Kay, le mercenaire qui avait disparu avec huit millions tirés de son compte. Lui, que l'on croyait effectivement mort, continue à parler ; ou plutôt à écrire, puisque c'est dans une lettre adressée au journal *Le Point* que le mercenaire affirme : « Les huit millions que m'a remis Hervé de

Vathaire... résultent d'un don de M. Dassault au profit des causes pour lesquelles j'ai engagé ma vie et mon combat ».

Cette « explication » a, à priori, au moins un don : celui de régler rapidement l'affaire, puisqu'il n'y aurait pas « d'affaire Dassault » mais de simples petits cadeaux entre gens servant les mêmes causes, toujours inavouables bien entendu, tellement elles sont nobles ! (On parle cette fois-ci d'aide aux phalanges libanaises).

Et si Dassault a bien sûr démenti cette version, il n'y a évidemment pas de raison d'accorder foi à la parole d'un producteur d'armes, profiteur à grande échelle, de toutes ces sales guerres et trafics d'armes.

S.M.

## Paris a un maire, on commence à voir la différence

Aussitôt élu maire de Paris, Jacques Chirac a tenu à se montrer sur les Champs-Élysées. Le 26 mars, il déposait une gerbe sur la tombe du soldat inconnu. En fait, il prenait un bain de foule. Quelques amis et curieux étaient venus voir, et Chirac pouvait se faire applaudir, juché sur sa voiture et les bras en croix — de Lorraine — à la De Gaulle.

Mais si Chirac aime les « vi-

vats » pour lui-même, il les tolère mal pour les autres. Le 29 mars, il interdisait une réception amicale prévue pour le lendemain dans les locaux de la mairie du 13<sup>e</sup> par les élus socialistes de l'arrondissement.

Maintenant que Paris a un maire, on commence à voir la différence. Ah mais !

M.V.

## Fête de Lille

Samedi 16 et Dimanche 17 Avril

FETE DE LUTTE OUVRIERE

A LILLE

Palais Rameau (angle rue Solférino et boulevard Vauban).